

Mensuel N° 7 Novembre 1973 - 4 F

le **Sauvage**

**LE DOSSIER NOIR
DE LA FORET FRANCAISE**



GALBRAITH. LA FETE. CONTRE EXPERTISE: LE BEURRE

Le sauvage
est un journal
libre et indépendant
dont l'existence
dépend de ses lecteurs
Faites-le connaître
Abonnez-vous
Abonnez vos amis

le Sauvage

ON NE VOUS LE FAIT PAS DIRE...

Courrier des lecteurs, page 6

EDITORIAL : LA JUSTICE REMUE LES BOUES, page 8

TRIBUNE LIBRE : GALBRAITH FAIT LE BILAN

Pour une synthèse des problèmes de l'environnement, page 10

POINT CHAUD : QUAND LE PÉTROLE BAVE, LES MOULES TRINQUENT

Le scandale de la raffinerie de Brest, *par Jean-François Fogel*, page 14

ALTERNATIVE : RÉVOLUTION CHEZ LES TILAPIAS

En Amérique, des bricoleurs inspirés veulent sauver le monde de la famine, page 17

ÉCOACTUALITÉS, pages 20, 21, 26, 33 et 52

ALTERNATIVE : FÊTE, SUBVERSION ET VOLUPTÉ

La révolution sera ludique ou ne sera pas, *par Jean-François Josselin*, page 22

BANDE DESSINÉE : UNE VIE BIEN REMPLIE, *par Gérard Poussin*, page 27

POINT CHAUD : LE BON PLAISIR DE M. POMPIDOU

Autos contre piétons : la « voie express » rive gauche, *par Colette Gutman*, page 28

TRIBUNE LIBRE : AUX ARMES, CITOYENS !

Grands patrons du marketing contre consommateurs, *par François Lourbet*, page 30

BANDE DESSINÉE : LE BOLOT OCCIDENTAL, *par Claire Bretécher*, page 34

LE DOCUMENT DU SAUVAGE : LE DOSSIER NOIR DE LA FORÊT FRANÇAISE

Procès à l'O.N.F., *par Michel Grisolia*, page 36

Un reportage photographique : le massacre de Châteauneuf, page 40

Le cas Fontainebleau, page 42

L'O.N.F. se défend, *par Christian Delaballe*, page 45

POINT CHAUD : HISTOIRE D'UN ENFANT « DÉBILE »

Vivre dans un institut médico-psychiatrique, *par Frédérique Lebelley*, page 46

POINT CHAUD : L'AIR DE PARIS

Un million de tonnes de poussière sur la France, page 51

ALTERNATIVE : ...ET NOURRIR DE PLAISIR

Une interview du Professeur Trémolières, *par Nicole Muchnik*, page 53

DÉFENSE DU CONSOMMATEUR : LE GRAND RACOLAGE

Sachez éviter les pièges des supermarchés, *par Dominique Pons*, page 56

GUIDE ÉCOPRATIQUE

Contre-expertise : le beurre, page 60 - Écolivres, page 64

Encarts publicitaires, pages 3-4, 69-70

COUVERTURE : photo de Jean Mounicq/Fotogram



DES CONDUCTEURS INFANTILES

Je n'ai pu m'empêcher de sourire en pensant que MM. Bosquet, Saint-Marc et consorts, une fois posée la plume après le dernier mot de leur article, ont peut-être pris leur voiture pour aller porter leur « poulet » à la rédaction du *Sauvage* ! N'utilisent-ils donc jamais cette « dévoreuse d'hommes et de villes ? ». Mais soyons sérieux : il y a tout de même un aspect du phénomène automobile que vous me paraissez passer sous silence. Vous semblez lui attribuer tous les maux, de manière en quelque sorte intrinsèque, sans faire intervenir un élément majeur du problème qui est le conducteur. En ce qui me concerne, peut-être suis-je anormal, mais je n'éprouve pas le besoin de rouler à 150 km/h et je ne perçois pas les autres comme « des gênes matérielles et des obstacles à ma propre vitesse ». Ce qui m'irrite au contraire, c'est l'infantilisme des conducteurs, leur incapacité à dominer le « phénomène automobile ». Il me semble qu'il serait possible de le dominer sans renoncer complètement à la « bagnole » et sans « changer de société ».

JEAN STEINBERG,
Montreuil.

Ne pas changer de société, c'est accepter la société actuelle, son expansionnisme et... ses bagnoles. Croyez-vous que, lorsqu'il aura doublé son importance, le « phénomène automobile » sera plus aisés à dominer ?

SOMMES-NOUS A LA MODE ?

Je suis effaré de voir les idées passées d'Illich adoptées sans

ambages par Michel Bosquet : un homme qui ne bougerait pas de chez lui et y trouverait logis, travail, loisirs et amis, un homme du Moyen Age ! Non, je crois au contraire que les hommes de demain seront mobiles, participeront à de nombreux milieux, géographiquement dispersés, auront des amis un peu partout, en France et à l'étranger, plusieurs résidences, connaîtront les races, les pays, les aimeront par ce contact concret qui lève bien des malentendus racistes ou nationalistes. Dans une telle civilisation, les transports se développeront considérablement et il est probable que chaque personne aura à sa disposition plusieurs moyens de transport individuel, comme aujourd'hui elle a plusieurs paires de chaussures. A partir de là, posons les vraies questions de l'avenir des transports :

— Comment et à quel prix réduire les accidents et leur gravité ?

— Comment limiter la pollution atmosphérique ?

— Comment rendre les transports moins encombrants ?

— Comment se posent les problèmes de matières premières et d'énergie ?

— Comment concilier la circulation des piétons, des bicyclettes, des voitures particulières, des camions — problème de voies distinctes ?

Ce qui amène à critiquer, non pas l'excès, mais l'insuffisance des crédits de voirie.

Le problème du transport des personnes étant un grand problème de notre civilisation, il mérite d'être traité sérieusement. Il est plus complexe et plus profond qu'il n'apparaît à la lecture de vos articles. Au lieu de flatter à tout prix

les goûts, les modes et les lubies de quelques semi-intellectuels superficiels, il serait sans doute plus utile d'aborder le fond du problème techniquement.

MARC LEVERVY,
Paris.

Vous nous faites penser à quelqu'un qui écoperait à la petite cuiller quand le bateau fait eau de toutes parts. Vous voulez aborder le problème « techniquement » ? Mais nous n'avons pas cessé de l'aborder ainsi ! Aménager le réseau routier... soit, mais pour combien d'automobilistes ? Le temps qu'on construise les routes nécessaires — avec voies distinctes, d'accord — le trafic aura augmenté dans les proportions effarantes que dénonçait Philippe Saint-Marc : « De 1967 à 1972, la production d'automobiles a augmenté des deux tiers, ce qui aboutirait à la fin du siècle à produire en France 40 millions de voitures par an. Il est impossible de soutenir longtemps ce rythme. » Est-ce là un argument pour « semi-intellectuels » ? Et d'abord pourquoi « semi » dès que les intellectuels en question ne sont pas d'accord avec vous ?

POUR LA

« LETTRE OUVERTE »
Merci à Hubert Schneckenburger pour sa « lettre ouverte à un préfet zélé ». Merci de dire tout haut ce que tant de personnes pensent tout bas. Mes beaux-parents habitent un merveilleux village de Seine-et-Marne et, après une horrible semaine passée dans notre enfer urbain, nous sommes toujours heureux de pouvoir nous reposer chez eux. Mais après avoir ramassé différentes contraventions pour excès de vitesse, à chaque fois sur

ce fameux semblant d'auto-route dont parle Schneckenburger, nous avons résolu le problème : nous avons changé notre « grosse » voiture contre un tas de ferraille vieux de quinze ans, une 2 CV d'après la carte grise, et qui nous est revenue, bonne assurance comprise, moins cher qu'une contravention... Avouez quand même, M. le Préfet, que c'est triste d'en être réduit à faire Strasbourg-S., soit 460 km, en huit heures, dans ce beau pays dit civilisé et, paraît-il, industrialisé. Tout ça sur l'un des axes principaux. Et ne nous dites pas de prendre le train. L'exemplaire réseau S.N.C.F. est tellement bien structuré qu'il faut passer par Paris (« décentralisation », ça veut dire quoi ?) pour rejoindre S., changer trois fois, dans le meilleur des cas, pour terminer dans une micheline poussive et arriver après... plus de treize heures de voyage. Incroyable, mais vrai.

NEIL ET ELLEN LOOJUPO,
Strasbourg.

Vos « travaux pratiques » rejoignent nos théories : tant que l'Etat ne le voudra pas, les transports en commun ne pourront pas être concurrentiels des transports individuels. Ce faisant, le même Etat nous condamne à être des automobilistes frustrés.

CONTRE LA

« LETTRE OUVERTE »
Que vient faire dans votre dernier numéro la lettre ouverte de Hubert Schneckenburger, détonnante entre les réquisitoires de Bosquet et d'Illich ? Habile défense, très poétique certes, mais enfin l'auteur s'y révèle être un de ces « homo automobilis » que l'on veut

COMITÉ DE DIRECTION : Jean Daniel, Jacques Deshayes, Hector de Galard, Alain Hervé, Claude Perdrriel, Philippe Viannay.
DIRECTION : Directeur Général : Jean Daniel. RÉDACTION : Directeur de la Rédaction : Claude Perdrriel. Rédacteur en chef : Alain Hervé. Rédacteur en chef adjoint : Pierre Ajame. Direction artistique : Catherine Pompanon, Michel Carlier. Secrétariat de rédaction : Christine Kamieniak-Fassina. Correcteur : Brice Lalonde. Assistante de rédaction : France de Nicolay. Droits de reproduction : Ruth Valentini. ADMINISTRATION : Fabrication : Bernard Le Roy, Guy-Edmond Mabilais. Promotion, Ventes, Abonnements : Bernard Villeneuve assisté de Jeanne Baraduc. Publicité : Lorraine de Moustier, Eva Binder.
Titre de la publication : LE SAUVAGE. Sous-titre : Le Nouvel Observateur - Écologie. Adresse : 11, rue d'Aboukir - Paris-2°. Téléphone : 887-52-00. Périodicité : Mensuel. Directeur de la publication : Claude Perdrriel. S.A. L'OBS. C.C.P. Paris 3 143-54. R.C. Seine 71 B 658. Vente au numéro : France 4 F. Algérie 4 din. Maroc 4 dir. Tunisie 400 millimes. Belgique-Luxembourg 40 FB. Suisse 3,50 FS. Canada 1,25 \$. Imprimerie : Montsouris, 175, rue de Paris, 91300-Massy. Composition : Typo-Élysées, 91, avenue des Champs-Élysées, 75008-Paris. Copyright 1973 « Le Nouvel Observateur - Le Sauvage ». Publicité générale : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris - Tél. : 887-52-00. Abonnements : 11, rue d'Aboukir, 75002-Paris : 1 an : 43 F. Étranger : 53 F. Étudiant : 38 F. Diffusion : N.M.P.P. Commission Paritaire N° 54.071.



combattre et éduquer. Je précise que je conteste l'utilité immédiate des limitations de vitesse et que, représentant de commerce, je suis de ceux à qui elles coûtent vraiment, mais je les accepte comme une nécessité historique, un premier pas de la désescalade. Celui qui n'arrive pas concrètement à renoncer à cette liberté illusoire peut-il se dire militant écologique ?

DOMINIQUE DUBUS,
Dole.

L'article de Schneckenburger était un article « d'humeur » — voire de mauvaise humeur. Vous l'avez pris au pied de la lettre alors qu'il signifiait ceci : voici un pays qui sacrifie tout à l'automobile, en tant qu'automobiliste je devrais m'en réjouir, or je suis floué. Moralité : l'Etat trompe le consommateur. Est-ce assez écologique ?

LE SOCIALISME EN QUESTION

Le premier numéro du *Sauvage* était vraiment ce que l'on pouvait attendre d'un journal écologique. De plus, dès le deuxième numéro, vous avez comblé une lacune en joignant une « fiche-poison ». Mais, malheureusement, la situation se dégradait très vite, si bien que même cette fiche (déjà insuffisante) fut totalement supprimée au numéro six. Ce n'était plus comme dans le premier numéro, des articles assez objectifs sur, par exemple, les dangers des usines nucléaires ou sur les pièges de l'E.D.F. ; ce n'était plus des récits d'expériences vécues comme celle de cette famille qui vit en autarcie, luttant ainsi contre la société de consommation, ni celle de cet homme qui refuse d'employer des engrais chimiques et des pesticides. Maintenant, je suis totalement résigné, surtout après la lecture du dernier numéro. Vous y avez perdu totalement l'objectivité. Par exemple, à la page 7, vous écrivez : « Nous sommes sous la domination des constructeurs d'automobiles, nous n'en sortirons qu'en changeant de société. » Vous ne nous donnez plus qu'une seule chance : le socialisme. Merci, j'ai compris, ce

n'est plus un journal pour la défense du consommateur, c'est devenu un mensuel aussi politisé que pessimiste. J'ai le sentiment que l'écologie est pour vous un moyen comme un autre pour orienter les lecteurs vers une voie bien précise : le socialisme.

ALAIN D.
Paris

Si vous connaissez une autre manière de défendre le consommateur que de le mettre en garde contre la société capitaliste, signalez-la. Mais vous avez raison sur un point : nous n'attachions plus assez d'importance aux alternatives écologiques. Aussi bien y re-médions-nous... dès ce numéro.

SOYEZ CONCRETS

Vos idées et vos options sont saines dans le sens fort du terme, mais soyez plus « pratiques » et soucieux de concret. Pensez aussi que vous vous adressez, pour l'essentiel je pense, à des gens qui, s'ils entrevoient les vices du système, sont prisonniers de celui-ci (actuellement tout au moins) par le biais de leurs aspirations les plus naturelles, donc les plus légitimes : la famille à fonder, la maison à trouver, etc.

JEAN-FRANÇOIS GAZIN,
Puteaux.

LE VRAI BONHEUR

Pour ma part, j'adopte une politique anticommunisme, cherchant à faire durer l'objet le plus longtemps possible, me servant de ma vieille 2 CV comme d'un outil et le moins possible — quitte à la laisser rouiller. Pour tout dire, je réagis systématiquement contre l'invasion de biens consommables. Quand nos contemporains comprendront-ils que le bonheur ne réside pas dans une course pour atteindre chacun le même niveau de vie, mais dans une refonte de nos occupations : intérêt dans son travail journalier (important puisqu'il représente huit à dix heures de notre temps social), revalorisation de l'effort, tant intellectuel que physique, qui procure une sensation de bien-être (le modernisme tend à

tout simplifier, à rendre plus pratique, à nous rendre par là même infirmes, de nos jambes par exemple), et d'autres composantes de notre vie.

J.-C. BOURGEOIS,
Beaumont.

Ne croyez-vous pas néanmoins que ce bonheur est difficilement recommandable tant que subsiste justement une telle inégalité dans les niveaux de vie ?

HUMOUR SARDONIQUE

Votre lecteur anonyme du numéro « Spécial Vacances » et son groupe d'abstention de consommation seront sans doute heureux d'apprendre que leur exemple visant à pénaliser la bourgeoisie n'est pas unique. Il a été suivi, sinon précédé, aux Etats-Unis par des communautés hippies qui s'abstiennent de consommer des produits américains, se promenant en Volkswagen, se désaltérant au beaufolais, photographiant au Nikon, écoutant de la *pop music* Philips et troussant des maxijupes *made in London*. Je lève mon verre (de vodka) au succès et à la multiplication dans tous les pays de ces expériences courageuses capables de ruiner leurs bourgeoisies nationales, fût-ce au profit des étrangères. Soyez félicités pour avoir lancé le mouvement en France. Les ouvriers de la Régie seront heureux d'apprendre que vous roulez, vous aussi sans doute, en Volkswagen, et nos agriculteurs, que vous contribuez à soutenir les prix du beurre danois. Encore bravo et merci de m'avoir fait rigoler !

MAURICE GARNIER,
Marrakech.

Ce n'est pas un hasard si notre courrier des lecteurs s'intitule « On ne vous le fait pas dire... » Chacun y est donc libre d'exprimer ses opinions — sans pour autant que nous les partagions obligatoirement. Toutefois, merci à vous de nous « avoir fait rigoler ».

LE BOLOT AUX ENFERS

Je n'ai pas tellement apprécié l'humour des dernières aventures du bolot occidental. Certes, on ne peut interdire de se

moquer de Dieu, de la Vierge ou du Pape. C'est affaire de point de vue... Cependant, je pense que le lecteur « croyant » a droit au respect de ses opinions, comme un autre, pas plus, pas moins, d'autant que, dans ce domaine de la démographie, tout n'est pas aussi simple que vous semblez le supposer. D'autre part, et ceci est pour votre information personnelle (car, si vous attaquez, autant que vous sembleriez bien informés), il vaudrait mieux ne pas confondre « immaculée conception » (privilege réservé à Marie quant à la sainteté de son âme) et « conception virginale » (Jean Rostand dirait « parthénogénèse », puisque, eh oui, scientifiquement, ce n'est pas impensable...). Je m'excuse de cette lettre, mais, puisque vous avez le sens de l'humour, je pense que vous la prendrez avec le sourire.

ABBÉ P. BOUQUEAU,
Paris.

Vous pensez « bien » : nous avons le sens de l'humour et nous avons souri.

FAITES VOS JEUX !

Qu'on le veuille ou non, nous sommes tous sur le même bateau. Et si nous voulons qu'il coule, voyant qu'il va à la dérive vers des récifs ou des tourbillons, des maelströms (car nous voulons sincèrement, je crois, que meure la société capitaliste), il faut accepter le risque de couler avec ! L'analyse (cartésienne) des nuisances de notre société doit nous conduire à un pari (pascalien) : l'espérance (au sens statistique) de sortir grandi de la chute du capitalisme privé ou d'Etat est très faible, mais quel gain ! Car, en tombant, il n'est pas improbable qu'il nous entraîne avec lui. C'est le risque à courir. IL FAUT l'accepter si l'on choisit cette voie. Sinon, il faut accepter aussi le risque (ou plutôt la certitude) d'aller vers une crise sans précédent ; pourrissement par l'intérieur et l'extérieur via la pollution, le stress, les nuisances, la diminution de la qualité de la vie, voire l'apocalypse nucléaire.

JEAN-CLAUDE SHIBILLE,
Caudebec-lès-Elbeuf.



LA JUSTICE REMUE LES BOUES

La loi existait depuis 1965 et personne n'avait songé à l'utiliser — ou bien personne ne voulait l'utiliser. Mais pourquoi l'aurait-on utilisée ?

La société Montedison implante au printemps de 1972, dans une zone « sous-développée », une usine qui assure cinq cents emplois. Elle produit aussi des déchets, probablement toxiques, mais on s'arrange pour les déverser loin des jolies plages de Scarlino. Les experts consultés désignent une zone de dispersion idéale au large des côtes de Corse. Les Corses protestent, les Italiens répliquent que la France pollue la mer de la Manche avec des déchets de même nature. Il s'établit une sorte de *statu quo* dynamique. D'un côté, on pollue avec assurance, les déversements s'accroissent : d'abord 600 tonnes par jour, puis 1 000 tonnes, puis 3 000 tonnes. Deux navires-citernes font la navette. La zone d'épandage s'étale sur 30 hectares au fond de la mer. On la photographie d'avion. En un an, dix-sept cétacés (cachalots, baleines et orques) s'échouent, grièvement brûlés, mais les experts reconsultés ne peuvent produire l'évidence de la nuisance. De l'autre côté de l'eau, les pêcheurs corses manifestent dans la préfecture d'Ajaccio aux cris de : « La Corse est une poubelle parce qu'une colonie ». On leur répond avec une brigade de C.R.S.

Les industriels de la Montedison se savent en position de force. Ils appartiennent à l'E.N.I., contrôlée en partie par l'Etat italien lui-même. Ils apportent l'emploi. Leur production est rentable et utile. Enfin et surtout, on n'a jamais vu de mémoire de civilisation industrielle une usine arrêtée parce qu'elle pollue. L'usine de Minamata, qui a tué cinquante personnes, fonctionne toujours, non ?

Curieusement, les activistes écologistes corses sont tout aussi sûrs de leur fait. Ils ont effectué leurs analyses



MAJA

avec leurs experts. Ils accusent les déchets toxiques d'être à l'origine d'une catastrophique baisse des pêches et de la mort des cétacés. Ils sont surtout certains de l'appui de l'opinion publique tandis que se développe la prise de conscience de l'environnement. Tellement sûrs de leur fait, que le mois dernier quelques-uns revêtent des combinaisons sous-marines et vont poser des mines magnétiques sur la coque d'un des deux navires transporteurs de déchets dans le port de Livourne. Il saute. Et personne ne proteste vraiment. Un ange écologique passe. C'est la première fois qu'en Europe, il y a un attentat contre un pollueur. (Il y a deux ans un activiste américain masqué, « The Fox », allait déverser sur la moquette des halls de réception du siège social de certaines sociétés industrielles, un échantillon des ordures qu'elles rejetaient dans les rivières.)

Y a-t-il contagion de l'audace ? Quelques jours plus tard, le 25 septembre, un jeune praetor de Livourne, Gianfranco Viglietta, qui ne dissimule pas ses idées « de gauche », décide d'appliquer la loi n° 963, votée par le Parlement italien le 14 juillet 1965, qui « interdit d'immerger en mer des substances soit toxiques, soit polluantes... ». En conséquence, il met sous séquestre les deux navires qui déversent les déchets. Le lendemain, la direction annonce son intention de fermer l'usine dans le mois qui suit et de licencier les cinquante ouvriers.

La Montedison, dans son usine de Scarlino, produit du bioxyde de titane : un pigment blanc universel utilisé aussi bien dans les peintures, les émaux, les laques, les plastiques, l'industrie chimique, textile, pharmaceutique. Toutes les nations, industriellement développées, en produisent et aucun consommateur, fût-il militant écologique, ne saurait dépister et boycotter les pro-

duits qui en contiennent. Autrement dit, le bioxyde de titane est nécessaire et inévitable.

Le maire communiste de Scarlino (un joli village derrière ses remparts, les touristes voient à peine les minces cheminées rouges et blanches de l'usine en contrebas) croit à sa « zone industrielle » et à ses emplois. Mais il s'estime dupé. On lui avait promis en 1972 de construire en même temps que l'usine un dispositif de traitement et de stockage des déchets. On ne l'a pas fait, parce que ce n'était pas rentable. Le prix de revient du bioxyde de titane augmenterait de 20 %.

Une délégation de la Montedison rentre d'U.R.S.S. Des accords commerciaux ont été passés. Des investissements massifs sont prévus. Faut-il construire une usine de production de bioxyde de titane là-bas ? Ce n'est pas exclu.

Rien ne va plus. Le juge Viglietta n'a pas respecté la règle du jeu : je pollue — ils protestent. Il a déplacé le poids de l'autorité publique. Il a pour la première fois trahi la connivence, à moins qu'il ne s'agisse d'une relation logique, entre les gouvernements et les producteurs de richesse, d'emploi et éventuellement de nuisances.

Il a appliqué la loi pénale. Il a enfreint la loi économique.

S'il faut la modifier, les calculs à entreprendre sont vertigineux. Comment va-t-on comptabiliser l'équilibre biologique des mers ; l'oxygène de l'air, le droit des ouvriers italiens à l'emploi, le droit des Corses à contrôler leur environnement, le droit des baleines à la vie ?

Monsieur le juge, vous avez ouvert un bien intéressant débat.

Alain HERVE

GALBRAITH FAIT LE BILAN

Rien de ce que dit Galbraith ne saurait nous laisser indifférents. Pourquoi ? Parce qu'il est une « star » ? Non. Parce qu'il est, avec Lorenz, Marcuse, Mac Luhan et quelques autres, l'un des rares à oser aborder *tous* les aspects de notre environnement — qu'ils soient politiques, économiques, sociologiques. Galbraith ou l'anti-spécialisation.

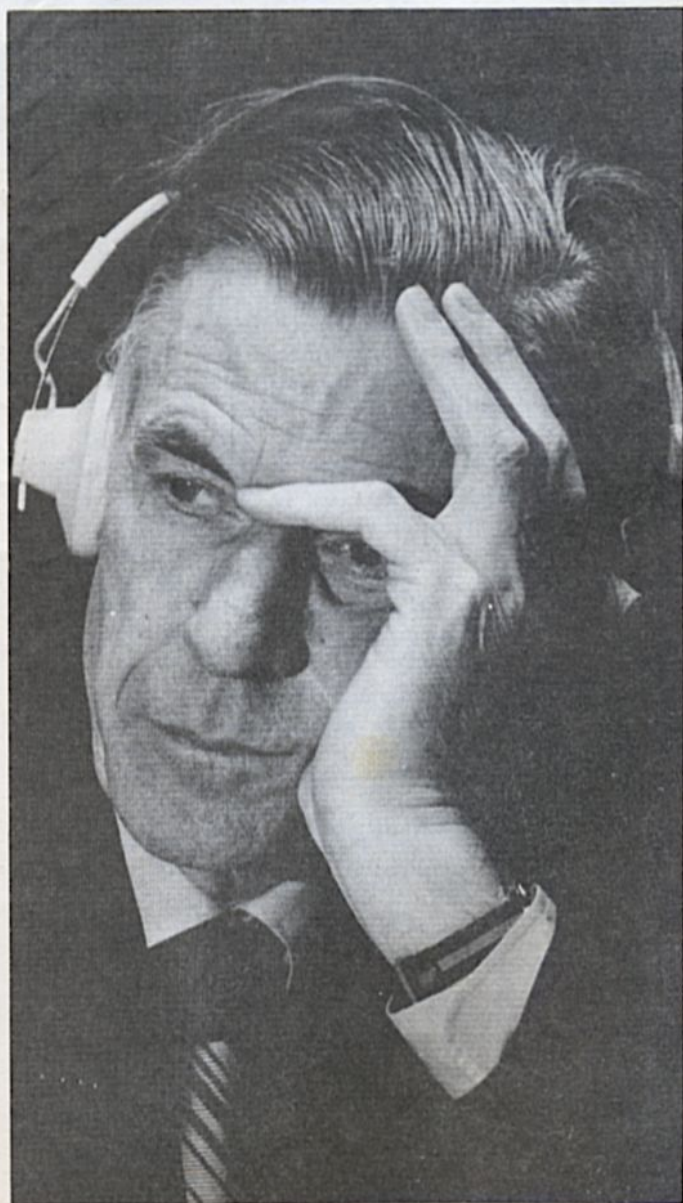
Sur la crise de civilisation aux États-Unis

Je croirais volontiers qu'il s'agit d'un problème de transition, d'une transformation assez malaisée des buts que fixe la société. La société américaine a eu des objectifs assez clairement délimités pendant tout le XIX^e siècle et une grande partie du XX^e : la croissance de son économie, la mise en valeur de ses ressources, l'accroissement des richesses, l'expansion industrielle, tout ce que l'on associe à l'économie, au sens large du terme. Et la réussite se mesurait simplement au rythme de l'expansion économique, à l'aptitude à éviter les crises. Le mérite se mesurait lui aussi tout aussi simplement au travail des individus, à leur rôle dans cette expansion et au montant d'argent qu'ils amassaient, chemin faisant.

L'expansion économique n'est plus, pour bien des gens, la seule preuve de réussite sociale, et l'on n'avoue plus guère en public que l'accumulation des richesses constitue l'unique étalon du mérite. L'ensemble de nos objectifs est, de nos jours, bien moins cohérent ; les préoccupations intellectuelles y jouent un rôle, tout comme les préoccupations artistiques et les nouvelles manières de vivre. On commence à accorder un peu de signification au sentiment qu'il est possible de mener une existence pleine de réflexion et de sérénité. Tout cela, bien entendu, semble chaotique aux gens qui ont été élevés en croyant aux critères plus simplistes du rendement économique.

Sur l'environnement

Le terme d'environnement est un mot clé qui englobe beaucoup de choses. Sous une forme aisément perceptible, il sert à attirer l'attention des gens sur l'insatisfaction que provoquent les anciens critères de la réussite. Le prix du succès économique, y compris un taux élevé d'expansion, tout le monde se rend compte qu'on le paye en pollution de l'air et de l'eau, en atteintes à la sérénité des paysages, en dégradation des campagnes. Le Canada, le Japon, l'Angleterre, la Nouvelle-Angleterre, aucun de ces pays n'est aussi beau qu'il ne l'était, il y a cinquante ou cent ans. C'est facile à voir. Et c'est ainsi que les dégâts subis par l'environnement ont été l'une des principales raisons, sinon la raison principale, qui ont incité les gens à se



Jean-Pierre Rey



Jean-Pierre Rey



demander si la croissance économique était bien l'objectif ultime de l'homme.

Sur la prise de conscience des consommateurs

Nous commençons à faire progresser (je fais d'avance de la publicité pour un livre que je vais faire paraître cette année), ce que j'appelle une conscientisation du public. Cette prise de conscience est une évaluation de l'écart qui existe entre les objectifs des grandes sociétés, telles que General Motors, et l'intérêt public. Cet abîme, avec l'expansion, s'élargit de plus en plus. Et par conséquent, il se développe une opposition dans l'attitude générale qui réclame une surveillance sans défaillance pour défendre les objectifs de la collectivité contre ceux des grandes compagnies. Il y a dix ans, il n'existait pas de conscientisation de ce genre. Elle a pris, dans les dernières dix années, une vigueur surprenante. On le constate aux Etats-Unis avec le phénomène Nader. Ralph Nader a construit sa carrière sur le conflit existant entre l'intérêt général et celui des compagnies.

Les compagnies sont des instruments plutôt efficaces quand il s'agit simplement de procéder à une expansion économique. Si vous ne cherchez que le seul progrès technologique, une augmentation rapide dans la production des marchandises, General Motors ou General Electric, ou je ne sais quelle compagnie, se révèlent très efficaces. Donc, pendant tout le temps où nous avons placé l'expansion économique sur un piédestal et affirmé qu'il n'y avait rien de plus important, il était logique, voire inévitable, de laisser aux compagnies une grande latitude. Maintenant, au fur et à mesure que nous nous posons des questions sur la valeur de l'expansion économique en tant qu'objectif exclusif, nous sommes moins disposés à accorder l'autonomie aux compagnies, à l'instrument d'expansion qu'elles représentent. Nous sommes moins bien disposés qu'auparavant à permettre aux sociétés de dominer nos vies.

Nous nous apercevons également que les grandes compagnies n'exploitent pas les domaines de l'économie où se font sentir de grands besoins collectifs. Nous n'avons pas un besoin très pressant d'un plus grand nombre d'automobiles. Nos besoins en matière d'accroissement de la production de l'acier ne sont pas urgents ; les autres conditions de

base nécessaires à une civilisation industrielle sont assez bien remplies. Là où les grandes compagnies sont présentes, les problèmes économiques de la société sont très rarement urgents. C'est là où les grandes compagnies n'existent pas que nous constatons des insuffisances considérables dans le logement, les services de santé, le transport des banlieusards et dans la plupart des services quotidiens des villes modernes. Et c'est ici que le public exerce des pressions et milite en faveur du socialisme. On ne peut pas se révolter, sur le plan politique, contre la pénurie d'automobiles. Mais tout gouvernement qui se trouve dans la perspective d'élections porte un intérêt accru aux services médicaux et au logement ! Dans l'avenir, l'attention du public va se concentrer de plus en plus sur ces secteurs anémiques, ce qui permettra aussi aux compagnies d'être moins en évidence.

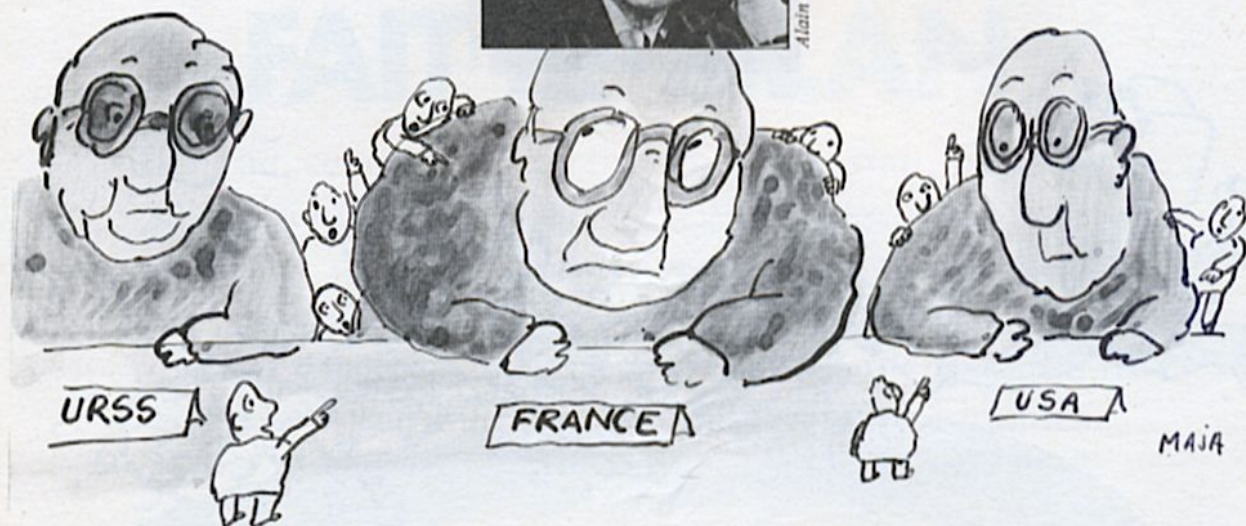
Un dernier mot. Depuis un ou deux ans, on entend les gens se demander si General Motors est la forme suprême de la civilisation. Je ne me rappelle pas que quelqu'un ait jamais soulevé cette question auparavant. On tenait simplement General Motors pour le chef-d'œuvre de l'homme et le point culminant de l'organisation humaine ; et, si le Ciel était ce qu'il est censé être, il serait organisé selon le système de General Motors. Or, aujourd'hui, on assiste de plus en plus à des controverses théoriques sur ce que sera la prochaine étape. Je regarde cela d'un œil très intéressé. Dans les dix années à venir, il va y avoir beaucoup plus de controverses de ce genre.

Sur la comparaison entre système capitaliste et système socialiste

Je crois qu'à un certain niveau d'expansion économique, les divers pays du monde dit capitaliste connaissent un essor très semblable. Et il y a très peu de changements dans le monde capitaliste auxquels on ne peut trouver d'équivalents approximatifs dans les pays socialistes. Je ne fais pas allusion ici à la Chine, qui est l'exemple d'un pays socialiste qui débute au bas de l'échelle du développement économique, ce qui la met un peu à part des autres pays socialistes. Mais, en Union soviétique ou en Europe de l'Est, on se pose en grande partie les mêmes questions que dans les pays de l'Ouest. Les universitaires soviétiques qui viennent me voir à Cambridge — nous recevons beau-▶



Alain Dejean/Gamma



coup de visites ces temps-ci — sont fortement préoccupés par l'impact de l'industrie sur le milieu. Et à un niveau un peu plus subjectif, le dissentiment persistant sur le plan artistique et littéraire, en Union soviétique, reflète la même réaction contre les disciplines d'une société industrielle que celle que connaissent les Etats-Unis et le Canada sur le plan intellectuel. En généralisant — je l'ai dit bien souvent —, si vous voulez produire de l'acier sur une grande échelle, votre organisation sera la même à Magnitogorsk (U.R.S.S.) ou à Gary (Indiana) ou à Hamilton (Ontario) ; et elle imposera sa philosophie à la culture.

Je viens de parler de la Chine. Ce pays possède un niveau de vie très inférieur à celui de l'Union soviétique. Ce qui nous frappe, c'est l'importance que les Chinois accordent à leur réussite économique, bien plus que nous ne le faisons, nous, ou que ne le font les Européens de l'Ouest, ou (on le devine) les Soviétiques. Il nous faut une fois de plus constater que ce que nous attribuons à une différence idéologique s'explique en réalité par le niveau de développement. Les Chinois se rendent compte qu'ils ont des besoins plus urgents ; dès lors ils travaillent plus et concentrent tous leurs efforts sur la production.

Je ne veux pas exagérer, bien entendu. Il existe des différences entre les pays, même à l'Ouest. La Grande Bretagne possède une longue tradition de démocratie sociale et le mot « socialisme » y est très évocateur. Il y est, en conséquence, beaucoup plus facile qu'aux Etats-Unis d'intégrer dans le secteur public certaines ressources : les chemins de fer, les transports de banlieue, les services d'autobus, le logement et les services médicaux. C'est pourquoi l'économie anglaise est mieux équilibrée que celle des Etats-Unis. Il en est de même, je pense, aux Pays-Bas et en Allemagne. Et ces différences seront encore plus grandes si l'on examine la situation en Europe de l'Est et en Union soviétique, où il existe une tendance plus accusée en faveur du secteur public. Mais je ne veux pas pousser cette idée trop loin. En Occident, nous imposons une certaine discipline intellectuelle en décidant entre ce qui est respectable et ce qui n'est pas respectable, et c'est la société — que l'on appelle vaguement l'*establishment* — qui prend la décision. Il s'est révélé quelque peu dangereux, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, de parler d'une redistribution des richesses, qui est une nécessité, ou du revenu minimal garanti que l'on peut se permettre. Toute personne qui s'y est hasardée, comme le sénateur McGovern l'a fait au cours de sa campagne électorale, s'est exposée à de vertes réprimandes

de la part de l'*establishment*. En Union soviétique, la ligne politique du parti est encore bien plus expressément imposée. Dans laquelle de ces sociétés un hérétique peut-il le plus facilement vivre ? C'est très clair pour moi. Etant un hérétique modéré, j'ai fait une belle carrière dans l'une de ces sociétés. Dans l'autre, j'aurais peut-être eu des ennuis ou je serais devenu conformiste... car je ne suis pas particulièrement courageux ! Mais, comme toujours, je ne veux pas aller aux extrêmes. Je constate pourtant que l'industrie impose des impératifs sociaux et je les juge très forts.

J'espère qu'au cours des vingt-cinq prochaines années, on parlera plus du socialisme qu'on ne l'a fait au cours des vingt-cinq dernières. Et cela à cause des secteurs congénitalement faibles. La propriété collective et le socialisme vont prendre de plus en plus d'importance dans les secteurs du logement, du transport et de la médecine. Aux Etats-Unis, on en arrive maintenant à la socialisation d'une industrie très faible : les chemins de fer. Il faut nous rendre compte de ce que nous faisons, sinon nous aurons un socialisme apologétique et bâtard. Il faut ressentir la fierté de diriger une compagnie de chemin de fer qui marche, un service de santé efficace, de construire et d'entretenir des habitations convenables ; et il faut le faire avec le sens d'une mission à accomplir.

Sur les entreprises multinationales

L'entreprise multinationale a deux grandes fonctions. Primo, elle se substitue à l'ancienne structure du commerce international. Elle suit le produit — qu'il s'agisse d'une Volkswagen ou d'un appareil de télévision Sony — dans le pays où il est vendu. Elle contribue à y établir les prix, à y faire de la publicité et à influencer le consommateur de ce pays. C'est une adaptation aux tendances modernes de l'entreprise à grande échelle qui veut dominer le marché, acquérir un certain degré d'influence sur ses clients et étendre son emprise au-delà de l'ancien système de marché. Secundo, la société multinationale diminue les risques inhérents à la production à bon marché dans d'autres pays. Elle s'installe au Japon, à Hong Kong ou à Taiwan pour fabriquer des pièces détachées, des téléviseurs ou des automobiles. Puis elle les vend aux Etats-Unis, sous une marque de fabrique américaine ; elle élimine la concurrence de producteurs à bon marché installés à l'étranger.



Gilbert Uzan



MAJA

Entre parenthèses, il est un peu périmé de considérer les sociétés multinationales comme une menace typiquement américaine pour le monde, alors qu'elles sont souvent un procédé employé par des entreprises américaines pour protéger leur situation sur leur marché américain, en produisant à moindres frais à l'étranger. Il ne fait aucun doute que ces sociétés multinationales diminuent le pouvoir des gouvernements nationaux. Si un gouvernement ne leur plaît pas, elles ont la faculté de déménager. Mais je ne partage pas l'opinion selon laquelle la diminution du pouvoir des gouvernements nationaux est toujours déplorable. Le monde, dans notre siècle, a davantage souffert du pouvoir des gouvernements nationaux qu'il n'en a tiré profit. A beaucoup d'égards, le Marché commun est une adaptation aux sociétés multinationales. Il limite le pouvoir des nations. Il faut accueillir avec joie tout ce qui éteint l'émotivité nationaliste des Français et des Allemands et ce qui les détourne de penser en Européens. Mes instincts nationalistes n'ont jamais été très virulents. J'ai grandi parmi les Ecossais du sud de l'Ontario et leur patriotisme aurait difficilement résisté à une différence de salaire mensuel de 5 dollars entre le Canada et les Etats-Unis. Je n'ai jamais pensé que ce soit là une mauvaise chose en soi. Je me suis toujours considéré comme Canadien et Américain à la fois et je n'ai jamais entendu parler d'une loi qui condamne ce genre de bigamie avec deux pays.

Je pense que ce phénomène a pris une dimension internationale si accusée que la crainte de représailles lui conservera bon gré mal gré son équilibre. Ce sont les Etats-Unis qui souffrent le plus, en ce moment, de ce phénomène des sociétés multinationales, car l'avantage qu'elles retirent de choisir le lieu de production le moins coûteux réagit durement sur de nombreux types d'emploi. Et nous ne pouvons pas faire face à la concurrence des fabricants d'automobiles étrangers. Mais on n'entend guère parler de représailles contre Volkswagen ou les grandes compagnies d'automobiles japonaises, car cela provoquerait des réactions contre les sociétés multinationales américaines.

Encore un mot sur ces sociétés multinationales. Les Etats-Unis étaient et demeurent le pays industriel le plus développé. Ils sont les premiers à avoir compté un si grand nombre de ces entreprises. Mais maintenant tous les pays industriels engendrent ces entreprises multinationales : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon et même le Canada. Sans doute des ressentiments vont-ils continuer à se manifester, mais je ne pense pas qu'on y fasse grand-

chose... et cela vaudrait probablement mieux. Tout compte fait, le lieu d'origine de ces entreprises importe peu ; elles sont toutes des grandes structures bureaucratiques impersonnelles. Il importe vraiment peu au client ou à l'employé, au bout du compte, qu'elles soient allemandes, françaises, anglaises, canadiennes ou américaines. Elles se ressemblent toutes beaucoup. Il n'y a guère de différence entre travailler pour l'International Nickel, qui est une entreprise canadienne, ou pour l'Anaconda, qui est une compagnie américaine. Toutes les deux sont de gigantesques entreprises impersonnelles. Et elles se ressembleront toujours aux yeux de l'ouvrier qui part tous les matins avec sa boîte à lunch.

Sur le travail et le chômage

J'imagine que les gens vont travailler moins longtemps, moins fort, qu'ils prendront de plus longues vacances et, par-dessus tout, qu'ils auront un choix plus étendu entre différents modes de vie. Jusqu'à présent, la société industrielle est parvenue à maintenir des besoins qui dépassent les revenus. Cette situation ne peut durer éternellement. Le chômage involontaire n'est jamais, évidemment, une solution. Il est nécessaire d'assurer un revenu minimal aux personnes qui ne peuvent pas travailler. Mais l'homme qui veut travailler doit pouvoir trouver un emploi.

Sur les pays en voie de développement

Si l'on est riche, il est facile de faire fortune, mais c'est difficile si on ne l'est pas ! C'est la même chose pour les pays. Probablement nous ferions beaucoup mieux d'être plus généreux selon nos traditions. Beaucoup plus généreux. Toutefois, il faut absolument souhaiter que la Chine — ou Cuba — réussissent dans la voie nouvelle qu'ils se sont tracée et il faudrait assurément se montrer plus tolérant que par le passé envers les efforts de ce genre. Nous ne pouvons pas imposer à d'autres pays les voies de leur développement. Nous pouvons aider tous ceux qui font des efforts sérieux. Et nous le devrions.

John K. GALBRAITH
(Propos recueillis par Eric Gourdeau)

© FORCES, numéro 22 - 1973, Montréal, Québec.

QUAND LE PETROLE BAVE, LES MOULES TRINQUENT

L'affaire de la raffinerie de Brest est exemplaire : la population locale n'a rien à y gagner, mais tout à y perdre.



Photo M.P.B./Yves Quentel

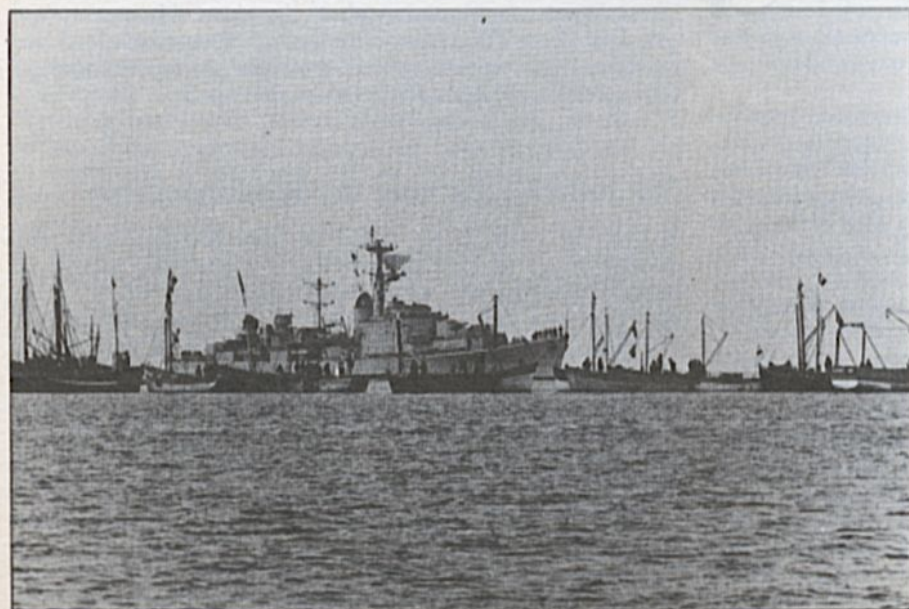


Photo M.P.B./Le Drouff

Manifestation d'ostréiculteurs et barrage de bateaux de pêche contre le projet de raffinerie.

M^e Lombard, sénateur-maire de Brest, a la raffinerie un peu triste. Les Brestois, « ses » Brestoïses depuis quatorze ans, reçoivent avec un mol enthousiasme un cadeau durement arraché à Paris : une raffinerie qui devrait tirer la ville de sa langueur économique. Quelques noirs prophètes affirment même que les dix millions de tonnes d'huîtres qui barbotent dans la rade succomberont sous des marées d'hydrocarbures.

Une raffinerie et son port pétrolier au bord d'un bassin ostréicole : c'est un mariage de circonstance. En 1966, les pétroliers français cherchaient un « port d'éclatement » sur la façade Atlantique afin de recevoir les super-tankers chargés de brut. La rade de Brest leur était plutôt sympathique, mais occupait l'un des sommets de l'hexagone où les écoliers inscrivent la carte du pays. Le Havre, moins excentrique fut donc choisi. Et les Bretons, renvoyés à leur éloignement. Ou presque : le gouvernement avait arraché aux raffineurs l'implantation à Brest d'un établissement. Lombard avait sa raffinerie. Et ses opposants.

Pour les ostréiculteurs, pétrole et huîtres sont incompatibles. La raffinerie, passe encore. Etablie à Saint-Divy, à une douzaine de kilomètres de la rade, elle ne polluera pas directement. Mais au bout du pipe-line ombilical qui la reliera à la mer se trouvera un ponton. Des tankers de 300 000 tonnes y accosteront, et là, au cours des opérations de chargement et de déchargement, quelques bavures seront inévitables. Sans compter les accidents durant les manœuvres des navires. La rade est étroite et son tirant d'eau est faible. Les souvenirs de déchirures de coques abondent. En 1956, l'*Elorn*, un pétrolier de la marine nationale, avait

perdu quelques centaines de tonnes de carburant. Une broutille, mais la production des parcs à huîtres était restée invendable durant six mois. « Des nappes avaient remonté la rivière presque jusqu'à Landerneau », rappelle un pêcheur.

« Si les ostréiculteurs manifestent, nous leur paierons des banderoles », laissent entendre les raffineurs. Ils envisagent leur installation à Saint-Divy sans fébrilité. Placée en bout de terre, une raffinerie est peu rentable. Les camions de livraisons ne peuvent pas « rayonner » et doivent rouler dans une seule direction. Des transports coûteux donc, mais aussi une production qu'il faudra en partie brader. A plein régime, la raffinerie « sortira » chaque année 700 000 tonnes de fuel lourd pour l'industrie ; la région en absorbe au plus 200 000.

L'affaire n'est pas affriolante et les pétroliers ont limité leurs mises. Neuf compagnies — sept françaises, une belge et une italienne — exploiteront une raffinerie de 3,5 millions de tonnes. Une « raffinette », en un temps où l'on construit rarement au-dessous de 6 millions de tonnes. Les activités pétrolières créeront 1 000 emplois nouveaux, mais risqueront de polluer la rade et de réduire au chômage les 1 264 personnes employées dans l'ostréiculture.

Le dossier économique de la raffinerie est mince. Les gens de mer le devinent, mais n'osent le dire tout de go. « Nous devons avancer sur la pointe des pieds », explique Hervé Grall, du syndicat C.F.D.T. des marins-pêcheurs, car le manque d'emploi reste le premier problème de la région. Pour le reste, notre position était nette : réclamer une industrialisation intelligente, qui ne remette pas en cause les activités existantes.



Photo M.P.B. / Yves Querret

Marins-pêcheurs et ostréiculteurs entrent en campagne en février 1972. Entrevues et échanges de lettres avec l'administration et les élus locaux, distribution de tracts et d'autocollants, recours administratifs, publication d'un livre blanc, manifestation, pétition, enfin, en juillet 1973, une flottille de bateaux bloque la rade et du même coup la marine nationale. « Il s'agissait avant tout d'ouvrir un débat sur les conséquences de l'implantation de la raffinerie », affirme Henri Didou, secrétaire du comité local des pêches maritimes de Brest. Les élus locaux ont le plus souvent boudé les efforts des travailleurs de la mer. Les Brestoises, en revanche, ont écouté les arguments avancés et ne voient plus automatiquement la raffinerie en rose. Etranges Bretons qui ne battent pas

spontanément des mains en recevant leur premier complexe industriel lourd. Certes, la campagne des marins-pêcheurs et ostréiculteurs était habilement menée, mais elle n'explique pas la réserve des Brestoises devant le projet. Il s'est passé quelque chose en Bretagne. Les campagnes du Front de libération de la Bretagne (F.L.B.) et de ses compagnons de route ecclésiastiques, les débuts fracassants du Centre d'études et de liaison des intérêts bretons (C.E.L.I.B.), le renouveau culturel et linguistique ont effacé quelques clichés. Le Breton n'est plus ce Français pauvre qui répand ses récoltes sur les routes, occupe les sous-préfectures et débarque à la gare Montparnasse lorsqu'il cherche un emploi. Il ne crie pas encore « Breton is beautiful », mais ne commence plus par tendre sa sébile au reste du pays. Et à Brest, il peut peser sereinement les arguments avancés par les marins-pêcheurs. D'autant que ceux-ci ne sont pas quelques artisans crispés devant l'évolution économique. Dès 1957, devant l'épuisement de leurs bancs, ils se sont reconvertis à l'ostréiculture. Aujourd'hui, ils exploitent 1 700 hectares de parcs dans la rade. Ils en tirent, chaque année, 6 millions de tonnes d'huîtres plates, 20 % de la production française. Solidement regroupés dans cinq coopératives, les marins-pêcheurs ont fait de la rade le premier centre européen, voire mondial, de l'huître plate. La plus vieille des entreprises, la Société coopérative de la rade de Brest (S.C.O.R.B.), n'a que quatorze ans. Mais elle emploie 100 personnes, produit 1 600 tonnes d'huîtres, vendues 12 millions de francs, et exporte dans toute l'Europe. Tapis roulants et calibrage électronique des huîtres : l'ostréiculture investit ferme et pourra ▶

« Brest sera, dans quelques années, l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire »

employer à terme 2 000 personnes dans la rade. Sans compter l'éventuel développement de l'aquaculture. Les tenants de la raffinerie rendent acte des réalisations des pêcheurs, mais maintiennent leurs arguments. M^e Lombard, vêtu d'un complet bleu... pétrole, les résume en parcourant nerveusement son bureau. « Grâce à la raffinerie, explique-t-il, Brest ne sera plus seulement un port militaire et son trafic atteindra 7 millions de tonnes par an, ce qui le placera au septième rang en France. Pour l'économie, cela peut être l'étincelle décisive : création d'emplois, carburants payés moins cher et choc psychologique devant un investissement de 650 millions de francs. »

« Aucun port d'Europe n'est devenu un grand port sans pétrole », ajoute le sénateur-maire. Le « livre blanc » publié par les marins-pêcheurs tempère les promesses : aucune industrie pétrochimique ne viendra s'établir près d'un complexe de raffinage produisant moins de 7 à 8 millions de tonnes et la raffinerie de Fos, d'une capacité équivalente, n'emploie que 180 personnes.

« Lorsque la solution au chômage est le plus souvent l'émigration, il est délicat de faire la fine bouche devant une raffinerie, fût-elle de 3,5 millions de tonnes, reconnaît Henri Didou, mais l'activité pétrolière menace directement les installations ostréicoles de la rade. »

Les experts consultés par les marins-pêcheurs sont unanimes. « Mon expérience m'a montré qu'il y avait incompatibilité entre la présence d'industries pétrolières et l'ostréiculture », déclare C. Maurin, directeur de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.).

M^e Lombard, lui, pense réussir le mariage des coquillages et des hydrocarbures. Bien sûr, on peut craindre les accidents du genre *Torrey Canyon*. « Mais aucune côte, explique le sénateur-maire, n'est désormais à l'abri d'une pollution accidentelle, qu'il y ait ou non un port pétrolier. » Pour le reste, on prévoira même l'imprévisible. Les effluents seront traités par la raffinerie, puis retraités dans la station d'épuration municipale. « A Brest, affirme M^e Lombard, on ne déchargera pas du pétrole n'importe comment et la réglementation contre la pollution deviendra une réalité. » Barrages flottants ceinturant les pétroliers à quai, système de pompage, produits émulsionnants, équipe municipale de balayeurs de la mer : toutes les précautions semblent prises. De

malicieux pêcheurs se demandent toutefois pourquoi elles restent sans effet sur l'étang de Berre et les estuaires où fonctionnent des raffineries. Ils rappellent que, dans le port britannique de Milford Haven, qui se flatte de détenir le ruban bleu mondial de la propreté, trois accidents majeurs ont, en huit ans, entraîné une pollution de 800 tonnes de pétrole. Peut-on faire mieux dans la rade de Brest ?

Le syndicat mixte qui regroupe les divers organismes concernés par l'implantation de la raffinerie a consulté quelques sages : les chercheurs du Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.X.O.). Leur réponse, formulée au terme d'une longue étude : « La rade est propre, mais sensible » et il est certain que « des déversements d'hydrocarbures se produiront d'une manière ou d'une autre. » Selon le C.N.E.X.O., le risque est statistiquement prévisible : 3,6 accidents par an au niveau du ponton et un accident de navigation tous les 3 000 voyages. Au total, la rade devrait recevoir chaque année de une à cent tonnes de pétrole ; en moyenne, dix tonnes. Soit quelques copieux repas de protéines minérales pour les huitres. Les mollusques ne pourront échapper au pétrole. La rade est un milieu très fermé. Le « goulet » qui la clôt n'a que 900 mètres de large. Deux rivières, l'Elorn et l'Aulne, et les marées y tissent une confusion de courants. Et la rade ne se vide jamais. Même à marée basse, une lentille d'eau demeure sur les fonds de plus de trente mètres.

« Si l'on installe la raffinerie, Brest sera, dans quelques années, l'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire », affirme Hervé Grall. Mais les Brestois auront-ils leur raffinerie ? Officiellement, rien n'est remis en question et la soixantaine d'agriculteurs qui arrosaient les fraises du côté de Saint-Divy doivent libérer leurs champs pour le 1^{er} janvier prochain. Toutefois, les marins-pêcheurs se refusent à croire à l'installation de la raffinerie ; le projet paraît par trop bouffon. En octobre 1971, Georges Pompidou avait affirmé que l'implantation d'une raffinerie dans le Finistère était « définitivement acquise ». Mais, plus récemment, Olivier Guichard relevait que « le climat à Brest n'était pas bon » et déclarait que l'affaire méritait d'être étudiée « avec circonspection ». Quelle que soit la décision du gouvernement, l'« affaire de la raffinerie de Brest » restera un coup mal joué. Il n'en sortira que des satisfactions amputées et d'aigres déceptions. Pour le

reste, on aura vu en action au bord de la rade les grands leviers de la décision en matière d'implantation industrielle : dialogue étouffé, absence de politique de l'espace, ignorance de l'écologie locale.

« Le dialogue ne s'est jamais instauré, dit Henri Didou, il a fallu multiplier les demandes d'audience pour obtenir des précisions et barrer la rade pour recevoir un exemplaire de l'étude du C.N.E.X.O. ». Résultat : alors que tout Brest parle de la raffinerie, le débat se ramène à un triste échange de dossiers entre les ministères de l'Équipement et du Développement industriel.

La politique de l'espace semblait arrêtée : la rade vivrait par la mer. Le gouvernement avait intelligemment encouragé la reconversion des marins-pêcheurs à l'ostréiculture. Et le Centre océanologique de Bretagne, le plus grand centre français de recherches sur la mer, s'était installé au bord du « goulet ». Scientifiques et pêcheurs devraient créer la première ferme marine dans la rade. Et amorcer la reconversion des marins-pêcheurs bretons. Les pêches miraculeuses sont définitivement révolues. L'élevage est la seule riposte envisageable à l'épuisement des bancs marins. A l'étranger, déjà, des aquaculteurs élèvent des saumons, daurades, crustacés et mollusques. Que l'on importe ces techniques et les pêcheurs bretons n'auront plus pour seul avenir de repeindre les yachts des touristes. Le C.O.B. s'y emploie. Il entreprend sa première expérience d'élevage du saumon, à l'« échelle industrielle », dans les îles d'Ers, au large de Tréguier. Pourra-t-on étendre l'expérience ? « La mer est devenue trop petite en Bretagne, affirme Yves Harrache, le responsable des saumons au C.O.B., chaque municipalité veut avoir un port de plaisance et il y a un projet de barrage sur presque tous les estuaires. »

Si l'industrie se prend, elle aussi, à vivre sur l'eau, les bords de mer deviennent franchement exigus. A moins que l'on arrête une politique. « L'aquaculture est une priorité régionale : les sites les plus favorables doivent être préservés », affirmait le Comité de direction du schéma du littoral breton, en mai 1973. La rade de Brest peut permettre la première mise en œuvre de cette proposition. Pour peu que l'on ne tente pas d'y remplir à la fois des bourriches et des fûts. Quand le pétrole bave, les belons trinquent.

Jean-François FOGEL

REVOLUTION CHEZ LES TILAPIAS



Avec leurs petits bassins de pisciculture, leurs potagers miniature et leurs poulaillers microscopiques, ils ont un côté bricoleur. Ils se baptisent eux-mêmes « Nouveaux Alchimistes ». Mais ce sont aussi des scientifiques qui prétendent sauver le monde de la faim et de la pollution.

Le vent souffle de plus en plus fort et Earle Barnhart n'est plus qu'une paire de jeans sales qui serre furieusement l'extrémité d'un poteau. Quelques mèches blondes s'échappent de son bonnet de laine et se découpent sur le ciel. Earle a pu bloquer l'hélice qui commençait à s'emballer. Il la fixe avec une corde et se laisse glisser le long du mât. Les lèvres marbrées par le vent, il explique : « Le poteau supporte une hélice d'avion et une dynamo de voiture. Le vent fait tourner l'hélice qui entraîne la dynamo. Au bas du poteau nous recevons un courant électrique continu ».

Earle est diplômé d'océanographie de l'université de Floride. Avec d'autres scientifiques en rupture de laboratoire, il travaille au « New Alchemy Institute-East » à Hatchville, dans le Massachusetts. But de leurs recherches : *restaurer la terre, protéger les mers et apprendre aux gens à les utiliser*. En fait, les « Nouveaux Alchimistes » veulent donner des réponses pratiques à une question sim-

ple : Comment vivre dans la nature sans la détruire ?

Le premier « alchimiste », celui qui a tout lancé, est John Todd, un rouquin jovial et résolu qui languissait dans son mandarinat. Spécialiste de la faune aquatique, John Todd occupe toujours un poste de direction au « Woods Hole Oceanographic Center », un des plus grands centres de recherche marine américaine, au bord de l'Atlantique. Mais, entre un « amphi » et une manipulation, il file en voiture à Hatchville poursuivre d'autres travaux. « Il est urgent, affirme-t-il, de mettre au point des techniques et un matériel utiles aux petites communautés sociales afin de leur permettre de vivre par elles-mêmes à la campagne. » D'autres scientifiques, comme Richard Merrill, biologiste de l'université de Californie, ou Bill McLarney, un océanographe de Woods Hole, ont rejoint Todd et endossé l'étiquette des « Nouveaux Alchimistes ».

« Nous ne sommes pas une élite scientifique, explique Todd, mais une

communauté cherchant à établir des connaissances utilisables directement pour des opérations de petites dimensions. » Le « New Alchemy Institute-East » s'étend d'ailleurs sur une superficie dérisoire : moins de 5 hectares. Le site n'a rien à voir avec les terres sauvages occupées par des communautés écologiques dans le Vermont ou la Virginie. Todd et ses amis travaillent dans un pavillon de bois, au milieu d'une banlieue qui semble tirée d'un mauvais feuilleton américain sur les joies de la famille. Des maisons qui regardent la rue, des allées bitumées où stationnent les voitures et des pelouses au poil court : une nature au carré. Quelques lacs et la proximité de la mer permettent heureusement d'aérer cet univers pavillonnaire. Le terrain des « Nouveaux Alchimistes » s'étend justement non loin d'un lac dont il n'est séparé que par une colline boisée. Au premier regard, on comprend que l'agriculture extensive, en champ ouvert, où des tracteurs laminent des terres dopées aux engrais chimiques, ►

Un élevage de poissons dans la cour de votre ferme



John Todd : « Tout le monde doit devenir scientifique »

pourrait bien avoir vécu. Comme sur les dessins des fermes modèles des conquérants du Nouveau Monde, une petite surface est utilisée intensivement. Ici, sur tout au plus un demi-hectare, on trouve un potager, un élevage de chèvres et de volailles, une serre et quatre bassins de pisciculture. L'ensemble ne rappelle cependant pas les fermes que rencontreraient d'étapes en étapes les trappeurs de Fenimore Cooper. Quelques dômes géodésiques jettent une note d'architecture résolument moderniste sur les installations. « New design » plutôt que nouvelle frontière.

Le terrain, rectangulaire, est légèrement en pente. Dans le bas, les cultures, bordées par les talus de paille brune des composts. Un dôme, structure de tubulures métalliques habillé de plastique transparent, cinq mètres de haut et quinze mètres de diamètre, abrite les plantes de la grande serre. A côté, deux enclos pour les chèvres et la volaille. Plus haut, quatre bassins pour la pisciculture sont creusés à même le sol. Deux d'entre eux sont également couverts par des dômes. Enfin, au plus haut de la pente, pareil au mât d'un aéroport qui aurait perdu son manchon, le générateur électrique dont Earle a immobilisé l'hélice pour que le vent devenu trop fort ne l'emporte pas. Pour financer ses travaux, John Todd a fait appel au groupe « Rodale Press Incorporated » qui publie *Organic Gardening and Farming*, le plus

grand journal américain d'agriculture biologique. L'apport capital du groupe Rodale, c'est un million de lecteurs. « Tout le monde doit devenir scientifique », affirme John Todd qui a invité les lecteurs à s'associer aux recherches menées par son équipe.

Les « Nouveaux Alchimistes » ne travaillent plus seuls : les 430 salades qui poussent sur les planches du potager sont semées dans un ordre identique en plus de cent endroits des Etats-Unis. Certaines plantes semblent avoir reçu une volée de chevrotines à bout portant ; d'autres, épanouies, sont préservées des insectes voraces. « Nous testons quarante-trois échantillons, explique Earle, afin d'éprouver leurs résistances naturelles aux insectes qui restaient inconnues jusqu'à aujourd'hui puisque la plupart des variétés ont été mises au point avec des insecticides. » L'ensemble de l'étude vise à combiner la culture de diverses plantes pour lutter contre les insectes. Deux stratégies sont utilisées : d'une part, cultiver les plantes où aiment se réfugier les prédateurs ; d'autre part, faire cohabiter des plantes destinées à la consommation et des plantes destinées à faire fuir les insectes par leur arôme. L'idéal est ainsi de juxtaposer des arbustes bourrés de prédateurs et des plantes heureusement combinées : par exemple, des carottes et des oignons, des tomates et de l'asparagus, des fraises et des chrysanthèmes. Pour le moment, l'expérience, lancée

il y a un an, a permis de classer herbes, fleurs et légumes compte tenu de l'attrait qu'ils présentent pour les insectes. Un guide Michelin pour pestes et insectes en tous genres, qui permettra au jardinier de ne cultiver que des plantes sans étoiles.

Bill McLarney a pour sa part recruté deux cent cinquante lecteurs pour participer à son projet : *Un élevage de poissons dans la cour de votre ferme*. Les cheveux bruns très longs, une chemise qui tombe sur un jean godillant, Bill tourne autour de ses bassins fébrilement. Mimétisme ? Ses allées et venues rappellent la course brisée d'un poisson dans un aquarium. Il affirme que ses techniques sont utilisables immédiatement dans le tiers monde. Avec profit. « Les protéines sont produites pour le quart du coût de celles de l'agriculture traditionnelle. Les meilleurs pisciculteurs du pays parviennent, en engageant de gros frais, à produire 350 grammes de poissons au mètre carré. Les Chinois dépassent largement ces rendements avec des techniques simples dont il suffit de s'inspirer. »

Le bassin est rudimentaire : un trou couvert d'une feuille de plastique maintenue sur les bords par quelques grosses pierres. Dans l'eau, des poissons et des algues et, au-dessus, un dôme, six mètres de hauteur, une armature métallique recouverte d'une double feuille de plastique. Le principe est simple : les poissons d'Amérique du Nord ne sont pas herbivores. Mais on peut transplanter un poisson tropical et lui faire manger tout un tas de petites plantes vertes aquatiques que l'on fait pousser dans le bassin. Le dôme concentre la chaleur et permet de créer les conditions climatiques nécessaires.

Bill a choisi le *Tilapia*. Une espèce de carpe indolente importée d'Israël. Le tilapia est noir-violet, mais vire au gris pâle en quelques instants lorsqu'il devient agressif. Le spectacle est toujours le même : des tilapias foncés serrés sur un bord et quelques individus, gris de colère, qui sillonnent la majeure partie du bassin dont ils ont fait leur territoire.

« Ce sont des tilapias que le Christ multiplie dans l'Evangile », affirme Bill qui en fait autant malgré lui. « Dans les conditions idéales du bassin, où l'on maintient l'eau à 17-18 degrés, explique-t-il, les poissons

Nourrir un nombre considérable de gens sur un seul hectare



Le potager et les dômes des « Nouveaux Alchimistes »

se reproduisent très vite, si vite même qu'ils finissent par ne plus grossir. » Une analyse de l'eau montre que les tilapias sécrètent une hormone destinée à limiter leur croissance afin de lutter contre la surpopulation. Pour éliminer l'hormone, il suffit d'aspirer constamment l'eau au travers d'un filtre de coquillages. Une bactérie qui se développe sur les coquillages « fixe » l'hormone. Le procédé ne fonctionne encore que dans un seul bassin, mécaniquement. Selon Bill, les résultats y sont cent fois plus importants que dans les autres bassins. Et Earle projette d'utiliser son petit générateur électrique pour « arroser » le filtre. Dès cet hiver, il pourra également alimenter le chauffage des aquariums. A moins que Bill ne choisisse d'utiliser le gaz méthane ou des panneaux solaires : le problème reste à résoudre.

La pisciculture pratiquée par Bill est tout profit. A l'entrée : le soleil qui chauffe le dôme et fait pousser les algues ; à la sortie : des poissons. Et on peut varier les menus grâce aux plantes, aux écrevisses, aux poissons-chats d'Afrique et aux palourdes asiatiques.

« Mon but, poursuit Bill, est d'intégrer petit à petit l'agriculture à la pisciculture en utilisant l'eau des poissons pour arroser le potager et les déchets des légumes pour nourrir les poissons. » Un premier test mené sur 36 planches de potager a montré que l'eau des bassins est plus fertile

que l'eau de pluie. Pour avoir de bonnes récoltes il faudra souvent changer l'eau des poissons. Bill veut renouveler l'expérience avant de se prononcer. « Pour l'instant, dit-il, il ne s'agit que d'une coïncidence. » John Todd a pu accélérer la croissance des poissons en les nourrissant de larves. L'élevage des insectes est pratiqué au-dessus de la fosse septique du « New Alchemy Institute-East ». Il suffit de disposer quelques alvéoles pour recevoir les œufs des insectes qui épurent les déchets. Cette récupération passionne John Todd qui veut utiliser absolument tout ce qui se jette. Dans sa serre installée sous un dôme, Todd a placé quelques grenouilles, des salamandres et un serpent insectivore pour tenir lieu de pesticide. Il arrose sa terre avec l'eau de sa fosse septique épurée par les insectes. Au total, l'installation fournit des légumes pour dix personnes durant l'hiver et ne coûte que le prix du chauffage.

Des légumes et de la volaille, des chèvres et des poissons, de l'électricité éolienne : John Todd et son équipe travaillent tous azimuts mais poursuivent un seul but : mettre au point un appareillage utilisant un écosystème complet. Autrement dit, produire en circuit fermé.

Le projet majeur des « Nouveaux Alchimistes », ce n'est qu'un projet, vise ainsi à rassembler dans une « étable écologique », les diverses solutions technologiques qu'ils ont mises au point dans l'agriculture, la piscicul-

ture ou l'élevage.

Construite elle aussi sous un dôme, l'étable serait chauffée par le soleil. Les bêtes et leur fumier, installés au sous-sol, dégageraient de la chaleur qui serait dirigée vers le niveau supérieur où se trouve une combinaison pisciculture-horticulture : la serre de John et les bassins de Bill. Quelques panneaux solaires chaufferont l'eau nécessaire pour les poissons et pour les algues, et en feront un réservoir calorifique. On peut évidemment faire pousser des arbres fruitiers ou élever de la volaille dans la grange.

« Nous n'essayons pas de copier les fermiers du début du siècle, affirme Richard Merrill, ce que nous faisons est radicalement différent. A la limite, nous devons parvenir à nourrir un nombre considérable de gens sur un seul hectare. » Un centre homologue, le « New Alchemy Institute-West » vient d'être créé à Santa Barbara, en Californie, sur deux hectares seulement, en pleine zone urbaine pour démontrer l'utilité des petites cellules vertes urbaines et tester des écosystèmes différents. Un troisième centre s'est ouvert au Costa Rica et bientôt un autre, à Terre-Neuve, afin d'adapter les nouvelles techniques à tous les types de climat.

« Il y a des tas de gens, explique Todd, qui, à un endroit ou à un autre, sont capables de résoudre des problèmes d'agriculture ou d'élevage spécifiques mieux que nous. Nous, nous voulons tout faire et tout penser d'un coup, c'est pourquoi nous travaillons sur plusieurs problèmes à la fois en essayant de les résoudre simultanément. C'est ça l'écologie appliquée, elle implique une approche globale et non pas sectorielle. »

J-F.F

Si vous désirez en savoir davantage sur les recherches des « Nouveaux Alchimistes », vous pouvez devenir un membre associé de l'institut pour 25 dollars (112 francs)... ce qui n'est pas une somme importante si l'on songe qu'elle vous permet d'entretenir des rapports très étroits avec le « New Alchemy Institute », dont le secrétariat est efficace. Bien sûr, vous recevrez les publications des « Nouveaux Alchimistes », mais vous pourrez aussi profiter des conseils de leur équipe scientifique. Et pourquoi ne participeriez-vous pas, vous aussi, à un programme de recherches ? (« The New Alchemy Institute-East », box 432, Woods Hole, Massachusetts 02543.)

ECOACTUALITES



CROISADE ANTI-AVION

Depuis une quinzaine d'années, le Dr Billiotet croyait habiter à Wissous. En 1966, il a découvert qu'il vivait au bout d'une nouvelle piste d'atterrissage. La piste n° 4 d'Orly, pour être précis. C'est à ce moment-là que cet homme tranquille, ancien médecin de marine, est devenu président de la Fédération nationale contre les nuisances des avions (12, rue de la Division-Leclerc, 91320 Wissous). Rien, dans ses occupations de directeur de laboratoire de produits pharmaceutiques, ne le prédisposait à la croisade contre les décibels abusifs. Rien, si ce n'est la révolte des habitants de Wissous. Fondée à partir d'un noyau primitif constitué par les associations de Wissous, Antony et Longjumeau, la Fédération regroupe aujourd'hui vingt-quatre associations, représentant les intérêts de trois cents villes et communes : du Touquet-Paris-Plage à Avignon, de Cherbourg à Mulhouse et de Rouen à Toulouse — en passant par Orly et Roissy.

« Il est impossible d'imposer un tel enfer à ses contemporains » explique le Dr Billiotet. L'enfer, ce peut être le décollage d'une Caravelle : 110 décibels — on estime que la gêne commence à 70 décibels, l'agression à 80, les troubles de la santé physique et mentale à 90. Ils sont divers : surdité progressive, hypertension, ulcères de l'estomac, insomnies, névroses. Lorsque le bruit ne sera plus traumatisme, mais ronronnement, l'espoir sera permis. Il existe une nouvelle génération d'avions, moins bruyants que leurs aînés : l'Airbus, le Mercure, le DC-10,

etc. En attendant, la Fédération compte proposer des mesures précises :

1°) Imposer aux compagnies aériennes une taxe sur le bruit, en les détaxant au fur et à mesure qu'elles achèteront des avions moins bruyants.

2°) Etablir un calendrier de la journée : chaque aéroport aurait droit à un nombre limité d'avions bruyants. D'autant moins limité que les avions seraient moins bruyants.

3°) Faire payer aux compagnies et à l'Etat l'insonorisation des bâtiments publics dans les communes les plus maltraitées. Il n'est pas question de l'insonorisation des bâtiments privés : ce serait admettre et perpétuer la situation, en obligeant les gens à vivre en bocal. D'ailleurs, comment insonoriser un jardin ?

A Saint-Germain-lès-Arpajon, un vétérinaire, le Dr Mausuy, pratique l'euthanasie sur des chiens rendus fous par le bruit d'Orly et de Brétigny. Il y a un an, le Dr Billiotet proposait d'installer des étouffoirs de son sur le Concorde. « Impossible, il faudrait supprimer deux sièges. »

BETTERAVES A L'HUILE

Un champ de betteraves nageant dans l'huile de vidange... Tout d'abord, M. Cadoret, agriculteur à Lassy, dans le Val-d'Oise, ne comprend pas. Il était venu pour moissonner, au fond du vallon. C'était le 5 septembre. La gendarmerie de Luzarches et les services départementaux interviennent en catastrophe. Enquête. Le ruisseau noirâtre provient d'un dépôt d'ordures « classé », appartenant à la famille du maire, et loué à la société Be-

namou — qui n'a pas hésité à déverser 40 000 litres d'huile usagée dans la décharge. Après avoir traversé le dépôt, l'huile serpente agréablement sur 800 m, pour s'arrêter à 100 m de la source alimentant l'Ysieux et de nombreux étangs. Le pollueur doit faire creuser une tranchée pour pomper l'huile. Mais une association, S.O.S. Sylvie (Le Plessis, 95270 Luzarches), doute de l'efficacité de la mesure : que deviendront les terres imprégnées d'hydrocarbures ? Et que penser de l'irresponsabilité du geste ? Pétitions, 300 signatures, alerte à la presse locale. Le préfet finit par faire fermer la décharge.

Aujourd'hui, l'association veut aller plus loin : elle revendique, pour elle et les associations analogues, un pouvoir de surveillance sur ces fameux dépôts d'ordures qui parsèment la « ceinture verte » de Paris.

DU BETON ET DES FLICS

Depuis deux ans, les habitants de la Z.U.P. de Perseigne, à Alençon (Orne) luttent pour garder leur dernier carré d'herbe. Il s'agit d'empêcher l'ouverture d'un chantier de quatre tours devant comporter 111 logements.

En septembre dernier, manifestations autour d'une grue édiée sur le futur chantier. Camping sauvage sur l'emplacement des futurs immeubles. Intervention de la police. Dans la journée du 5 septembre, quatre jeunes gens sillonnent les rues d'Alençon à bord d'une voiture munie d'un haut-parleur. Ils convoquent les habitants à la réunion de l'assemblée municipale. Ce soir-là, 300 personnes vont assister à des débats qui n'abordent à aucun moment leur problème. En fin de séance, la question est posée au maire.



Cela ne le regarde pas. Bruits et mouvements. On empêche les conseillers municipaux de quitter la salle. Rien ne se passe, rien n'est décidé.

On en est là. La mairie d'Alençon reste décidée à construire ses quatre tours. Le « Groupe des espaces verts », à l'en empêcher. Les partis politiques prennent position. Mais le vrai débat, selon les animateurs de Perseigne, c'est de « donner aux gens l'habitude de se rassembler, de discuter de leurs problèmes, pour qu'ils puissent, quelquefois, opposer leurs voix à celles des notables ».

BONS BAISERS DES POLLUEURS

Gap, août : plusieurs milliers de truites, d'un poids total d'environ 400 kg, meurent, victimes de la pollution du Petit Buech, cours d'eau dans la région de Veynes (Hautes-Alpes).

Nevers, août : des centaines de carpes, barbillons et truites, morts dans le bief de Demeures, sur la Nièvre, à Urthy (Nièvre).

Nancy, août : des milliers de poissons morts sur la Moselle. Plusieurs tonnes de poissons s'agglutinent à Marbache (Meurthe-et-Moselle), en aval de Nancy, dans la Moselle canalisée.

Epernay, août : des milliers de poissons morts flottent sur la Marne, près d'Epernay. La pollution serait due à un produit toxique déversé nuitamment, et dont l'effet a été accentué par la rareté en oxygène de la rivière en période de sécheresse.

Limoges, septembre : sur la Brezantine, petite rivière creuse réputée pour la pêche à la truite, truites et goujons morts sur plusieurs kilomètres.

Melun, septembre : quinze tonnes de truites mortes à la suite d'une pollution qui a détruit presque entièrement l'élevage d'un pisciculteur du hameau d'Ourcheret, à Ville-neuve-sur-Bellot (Seine-et-Marne). Dans un autre petit vivier de la région, 200 kg de poissons victimes de la même pollution.

Angoulême, septembre : la Lizonne, affluent de la Dronne, en partie polluée dans la traversée de la commune de Saint-Séverin, en Charente.

ECOACTUALITES

Les eaux ont une apparence laiteuse et les poissons flottent par dizaines, asphyxiés, le ventre en l'air. L'origine de la pollution serait due au déversement d'un produit toxique utilisé par une papeterie de la localité.

La Rochelle, septembre : baisse de 50 % de la vente des moules françaises depuis l'épidémie de choléra en Italie. M. André Bouyre, président de la Fédération nationale des syndicats mytilicoles, rappelle que les consommateurs peuvent acheter « en toute confiance des moules en provenance de France ».

UN LAC DE PETROLE

Aux Vaux-de-Cernay, à 36 km de Paris, dans la haute vallée de Chevreuse, fin juin dernier, des enfants découvrent dans une immense carrière un lac qui, selon eux, contient du pétrole. Les habitants, puis un huissier, puis les pompiers vont voir. Il s'agit d'une décharge d'ordures industrielles liquides de 800 000 litres — contenant, entre autres, du cyanure — déversées par la société Transordures. Le duc de Luynes, à qui appartient la carrière, ne répond pas aux lettres que lui adressent les habitants. Le préfet, après avoir interdit par décret le déversement, ne fait plus rien. Le maire ne veut rien dire, les gendarmes de la commune deviennent sourds. Il semble impossible d'obtenir le repompage du liquide. Le niveau du lac baisse lentement par infiltrations. La population du village des Vaux-de-Cernay, à 250 m de là, n'a pas l'eau courante et s'alimente par des puits. Toute l'affaire semble bloquée bien qu'il y ait un dossier au ministère de l'Environnement et à la préfecture des Yvelines.

L'EUROPE « ANTI-DUMPING »

Du 17 au 21 septembre, s'est réunie à Paris, à l'invitation du gouvernement français, une conférence internationale sur la lutte contre la pollution des mers. Elle réunissait des représentants de 16 pays d'Europe qui se sont attelés à la difficile mise au point d'un accord international interdisant le dumping, c'est-à-dire le rejet direct de polluants dans la mer. Parmi

ces polluants en voie d'être interdits : le mercure, le cadmium et leurs composés, les plastiques et autres produits synthétiques « flottants », les composés organo-halogénés (tel que le D.D.T.) et les produits réputés cancérigènes. La zone géographique concernée s'étend du Groenland à Gibraltar, et couvre la mer du Nord, la Manche et l'Atlantique du Nord-Est.

La signature de la convention fixant les modalités d'application de cette lutte sévère pourrait avoir lieu au début de 1974 et son passage à exécution au milieu de 1975, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, M. Cabonat, directeur des affaires générales au Quai d'Orsay. Le représentant de la France, M. Saglio, a tenu pour sa part à signaler qu'en ce qui concerne le mercure — dont la nocivité est bien connue depuis le drame de Minamata au Japon — la France s'était déjà assurée auprès des industriels concernés que leur dumping allait diminuer de 50 % dans les deux prochaines années et de 90 % dans les cinq ans à venir.

vant le degré d'acidité de l'eau, ainsi que de photos des divers insectes qu'ils risquent de rencontrer. Leur présence ou leur absence donne des indications sur le degré de pollution de l'eau (par exemple la crevette d'eau douce de notre illustration). Leur étude finie, les enfants doivent soumettre un rapport à l'Advisory Center for Education de Cambridge qui est à l'origine de ces enquêtes, spécifiant l'endroit précis où ils ont « travaillé ».

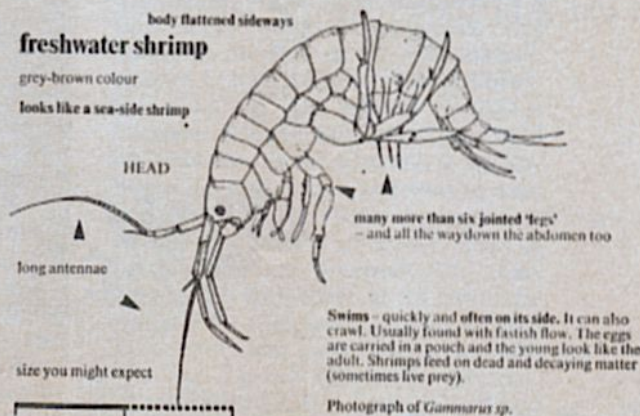
On peut se procurer ce kit antipollution en écrivant à Watch, Advisory Center for Education, 32 Trumpington Street, Cambridge, Grande-Bretagne... et partir à la chasse aux pollueurs de rivières de France.

Un hiver qui coûte chaud. Si l'hiver est rigoureux, le prix des produits pétroliers risque d'augmenter en flèche. Ce sont les pays producteurs et, en particulier, le président Kadhafi qui jouent ainsi le rôle d'accélérateurs de la crise de l'énergie. Les gouvernements et les lobbies industriels occidentaux, pris à la gorge, envisagent toutes les solutions, y compris



Bicyclette à voile. Une simple feuille de plastique transparent tendue sur une armature en tube d'aluminium permet de monter les côtes sans pédaler. Mais l'instrument n'est utilisable que par vent arrière. Une firme américaine, la Rigby Enterprise, de Blanding, dans l'Utah, la commercialise. Cette simple idée pour 100 F. Mais on peut aussi la construire soi-même.

Les industriels aussi commencent à forger les techniques douces. De l'eau chaude pour se laver, se raser ou faire la vaisselle, c'est précieux pour les campeurs. Eh bien, de Californie nous vient une nouvelle invention capable de chauffer 20 litres à la fois, sans « carburant ». Il s'agit de *Neat Heat* (« chaleur propre »), qui donnera aux campeurs et aux pique-niqueurs de l'eau chauffée par les rayons du soleil. On remplit d'eau une cuve en polystyrène (qui, vide, ne pèse rien), et on la place au soleil. En deux ou trois heures, l'eau atteint 70 °C ou même plus. Selon ses fabricants, Suhay de Glandale, en Californie, l'eau peut rester chaude pendant trois ou quatre heures, même après le coucher du soleil. Son prix : 50 F environ. Pour les fanatiques de natation toute saison, Suhay commercialise aussi une cuve beaucoup plus importante permettant de chauffer une piscine entière. Son prix : environ 10 % de celui de la piscine. (D'après *Newsweek*.)



TECHNIQUES DOUCES

La chasse aux pollueurs. Lâchés dans la campagne, les jeunes Anglais deviennent chaque été chasseurs de pollueurs. Pendant leur première semaine de vacances, plus de dix mille enfants de huit à seize ans apprennent à détecter le niveau de pollution de la rivière ou du cours d'eau voisin. Ils partent munis de petits tubes en plastique, de filtres, de lamelles de papier qui doivent virer au vert, au bleu ou au violet sui-

les plus extrêmes : programmes de construction de centrales nucléaires en catastrophe, ou même une guerre au Moyen-Orient, mais jamais l'adoption de technologie différente. L'intérêt des individus ne coïncidant pas toujours avec celui des gouvernements, le chauffage solaire qui apparaissait il y a un an encore comme une aimable utopie devient tout à coup raisonnable. Nous publierons dans un prochain numéro du *Sauvage* un dossier complet sur les utilisations pratiques de l'énergie solaire.



Suite page 26

FÊTE, SUBVERSION ET VOLUPTÉ

Pour rendre la vie supportable,
il faut savoir faire
la fête. Mais, à côté de la fête
« exutoire », de la fête « évasion »,
il en existe une autre,
plus violente
mais plus fertile,
qui est à la base des révolutions.



Au coin de la 57^e Rue et de l'avenue des Amériques, à New York, l'architecture industrielle a dévoré l'utopie. Emboîté dans les immeubles gratte-ciel, l'espace trompeur reflété par le verre et brisé par l'acier atterre l'homme. La beauté devient cage. La productivité a détruit la nonchalance urbaine de la plaza du Rockefeller Center. Au pied du R.C.A. Building, le *Prométhée* doré de Paul Manship



A. Nogués/Gamma

n'est plus qu'un vestige. Comme si, dans la « Ville debout », la vie était retombée en poussière. Manhattan s'endort le samedi et meurt le dimanche. De la ville basse à Harlem, les artères vidées sont les derniers signes de la civilisation de pierre.

Et puis une rumeur naît. Un cortège remonte la Cinquième Avenue en chantant les promesses d'un *guru*. La fête se glisse, sourd, fleurit partout. Le ballet de la prostitution orchestre les promenades dans la 42^e Rue. Il y a des cerfs-volants au-dessus des arbres de Central Park et des Indiens poursuivent des enfants sous les branches basses.



C. Raimond-Diyyon/Viva

On profane les temples où les grands prêtres sont des marchands. Dans le hall de marbre blanc du General Motors Building, des petits nègres en

haillons se roulent sur les banquettes de cuir des Cadillacs. On fredonne des airs d'opéra à l'ombre des gigantesques tours du World Trade Center. Miracle? Comme ailleurs, comme tout le temps, la fête est morte, la fête est phénix, elle renaît de ses cendres. Car la fête est partout, équivoque et subversive, dans les mémoires et dans les corps, dans les gestes et dans les passions, sous toutes les latitudes, à l'intersection du rêve, du néant et du désir. Son apparition reste aussi énigmatique que sa fonction. Naît-elle par hasard, sa nécessité s'impose aussitôt. Elle est à la fois le soupir et le cri des civilisations. Elle vient de l'imaginaire. Elle s'approche de la mort. Son mystère est aussi net que son évidence. Et quand tout se tait, on la retrouve, tapie au fond du corps ou de l'âme.

« Nos civilisations qu'on appelle « industrielles », écrit Jean Duvi-
gnaud (1), ne connaissent apparemment pas la fête. Du moins paraissent-



Gamma

elles l'avoir refoulée jusqu'à ces temps derniers, puisque le rythme et la musique ont souvent reconstitué l'intense communion corrosive en la décomposante allégresse que nous retrouvons ailleurs. Du moins, le développement des maladies mentales — schizophrénie, paranoïa — depuis une centaine d'années, développement qui ne résulte pas — pas seulement — de l'invention d'un vocabulaire scientifique qui désigne ces faits aux futurs malades, tendrait à faire admettre l'homologie de la fête et de la maladie mentale : ce qu'un groupe permet à certains de ses membres d'atteindre individuellement dans la transe, le dérèglement, volontaire ou non, y répondrait dans les nôtres (qui ne

reconnaissent point la validité de ces manifestations). Doit-on en conclure que, faute de pouvoir changer le monde, l'on se détruit soi-même à travers sa propre raison ? »

Mais aujourd'hui la fête naît justement à l'instant où l'on va (où l'on veut plutôt) changer le monde. De la cour de la Sorbonne, en mai 1968, au plateau du Larzac en août 1973, le nouvel avatar de la fête, c'est la subver-



W. Kléber/Viva

sion, une subversion débarrassée des idéologies tyranniques. Rousseau n'a sans doute jamais été si proche : au cours de la fête de la contestation, chacun « retrouve la substance collective dans un élan affectif partagé ». Chacun reste soi en même temps qu'il est tous les autres. Comme à la Sorbonne où l'on confondait sous le nom de « gauchistes » (pour reprendre le terme de Lénine récupéré par la bourgeoisie) les maoïstes, les anarchistes, les trotskistes et les situationnistes — en effet, solidaires dans l'élan sans perdre leur singularité —, les pèlerins du Larzac (Occitans, Bretons, « lipistes », M.L.F., écologistes, etc.)



P. Souillard-Hupet

reconstituent le patchwork des marginalités occidentales. Comme si, dans notre société marxisto-chrétienne, la

(1) Voir l'encadré p. 25.

De la cour de la Sorbonne au plateau du Larzac



C.R.

A l'heure de la répression policière...

fête était toujours, bien sûr, « le spectacle des hommes se donnant à eux-mêmes le spectacle », mais aussi cet arc-en-ciel (et ses couleurs sont parfois curieusement contraires d'ailleurs) déployé devant la masse grise des majorités silencieuses.

Dans la fête contemporaine, descendante des fêtes révolutionnaires de 1793, le plaisir surgit au cœur du refus et des promesses, voire des projets communiqués ou échangés dans un désordre plein d'espoir. L'espace ? Il est à l'image de ces marchés du Moyen Age où le don et la violence sont complémentaires, chaque rôle trouvant son comédien, chaque place devenant une esplanade, tréteaux symboliques sur lesquels la culture s'épanouit dans sa décadence, simultanément représentée et contestée dans son principe, dans son essence, dans son intimité, car « personne n'est vraiment acteur et personne n'est seulement spectateur ». Il ne manque même pas le sacrifice, à l'heure de la répression policière par exemple, quand le jeu sanglant et nuageux des gaz lacrymogènes et de la matraque organise la réalité non plus en rêve, mais en cauchemar, quand l'offrande autodestructrice invente instantanément ses rites. Et le spectacle atteint (viole ?) alors le spectateur comme le meurtre ou l'exécution transforment le témoin égaré à la fois en assassin et en victime. Car pour celui-ci, alors, le théâtre commence et crée « une réalité surréelle qui devient réelle par

la communication qu'elle implique et le message reçu ».

Fête inédite, fête rupture : il s'agit de briser les mirages de la vie quotidienne, de transgresser par les transe le temps et l'espace, de gagner la nature dans le double sens du verbe (l'atteindre et le *mériter*), d'être hors de soi au plus profond de soi-même, immense et infime, soumis et dominateur dans le cycle des métamorphoses humaines qui nous fait tuer pour exister, et vivre pour mourir, mûs par la faim, la soif inassouvissables de la pollution cosmique. On peut alors



Vanderhaegen/Gamma



penser aux orgies macabres des quatre libertins des *Cent Vingt Journées de Sodome* de Sade, où les terribles cérémonies parodient, mais traduisent les périodes (souffrance, jouissance, anéantissement) de la vie. On peut également évoquer le goûter funèbre de la Berma (2) morte déjà puisqu'elle doit mourir, dont la manducation solitaire et désespérée prélude au festin du temps qui la dévore. « *Les grands banquets sont des fêtes copulatives, écrit Duvignaud : la nature s'installe dans l'homme et, au cours de cette fête, se détruit et se régénère à la fois.* » Reste le bonheur. Ou plutôt le plaisir satisfait dont la conscience que l'on en a n'est pas destructrice de celui-ci,

mais au contraire invite à de nouveaux plaisirs. Si désormais la révolution est une fête, c'est bien parce que la liberté des corps est enfin révolutionnaire. Le plaisir est sous l'idéologie comme la plage sous les pavés, l'un guidant l'autre, l'autre favorisant l'épanouissement du premier. La destruction des entraves et des tabous permet l'échange total. La possession n'est plus le mythe du mâle, mais une étape dans le voyage qu'est le désir, voyage au bout duquel le possédant est dépossédé de lui-même, sa personnalité éclatée le soumettant à des mu-



Martine Franck/Viva

La liberté des corps est révolutionnaire

FETES ET CIVILISATIONS

par Jean Duvignaud
Weber, 200 p., 55 F.

Il faut absolument lire le beau livre de Jean Duvignaud, troisième volume de la collection « Terra Universalis » et d'ailleurs complémentaire des deux ouvrages qui l'ont précédé : *Erotique et Civilisations*, de René Nelli, et *Utopie et Civilisations*, de Gilles Lapouge. Des danses dans la mer du Nord-Est brésilien à une danse de mort en Casamance, mais aussi de la fête de l'Être suprême de la Révolution française aux nuits du Bus Palladium, Duvignaud suit tous les cortèges, évoque toutes les cérémonies à la recherche des secrets de l'imaginaire. Insouciant de la chronologie et de l'ordre des choses, son texte est lui-même une fête des mots, une célébration des mythes, arbitrairement amalgamés les uns aux autres, dans la mesure où ils sont évoqués pour le plaisir.

Sans doute, certains pourront-ils parler d'*ethnocide* culturel, les réflexions ou les explications de Duvignaud ne se fondant que sur les travaux littéraires, philosophiques ou scientifiques de la civilisation occidentale. Mais, après tout, il est certainement aussi difficile et douteux d'échapper à sa culture que de renier sa classe. Et puis, il y a des subversions intimes qui sont plus dangereuses que des proclamations de foi : « *Ecrire, conclut Duvignaud, c'est trahir la violence et la nature, mais c'est aussi restituer cette violence à travers l'acte de destruction qu'elle implique. Aucune culture n'existe sans cette destruction, aucune destruction ne se définit sans un rapport à la culture. La fête nous rappelle ce qu'il faut anéantir pour continuer d'exister.* »

J.-F.J.



Illustrations de Puig Rosado

Bruno Barbey/Magnum

tations successives et immédiates, homme et femme enfin confondus dans le réseau infini des caresses où l'individu, tour à tour masculin et féminin, s'égaré et se retrouve pour se perdre. Dans ces délices douloureuses, la culture s'efface et la mémoire s'éteint, et la beauté ne définit plus la laideur, et la normalité n'est qu'un catéchisme périmé d'une religion néfaste. Chaque corps devient un territoire où naissent les sources de la volupté, et la fête, incandescente et fraîche comme le froid du soleil, commence pour les explorateurs.

Jean-François JOSSELIN

(2) Dans le Temps retrouvé de Marcel Proust.

ECOACTUALITES

NOUVELLES DE LA BIOSPHERE

Suite de la page 27
Les Américains ont commencé à ramasser des nodules de manganèse au fond des océans. Tandis que 90 nations réunies à Genève cet été discutaient encore pour savoir à qui appartenait ce territoire sous-marin. Deux nations du tiers monde, productrices de manganèse, le Zaïre et la Zambie, risquent de voir s'effondrer leurs exploitations.

L'armée américaine, ne sachant plus quoi faire des défoliants utilisés au Vietnam, repeint les caisses kaki en jaune vif, pour les « civiliser », et les vend aux Brésiliens pour asperger la forêt vierge avant le percement des nouveaux tronçons de la transamazonienne.

Les essais nucléaires français seront d'ici quelques années souterrains. L'île d'Eiao, dans les Marquises, n'ayant pas été retenue, ce sont les Kerguelen, dans le sud de l'océan Indien, qui serviraient de champ d'expérimentation.

Six mille irakiens sont morts. Cent mille peut-être souffrent de lésions irréversibles pour avoir fabriqué leur pain avec du blé et de l'orge traités à l'oxyde de mercure. Si l'empoisonnement de Minamata, également au mercure, a eu de nombreux témoins (voir *le Sauvage* du mois dernier), le drame irakien a été presque totalement censuré. Les paysans affamés et illettrés se sont précipités sur les sacs de semences traités avec l'antifongique rose (au mercure) sans pouvoir lire le mode d'emploi. Cela se passait en mars 1972, on commence seulement à recevoir des informations.

Les rats partent. Des chercheurs d'une firme anglaise, la British Drug House, ont mis au point un anticonceptionnel pour rats, l'œstrogène BDH 10131. Une population de mille rats a ainsi été détruite. Jusqu'à présent les rats sa-

vaient reconnaître et éviter les poisons qui leur étaient servis.

Les puces arrivent. Pendant cinq jours, les cinq cent cinquante employés de l'usine Grundig Electronic de Creutzwald, en Moselle, ont été assaillis par des puces. Arrivées dans des caisses de pièces détachées en provenance d'Italie, elles résistèrent victorieusement à tous les insecticides qui font de leur mort instantanée un slogan publicitaire. Il fallut fermer l'usine et la désinfecter.

Les hirondelles à l'usine. A Liesieux, les délégués syndicaux des usines Nestlé ont menacé de se mettre en grève. Motif : la destruction de nids d'hirondelles, ordonnée par la direction. Ils étaient pourtant situés en dehors des bâtiments et ne gênaient personne. Mais, prédisaient les délégués « l'ordre ayant été exécuté par un ouvrier sans scrupule » le personnel a pu entendre pendant des heures « les mamans piailler de douleur en cherchant leurs petits qui étaient en couvée ». Les emballages Nestlé représentent des hirondelles dans leurs nids.

Les guêpes mutantes. Des milliers de guêpes ont attaqué et terrorisé pendant huit heures une ville de treize mille habitants près de Recife, au Brésil. Les pompiers ont dû les chasser au lance-flamme. Il s'agirait d'une espèce de guêpe créée par croisement dans un laboratoire en 1960.

Eloge du cafard. Le cafard envahit lentement, mais sûrement, les bâtiments modernes du monde entier et aucun produit ne saurait le repousser. Il monte à travers les gaines techniques et vient tranquillement boire dans les évier et les baignoires. A certains, sa seule vue donne des crises nerveuses, d'autres apprennent à l'aimer. Ainsi miss Gray, entomologiste américaine qui le qualifie de « propre, gracieux et félin ». « C'est un champion de l'adaptation puisqu'il existe

depuis trois cents milliers d'années. » Elle présente au Muséum d'histoire naturelle de New York une exposition intitulée : *Les cafards sont là pour y rester.*

Le cocotier est malade dans le monde entier. De la Jamaïque aux îles Marquises, il perd ses palmes, se dessèche et n'est bientôt plus qu'un tronc calciné. En Floride, les 350 000 cocotiers qui avaient créé l'image de marque touristique de la région auront bientôt tous disparu. Aucun remède n'a encore été trouvé, malgré des investissements de plusieurs centaines de milliers de dollars.

En France, les poiriers et les châtaigniers sont également atteints de maladies incurables. Des centaines d'hectares de châtaigniers ont été détruits dans les Cévennes. La maladie du poirier est entrée en France par l'est, l'aubépine en serait le vecteur.

TOUT N'EST PAS PERDU

New York. Le nombre d'automobiles fabriquées aux Etats-Unis baissera de 8 à 14 % en 1974, selon les prévisions des économistes.

Pordenone, Italie. Les habitants des villages de Traversio et Lestans sont mécontents : une fumée irrespirable provenant d'une cimenterie se répandait dans toute la région. Pour protester, ils font exploser une charge de forte puissance dans l'usine de ciment de Traversio, à 130 km au nord de Venise.

Le Havre. Un navire transporteur de gaz arrive le 19 août pour décharger 4 430 tonnes d'un gaz très dangereux : l'isoprène. L'opération terminée, le dégazage du navire est entrepris. Les gaz recueillis sont brûlés, mais, faute de vent, l'épaisse fumée noire stagne au-dessus de la ville, accompagnée d'une forte odeur de gaz. La population protestant, les responsables ont arrêté momentanément le dégazage.

Nice. L'*Evanthia K*, cargo panaméen de 1 200 tonnes appartenant à la compagnie Gulf Navigation du Pirée, est surpris le 14 août en train de vidanger les cales de son navire dans le port de Nice. Une nappe d'hydrocarbures s'est répandue sur les eaux du port et plainte a été déposée. Le

tribunal administratif de Nice doit fixer la sanction.

Paris. Le nombre de places de parkings dans les nouveaux immeubles de bureaux sera diminué. Il est actuellement de 40 pour cent employés et constitue un encouragement explicite aux encombrements urbains.

Paris. Le prix du stationnement prolongé va augmenter dans les parkings souterrains.

EN BREF

Les journées écologiques du Var-futur, le 25 octobre à Toulon, le 26 octobre à Draguignan, le 28 octobre à Saint-Raphaël, vont permettre aux élus locaux de rencontrer les scientifiques pour débattre de l'évolution de la société, des valeurs économiques et des équilibres vitaux dans leur département.

Un colloque sur le pays provençal se tiendra en février 74 à Marseille, réuni par les Amis de l'instruction laïque de Château-Gombert (Bouches-du-Rhône). Tous les Marseillais désirant participer à son élaboration peuvent écrire à : Julien Bernard, villa « Lou Jas », 12, avenue de Château-Gombert, 13013 Marseille.



Coqs de bruyère, aigles, ours, dessinés et gravés par Robert Hainard, l'auteur d'*Expansion et Nature* et l'un des meilleurs animaliers, du 1^{er} au 16 novembre 1973 à l'hôtel Herouet, au coin de la rue des Franc-Bourgeois et de la rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris.

Des femmes contre la pollution. Leur association : *Arcadie*. Ses objectifs : faire prendre conscience, en particulier aux femmes — éducatrices, acheteuses, consommatrices — des dangers qui menacent la survie. *Arcadie*, Case postale 35, 1245 Collonge-Bellerive (Genève), Suisse.



UNE VIE BIEN REMPLIE PAR POUSSIN



Alcide Soumet
vont pour une dernière fois
cette société de consommations



Et s'en alla sur les chemins



Alcide dormait à la belle
étoile



et bouffait des pommes
sur les arbres



De temps en temps
une petite aventure



Alcide parlait
des fois aux oiseaux



Pour faire un peu de fric
il aidait les paysans

De temps en temps il rencontrait
une communauté et tirait un "joint"



Puis un jour
Alcide en eut marre de
débambuler



Et rentré à la ville
travailla rache-la tout



Alcide
trouva
femelle
à son pied



Et ils finirent
contre un arbre
ce qui est assez français.

LE BON PLAISIR DE M. POMPIDOU

Le président de la République aime l'automobile.
Il veut pour elle une voie royale :
celle de l'autoroute « express » sur la rive gauche.

Onze kilomètres de ruban bétonné de l'est à l'ouest de Paris, de périphérique à périphérique, sans croisements, passages cloutés ni feux de signalisation. C'est ce que le président de la République appelle « s'adapter à la voiture ». Le principe d'une voie continue du pont National au pont de Garigliano a été voté, sans enthousiasme, le 9 décembre 1971, au Conseil de Paris, par 48 voix contre 39. Depuis, les conseillers refusent de commencer les travaux du tronçon central, entre le pont d'Austerlitz et le pont Royal. Il ne s'agit que de préserver Notre-Dame, les îles, l'Institut et autres babioles historiques. Il est également question de savoir si cette voie express rive-gauche va servir à quelque chose.

Le principe des deux voies remonte à une dizaine d'années. L'histoire de la voie express rive-droite, depuis 1967, est celle d'une lente détérioration. Aux dires mêmes d'un service technique de la préfecture de Paris, elle « n'a pas permis un allègement du trafic sur les quais hauts ; le trafic a même augmenté aux endroits les plus sensibles (...). En particulier, la réalisation de la voie express rive-droite est responsable, en partie, de la détérioration des conditions de circulation dans le sens nord-sud ».

Sans importance. M. Pompidou aime la bagnole et tient à sa voie. Trois projets ont donc été présentés au Conseil de Paris. Tous trois en ce qui concerne le tronçon central, celui

de Notre-Dame. Il s'agit de celui de l'A.P.U.R. (Atelier parisien d'urbanisme), celui de la D.G.A.U. (Direction générale de l'aménagement urbain), et celui de l'U.A.T. (Urbanisme, Aménagement, Tourisme).

Le projet de l'A.P.U.R. est évalué à 340 millions. Il se propose de donner le sous-sol aux voitures et le sol aux piétons : les files de voitures sont enfermées dans deux caissons superposés. Il déplaît à la préfecture. André Ducret, responsable de la police de la circulation, l'accuse d'avoir cherché à « ménager des espaces pour les piétons, réduisant d'autant la circulation des voitures, (de) mettre du gazon et des arbres. Ce sera bien plus un campus pour le quartier Latin, avec les problèmes de maintien de l'ordre et de chasse aux drogués que cela implique, qu'une promenade agréable pour les Parisiens ». Inutile à gauche, dangereux à droite : pas assez d'autos, trop de piétons, tous drogués.

Le projet de la D.G.A.U. est évalué à 250 millions. Une partie de la circulation est maintenue en surface sur les quais. Une voie rapide est aménagée en contrebas sur les berges. Il est ardemment défendu par André Herzog, directeur général de l'Aménagement urbain, que l'on soupçonne de vouloir donner son nom à la voie. Un cadeau. D'après le secrétaire général du *Comité de sauvegarde des berges de la Seine* (4, villa Violet, XV^e), c'est un projet qui consiste essentiellement à déplacer le lit de la Seine d'une dizaine de mètres vers

le nord, en « rescindant » d'autant l'île de la Cité. En langage administratif, rescinder signifie amputer. Un massacre : de l'aval du pont Saint-Michel à la gare d'Orsay, le projet abîme, entre autres, le Vert-Galant et le Pont-Neuf, et transforme le bord de la Seine en autoroute.

Le troisième projet, celui d'une entreprise privée, l'U.A.T., a fait l'objet d'un black-out total de l'administration. C'est un tunnel immergé de 750 mètres, pour deux files de voitures. Il paraît qu'il n'a rien d'utopique (à défaut d'être utile) et qu'il est moins coûteux que les autres.

M. Herzog et l'A.P.U.R. étudient un nouveau projet. Prière de ne pas « rescinder », leur a-t-on demandé. De couvrir la voie entre le pont de la Tournelle et celui de l'Archevêché. De l'enterrer entre le pont de l'Archevêché et le Petit-Pont — au bas du boulevard Saint-Michel. Et de le couvrir à nouveau entre ce dernier et le pont des Arts. En bref, de cacher tout ça. En clair, de laisser tomber. En attendant, la tranche pont d'Austerlitz est autorisée. Pas en avant dangereux : on peut craindre qu'en doublant la surface de voirie du quai Saint-Bernard, il ne se forme un nouvel appel de voitures, puis un goulot d'étranglement au pont de la Tournelle. La préfecture pourrait alors faire valoir cet argument pour continuer la voie express. Un tout petit cheval de Troie.

Car l'enjeu, ce n'est pas tel ou tel projet, et à peine la certitude du « devis minoré ». C'est la décision de

*Un projet de l'A.P.U.R. rejeté
par la préfecture : pas assez d'autos,
trop de piétons, tous drogués...*



construire pour sacrifier à la mystique de la bagnole. « Il est certain que, si les choses continuent, Paris sera un jour étouffé par les voitures (...). Le jour où il y aura « une voiture de trop » dans Paris n'arrivera pas. Nous prendrons des mesures de restriction de la liberté individuelle avant. » Celui qui parle est André Ducret, l'homme qui a reproché au projet de l'A.P.U.R. de laisser trop de place aux piétons décadents de la rive-gauche. On est logique ou on ne l'est pas : commençons par construire une autoroute, il sera temps après d'interdire la circulation automobile privée !

Le développement de la voiture mène à une impasse. « Les villes meurent de gangrène automobile, polluante, fumante, sonnante, circulatoire ou policière... Les automobilistes meurent d'accidents d'autos », titre un tract diffusé par les *Amis de la Terre* (15, rue du Commerce, XV^e). Le danger que la voie express rive-gauche fait peser sur Paris vient de ce qu'elle fournit un moyen supplémentaire aux automobilistes de pénétrer dans Paris sans pour autant leur assurer la circulation. Elles font ce qu'elles peuvent, les petites « Fipettes » de F.I.P. (le France-Inter-Paris bien connu des automobilistes « radiophiles »). Leur voix, égrenant amoureusement le chapelet des encombrements sur la voie express rive-droite, servait de fond sonore à l'exposition *Auto-défense de Paris* organisée en novembre 1972 à la galerie Rochambeau par le Comité

de sauvegarde des berges de la Seine. Il y avait eu pétition et signatures : Robert Bresson, René Char, Francis Perrin, Philippe Noiret, Alain Robbe-Grillet, Alfred Sauvy, Vercors, Ionesco et Zao-Wou-Ki.

La voie express a un débit prévu maximal de 4 000 voitures à l'heure, permettant, dans l'hypothèse d'une utilisation maximale, à 30 000 personnes de venir travailler en voiture à Paris. En comptant une personne et demie par voiture et cinq heures de débit. En fait, le chiffre de 20 000 semble plus proche de la réalité. Or une ligne de chemin de fer type R.E.R. permet de transporter 50 000 personnes à l'heure. Est-il trop difficile de réaliser les 900 mètres de voie ferrée entre la gare d'Orsay et les Invalides, qui permettraient une liaison rapide et dans les deux sens, est-ouest ? Est-il insurmontable d'améliorer le confort et la rapidité des transports en commun, roulant dans les grands axes réservés, tout en construisant des parkings aux portes de Paris ? Est-il impossible de remédier au déséquilibre de l'emploi entre l'est et l'ouest pour éviter les grandes migrations quotidiennes ? Est-il vulgaire de mener une campagne de dissuasion auprès des automobilistes urbains, en leur expliquant qu'ils perdent leur temps et font perdre celui des autres, qu'ils obligent à saccager la capitale, qu'ils compromettent leur santé physique et mentale — et celle des autres ? Pour en arriver,

presque irrémédiablement, à une politique d'interdiction de circuler.

« Sur le plan légal, une société peut tout décider dès que l'intérêt général est en cause (...). On hésite encore, car cela sera très impopulaire. Bien que nous n'en soyons pas là, il est certain que cela s'imposera comme nécessaire à l'opinion publique quand toutes les ressources du stationnement payant auront été épuisées. » C'est, encore et toujours, André Ducret qui le dit. Automobiliste, il faudra bien que tu comprennes. A Milan, à Bologne, à Londres, à Rome, le piéton ressuscite. La ville aussi.

Les berges envahies par le parking sauvage, la fourrière, l'ennui, sont peut-être délibérément laissées à l'abandon pour faire accepter plus facilement la voie express. La promenade pourrait redevenir un plaisir. Un immense mail pavé, ombragé par les plus beaux platanes de Paris protégés par l'humidité du fleuve. Des squares dans les ports. L'homme debout sur ses pieds. Est-ce une vision passéiste ou futuriste ?

Ce n'est pas celle du président de la République. Il faut dire aussi qu'après avoir fait l'éloge de la voie express rive-droite (empruntée par vingt-trois millions d'automobilistes, « ce qui prouve qu'elle sert à quelque chose »), il s'est senti l'âme toute bucolique. La presse a été informée du plaisir esthétique qu'il avait goûté en découvrant Paris sous un jour nouveau. Aux heures creuses.

Colette GUTMAN

AUX ARMES, CITOYENS !



A Budapest — capitale d'un pays socialiste — s'est tenu, du 9 au 13 septembre, le congrès de l'Esomar (Association européenne pour les études d'opinion et de marketing). Un certain nombre d'orateurs sont intervenus à propos du *consumerism*. Très au fait d'enquêtes et de sondages parfaitement confidentiels, ces messieurs ont déploré le manque de sens civique des consommateurs. Pour eux, sauf à pratiquer une politique uniquement répressive, il convient d'adopter une ligne de conduite qu'on peut, grosso modo, résumer de la manière suivante : « Les valeurs traditionnelles se meurent, les valeurs traditionnelles sont mortes. Soit. Créons-en d'autres. Récupérons le *consumerism*, au besoin en le finançant. Récupérons la lutte écologique, au besoin en dénonçant telle ou telle pratique. L'essentiel n'est pas qu'une lessive soit biodégradable, ou un moteur, non polluant. L'essentiel, c'est que les consommateurs le croient. » A la limite, la protection du consommateur, la défense de l'environnement, l'exigence d'une vie meilleure devraient, selon Peter Meener, du *British Market Research* de Londres, n'être que des épiphénomènes de la fabrication, de la promotion, de la diffusion et de la consommation de la marchandise.

Les autres congressistes d'Esomar, y compris les délégués hongrois, vont dans le même sens quand ils proposent une restructuration des communautés urbaines, une diversification des approches publicitaires, voire des encouragements matériels à la consommation, indispensable moteur de l'expansion, et donc génératrice de bonheur.

Nous périrons donc écrasés sous la marchandise, asphyxiés par les fumées industrielles, empoisonnés par nos propres ordures. Et si nous nous révoltons, gare à nous. Les fabricants, les hommes de marketing, les publicitaires l'ont décidé : c'est la guerre. Une guerre totale. L'adversaire raisonne en termes de profit — il préfère parler de « profitabilité » —, d'expansion, de taux de croissance, d'investissements. Pour que dure la société industrielle avancée, le voici prêt à tout. Son vocabulaire, celui de la publicité et du marketing, le prouve : stratégie, cible, objectif, conquête du marché, expansion

Entre les grands patrons du marketing et les consommateurs, la guerre a éclaté. C'est du moins l'avis de François Loubet qui a cru lire dans les récentes déclarations de plusieurs P.-D.G. des slogans singulièrement belliqueux à l'égard du « consumerism » (mouvement de défense des consommateurs). Et, selon lui, il serait urgent d'organiser une contre-offensive.

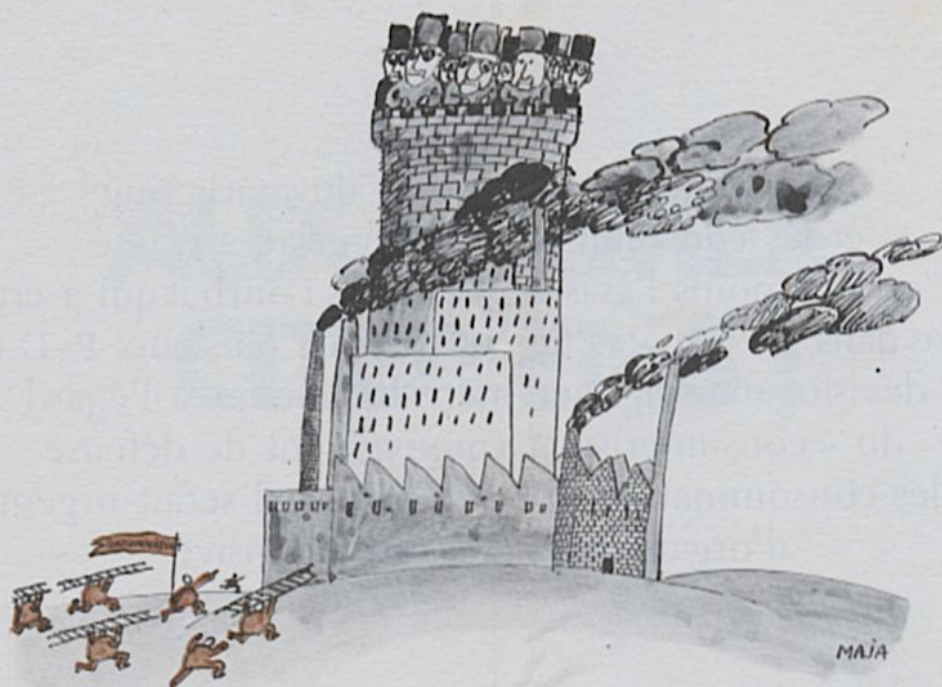


territoriale.

Face à cette offensive tous azimuts, des armes dérisoires : défense des consommateurs et lutte écologique, l'une et l'autre étant d'ailleurs beaucoup moins liées dans la pratique quotidienne que dans l'esprit des théoriciens de la marchandise, de sa distribution et de sa consommation. Pour modestes, localisées, marginales que soient encore les réactions des *prospects*, elles sont ressenties par l'ennemi comme extrêmement dangereuses. Disposant, dans les pays industriels avancés, d'une formidable puissance financière et politique, qui se double d'un contrôle quasi total des grands moyens d'information et se triple de l'existence de structures multinationales, les fabricants et leurs alliés portent aujourd'hui le combat sur le terrain idéologique.

L'existence, mal tolérée par certains, d'un Institut national de la consommation (I.N.C.) et de quelques autres associations du même genre, ne constitue finalement qu'un abcès de fixation. Le vrai problème n'est jamais posé. C'est, à l'évidence, d'un problème théorique qu'il s'agit. On pourrait, en schématisant, le formuler ainsi : la défense de l'environnement — et du consommateur — ne peut avoir de sens que dans la mesure où sont remises en cause toutes les structures des sociétés industrielles avancées. Ou encore, plus concrètement, réclamer des sources d'énergie moins polluantes ne consiste pas à exiger le recyclage des gaz d'échappement, ou le sous-emploi, voire l'arrêt, des centrales nucléaires, etc., mais à se poser, et à poser aux responsables, deux questions : pourquoi l'énergie et comment l'énergie ?

Les réponses sont d'ordre politique. Qui détient l'énergie détient le pouvoir, le profit, les communications. Le danger de la lutte écologique, liée ou non — elle doit, de préférence, l'être — à la défense du consommateur, c'est qu'elle risque de démobiliser quantité de révolutionnaires en puissance. On l'a vu aux Etats-Unis : les gauchistes des années 60, quand ils ne sont pas devenus membres à part entière de l'*establishment*, militent dans des mouvements de préservation de la nature. A la limite, ils observent des oiseaux. Quand il en reste ! La contestation radicale a cédé la place au réformisme. De même ici : nous avons,



d'un côté, une opposition de gauche et d'ultra-gauche qui ne songe qu'à l'aménagement socialiste de la société industrielle avancée et, de l'autre, d'aimables rêveurs qui parlent de techniques douces, de retour à la nature, etc. Les faits sont têtus, disait Lénine. Entre le réformisme technocratique et le réformisme patriarcal, on ne peut pas choisir. Il faut chercher des solutions nouvelles, révolutionnaires. Des solutions qui obligent l'homme, comme *socius* et comme *individu* à se remettre constamment en cause — et à dire non. C'est, rappelons-le, d'une guerre qu'il s'agit, et d'une guerre que nous ne devons pas perdre, sous peine de mort.

A l'heure actuelle, les fabricants de marchandises et leurs alliés ont récupéré la plupart des mouvements, des tendances, des comportements, qui s'opposaient à eux. Cela se passe en général d'une manière feutrée, subtile, intelligente. Mais, parfois, un P.-D.G. annonce franchement la couleur. Ainsi Jacques Erhsam, patron de Singer, qui, dans un texte établi pour la chambre de commerce de Paris, s'en prend avec une rare violence au *consumerism* dont il qualifie les manifestations de « démagogiques », en expliquant que, face aux « abus » et aux « excès » de l'I.N.C., par exemple, les producteurs et distributeurs, qui subissent un « préjudice certain », ne disposent actuellement que de « moyens juridiques (...) pratiquement inefficaces pour obtenir réparation de ce préjudice ». Les remèdes ? « Sur le plan pénal, la menace de poursuite pour diffamation pourrait limiter le droit de critiquer la qualité des biens de consommation. » Par ailleurs, il faudrait que les sociétés mises en cause bénéficient d'un droit de réponse. Pour conclure, M. Erhsam propose aux pouvoirs publics la refonte de l'I.N.C. Cet organisme est considéré par le P.-D.G. de Singer comme particulièrement dangereux. Il suggère donc que son conseil — qui comprend actuellement 12 représentants des associations de consommateurs (11 en fait, par suite de la démission de l'U.F.C.), 5 de l'Etat et 6 des « forces privées » — se compose désormais de 12 consommateurs, 12 producteurs ou distributeurs, de 9 fonctionnaires et de 3 journalistes ou publicitaires.

On imagine aisément le rapport de forces nouveau qui naitrait au sein de cet ahurissant organisme. On aimerait, parvenu à ce point, recopier, dans sa quasi-totalité, un texte extraordinairement prophétique de Paul Lafargue : *le Droit à la paresse*. Faute de place, je n'en citerai qu'un passage : « Tous nos produits sont altérés pour en faciliter l'écoulement et en abrèger l'existence. Notre époque sera appelée l'âge de la falsification ; comme les premières époques de l'humanité ont reçu les noms d'âge de pierre, d'âge du bronze, du caractère de leur production. » Le gendre de Marx, formé à bonne école il est vrai, avait, dès 1850, pressenti le caractère réel de la fabrication des marchandises, en un temps où la consommation de masse n'était pas, et de loin, encore entrée dans les mœurs. Aujourd'hui, alors que la machine s'est emballée, la falsification ne se limite plus à la production. Elle touche tout le reste : information et consommation, certes, mais aussi *consumerism* et écologie.

Que faire ? Comprendre que dissenter sur la qualité respective des produits A, B et C, n'est pas nier la valeur objective des produits en général, que prêcher l'anti-pollution n'est pas contester la domination de la marchandise, que réclamer, à la limite, la socialisation des *moyens* de production et d'échange n'est pas remettre en cause la nature des *modes* de production et d'échange. Et, à partir de cette prise de conscience, entreprendre une démarche révolutionnaire, en utilisant les armes mêmes de l'ennemi (sociologie, psychologie de groupe, informatique, recherche opérationnelle, etc.) pour déterminer, dans un contexte planétaire, les besoins réels, et les possibilités de les satisfaire. Programme ambitieux, certes. Utopique, sans doute. Mais ce n'est qu'en partant d'une vision globale qu'on gagne les guerres. Or, jusqu'à présent, ici comme ailleurs, on a délibérément ignoré la stratégie pour ne s'occuper que de tactique, voire de tactiques. Et encore : de tactiques à la petite semaine. Qui a, par exemple, recommandé la grève des dépôts bancaires, le refus de changer de voiture avant d'avoir couvert au moins 100 000 kilomètres, l'achat de produits ne faisant l'objet d'aucune publicité ? Personne. François LOURBET

ECOACTUALITES

REVUE DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Suite de la page 26

Un moteur propre et silencieux ? On sait que la firme Honda vient de mettre au point un moteur à « charge stratifiée », réputé propre dans la mesure où la combustion de l'essence y est beaucoup plus complète, ce qui réduit considérablement les émissions d'oxyde de carbone. Ce moteur émet également beaucoup moins d'oxyde d'azote (*la Recherche*, juillet-août 1973). Cependant, un autre moteur propre, complètement différent des moteurs à explosion conventionnels, fait l'objet d'études poussées aux Etats-Unis (G. Walker, *Scientific American*, août 1973) : il s'agit du moteur Stirling. Son invention n'est pas récente puisqu'elle remonte à 1816. Son fonctionnement repose sur des compressions, détentes, échauffements et refroidissements successifs d'un gaz quelconque (l'air convient très bien) et nécessite la présence d'une source de chaleur et d'un système de refroidissement extérieurs. Puisque la combustion est externe, elle peut être très complète et les émissions d'oxyde de carbone et d'oxyde d'azote sont nulles. Comme il ne comporte aucune soupape et qu'il n'utilise pas d'explosions pour fonctionner, ce moteur est extrêmement silencieux. Ses performances sont comparables à celles des moteurs classiques. Mais la suprématie économique du moteur à explosion est telle que l'on peut s'attendre à ce que beaucoup d'eau passe sous les ponts avant que le moteur Stirling ne fasse son apparition sur des véhicules de série.

Un nouveau débouché pour le pétrole. Certains micro-organismes (bactéries, levures) sont susceptibles d'utiliser les paraffines ou le gasoil comme source de carbone et d'énergie pour la synthèse de leurs protéines. Les compagnies pétrolières (en particulier la B.P. à Lavera) s'intéressent de près à la possibilité de produire ainsi des protéines alimentaires destinées, dans un premier temps, au bétail et, par la suite, aux hommes. Leur coût serait très inférieur à celui du soja par exemple. D'autre part (ô miracle !) le fuel débarrassé de ses paraffines par cette mé-

thode voit sa valeur marchande augmenter de manière appréciable. (*Le Courrier du C.N.R.S.*, juillet 1973.)

Des oiseaux duettistes. Certains oiseaux tropicaux chantent en duo et la précision de leur chant est remarquable. Ce comportement est caractéristique des espèces qui, vivant dans une végétation très dense, doivent maintenir une communication étroite alors qu'il est difficile à deux individus de rester en vue l'un de l'autre. Le duo remplit cette fonction. Il semble même que certains oiseaux puissent, à l'intérieur d'une même espèce, se reconnaître à l'aide de leur chant. (*Scientific American*, août 1973.)

Contrôle des naissances chez la mouche tsé-tsé. Il existe maintenant des moyens biologiques de lutte contre certains insectes qui transmettent des maladies aux hommes ou au bétail. Dans le cas de la mouche tsé-tsé, la meilleure méthode consiste à stériliser des mâles en laboratoire, puis à les lâcher sur les territoires à traiter. Comme le taux de croissance des populations de tsé-tsé est assez faible, il en résulte une baisse considérable du nombre de ces insectes. (*Nature*, 27 juillet 1973.)

I.T.T. et la qualité de la vie. La compagnie multinationale I.T.T. (dont on connaît le rôle dans l'histoire chilienne) a fait paraître dans la revue américaine *Scientific American* un placard publicitaire constitué d'une

photographie représentant une famille américaine apparemment satisfaite de son sort, assortie d'un texte dont voici quelques extraits : « Les profits des entreprises sont-ils excessifs ? En fait, non. (...) Autrefois, certains ont prétendu que les profits étaient énormes, injustifiés, et même immoraux. Il n'en est pas ainsi. Déduction faite des impôts, les profits représentent en moyenne 4 cents sur chaque dollar de ventes, et non pas 28 cents comme il semble que l'opinion publique le croit aujourd'hui. Les profits rendent possibles les loisirs, l'art, le sport, les avantages sociaux, les programmes gouvernementaux d'habitations à bon marché, l'aide aux pays étrangers, la lutte contre le cancer. Ils permettent aux entreprises d'accumuler les surplus monétaires dans les périodes fastes, de sorte qu'elles peuvent traverser les périodes difficiles en maintenant les licenciements et autres remous économiques à leur minimum. Les profits rendent possibles la création de nouvelles entreprises et, par là, celle de nouveaux emplois. Quatre-vingts millions d'Américains doivent leur indépendance au profit (...). Si les entreprises ne pouvaient pas faire de profits, nous devrions tous travailler beaucoup plus longtemps et beaucoup plus dur pour satisfaire aux exigences quotidiennes de la vie. Sans compter qu'il faudrait alors se passer des longs week-ends, des congés de maladie et des

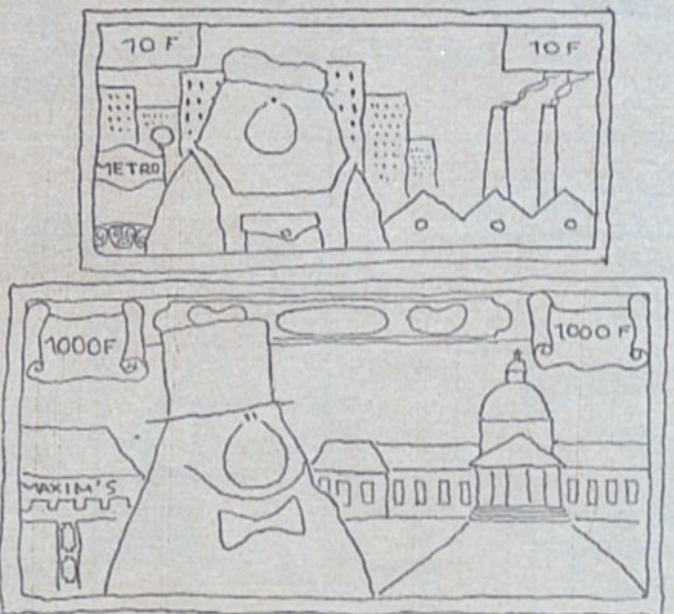
retraites. C'est aussi simple que cela. »

Top secret. La constitution de banques de données diverses fait, dès à présent, courir à chacun d'entre nous le danger de retrouver son passé, ses opinions, etc., sous forme d'une série d'impulsions enregistrées sur une bande magnétique. Pour l'instant, il est impossible au commun des mortels de se protéger contre les tentatives qui pourraient être faites en ce sens. Mais les militaires et les diplomates, qui tiennent à conserver leurs secrets, sont dès maintenant en mesure de coder les informations ou les messages qu'ils souhaitent introduire dans la mémoire de leurs ordinateurs. Les codes utilisés défont toutes les tentatives de traduction. Par exemple, après avoir traduit l'information en langage binaire, l'ordinateur peut lui ajouter au hasard des 0 et des 1. Pour lire le message ainsi codé, il faut avoir en sa possession la liste des chiffres ajoutés. Ce procédé est efficace ; il est couramment utilisé pour transmettre et stocker les messages « top secrets ». Des codages plus élaborés sont à l'étude ; l'informatique a un bel avenir devant elle. (*Scientific American*, mai 1973.)

De la manière de porter les bébés. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il semble que si les mères portent le plus souvent leurs enfants à l'aide de leur bras gauche, ce n'est pas afin de libérer leur main droite : les gauchères utilisent en effet leur bras gauche aussi souvent que les droititières. La raison de ce comportement serait que les battements du cœur ont un effet apaisant sur les enfants. (*Scientific American*, mai 1973.)

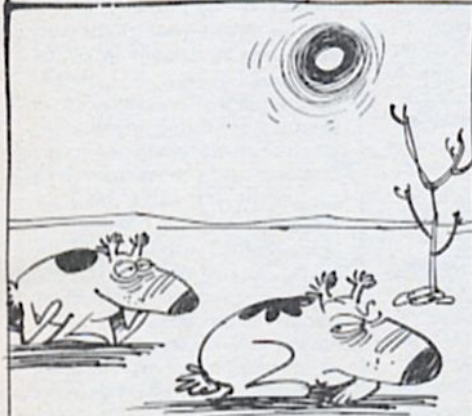
LE DEBAT SUR LA CROISSANCE

Trois millions d'exemplaires vendus dans le monde du rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance, dont 400 000 en Hollande, soit un pour dix habitants, 350 000 en Allemagne, 30 000 seulement en France (Fayard éd.), où la critique, marxiste en particulier, mais aussi bien chrétienne, se trouve mal à l'aise devant la notion de *Limites* que la réflexion écologique impose à l'expansion de l'homme. *Suite page 52*

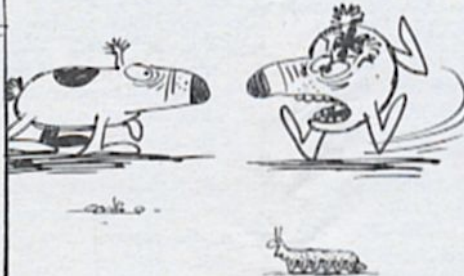


Marol

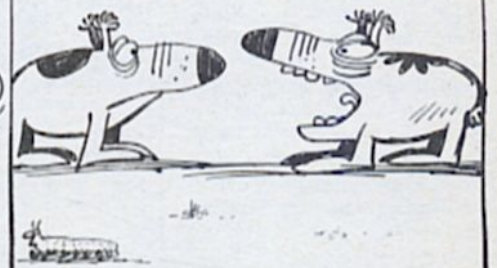
ENNUI,
ENNUI PROFOND,
INSONDABLE ENNUI ...



NON!



J'EN AI ASSEZ
ASSEZ
ASSEZ!



TU N'AS JAMAIS
LE MOINDRE SOUCI
DE MES SENTIMENTS...
TU ES PIRE QU'UNE
BÊTE!



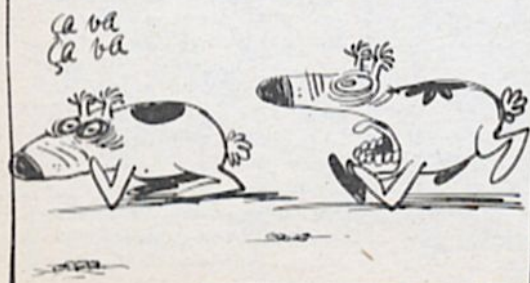
JE NE SUIS
QU'UNE MACHINE
À REPRODUIRE,
À TES YEUX...



... ALORS QUE
JE ME SENS COMME
UN STRADIVARIUS
PRÊT À CHANTER
SOUS UN ARCHET
HABILE



ET C'EST POUR ÇA
QUE TU ME RÉVEILLES...
... EN PLEIN AU MILIEU
D'UN RÊVE ÉROTIQUE!

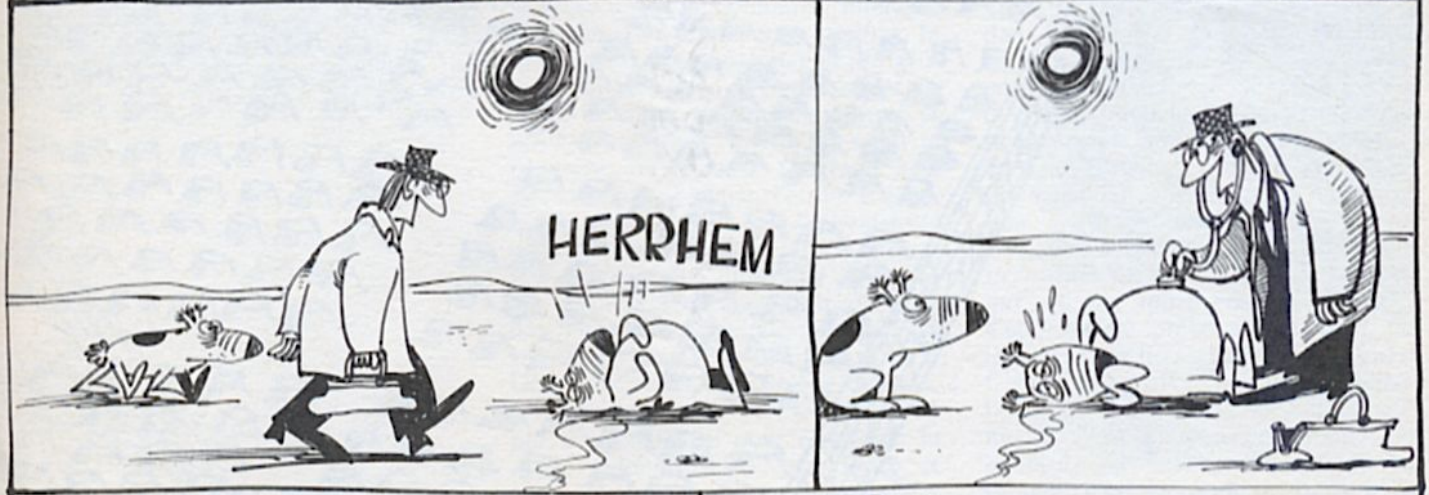


GNÏÏÏ

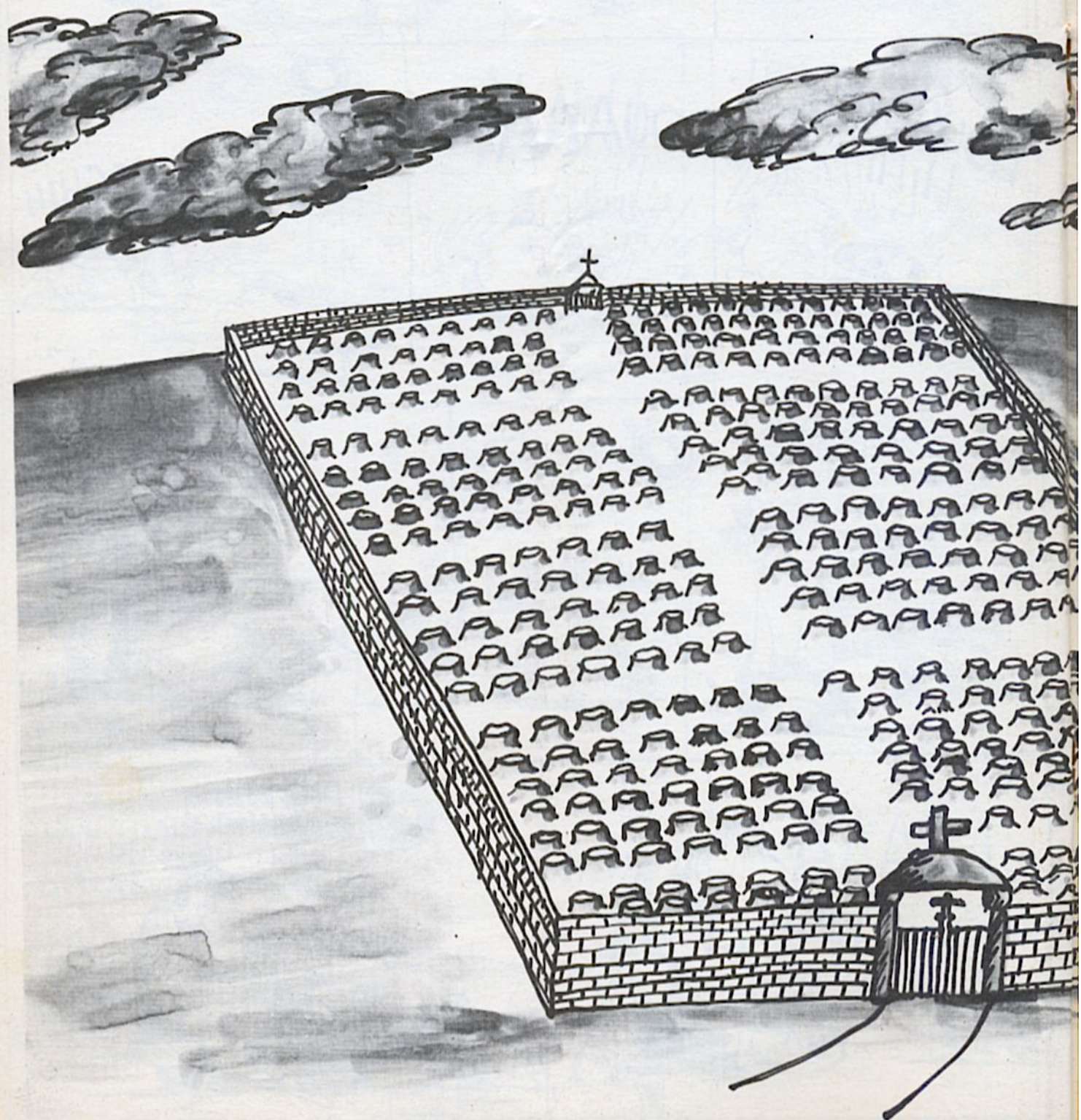


AAAAA



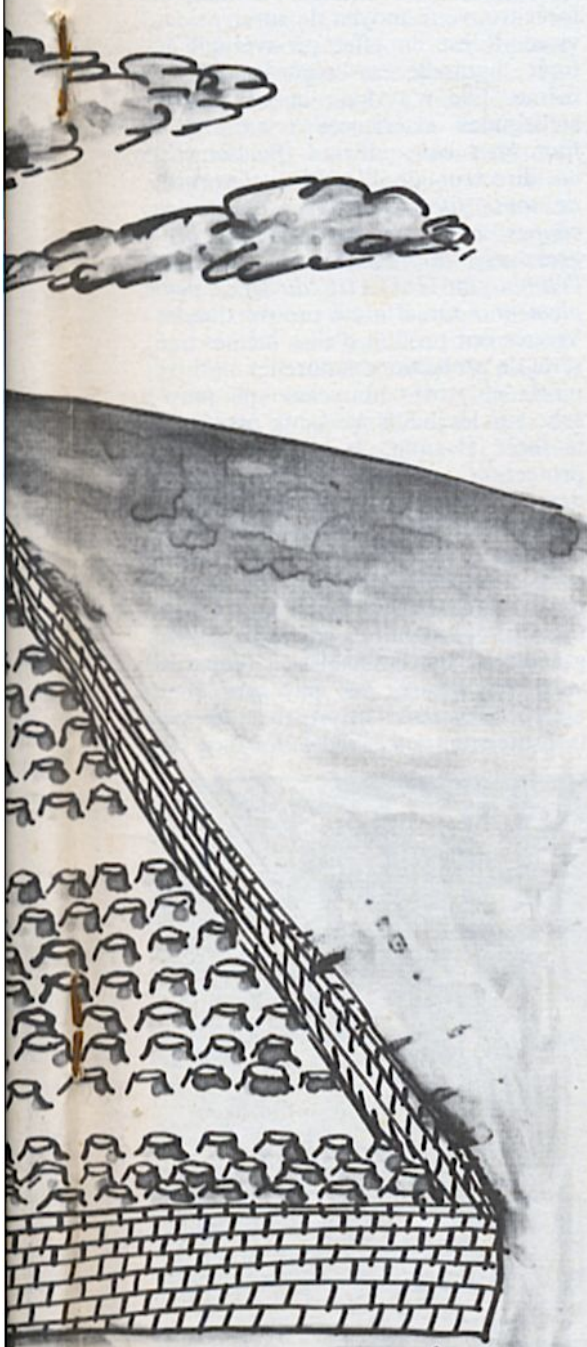


LE DOSSIER NOIR DE I



LA FORÊT FRANÇAISE

Le massacre de Châteauneuf Le cas Fontainebleau L'O.N.F. en accusation L'O.N.F. se défend



La forêt aujourd'hui n'a que faire de phrases ou de mots pour résumer les problèmes qui la tuent. Une lettre seule suffit, un F... F comme forêt, France, fric, fonctionnaires, finances, feux, fin. Fin prochaine : partout, la forêt meurt, flambe, s'habille de grillages, pousse dans le rang, se met au garde à vous devant ingénieurs et promoteurs. Pour la noyer, selon le proverbe, on l'accuse de grand âge. On la coupe à blanc, l'étrille d'autoroutes pour la rajeunir, de résidences pour la fleurir, et les arbres centenaires n'ont plus qu'à plier branchages : une nouvelle race doit, dit l'Office national des forêts (voir l'encadré en page 39) leur succéder.

Une race belle, docile, productive. La consigne de l'Office, créé en 1965 par Edgar Pisani pour remplacer la vieille administration des Eaux et Forêts, ne comporte aucune ambiguïté : « Il faut créer dans tous les domaines une obsession de la productivité. »

De ce point de vue, un arbre doit donc être considéré comme un légume vert, la forêt comme une usine à rendement immédiat, total, et surtout pas déficitaire. Les pertes seront pour l'homme, donc peu importe. Qu'il ne respire plus, on s'en moque. Qu'il perde tout son oxygène, on en sourit. « Vous n'y comprenez rien, ce n'est pas si simple », dit-on en haut lieu. Pourtant, comprendre, on aimerait. On voudrait, par exemple, savoir pourquoi, sur les 100 000 hectares de la forêt du Morvan, plus de 20 000 ont été rasés, pourquoi la forêt de

Vandenesse, près de Saint-Honoré-les-Bains, n'existe plus, pourquoi, du côté de Brest, les bulldozers d'une entreprise du Morbihan ont brusquement ouvert une brèche géante dans le boisement, pourquoi la forêt de l'île d'Oléron risque bien de se muer en site résidentiel, avec parkings et clairières modèles. Le porte-parole d'une société immobilière de Verneuil, dans les Yvelines, a donné l'an passé un saisissant raccourci de la situation : « Il est faux de dire qu'on supprime la forêt. D'un massif forestier médiocre, nous ferons un parc, ce qui est tout autre chose. » En effet. Cette société prévoyait en 1971 un logement par hectare dérobé à la forêt. Celle-ci couvrant à l'origine 1 300 hectares, on a 1 300 ha = 1 300 logements. C'est clair, net, révoltant : on déboise par intérêt, et quand on reboise, c'est en dépit du bon sens. Comme si l'on voulait à tout prix détruire ce que la nature a mis si longtemps à créer.

En effet, les forêts couvrent (couvraient) environ 33 % de la surface des terres émergées. Outre le fait qu'elles dégagent selon leur nature de 1,1 à 11 tonnes d'oxygène par jour et par km², elles jouent un rôle essentiel dans l'écosystème terrestre. Rôle que lui disputent les ingénieurs de l'O.N.F., dont la bonne volonté agit surtout comme une bonne conscience : l'Office ne pouvant, semble-t-il, totalement échapper à l'empire de certains intérêts privés, du fait même de sa composition, il lui devient difficile de ne pas accumuler les contrevérités. Par ►

MAJA

Les marchands de bois jouent souvent un rôle politique important

conséquent, fin du dialogue. A l'O.N.F., les portes se ferment et certains journaux parisiens ont reçu ordre de silence, notamment à propos des coupes rases. Pire : en 1972, le professeur C. Jacquot, ex-conservateur des Eaux et Forêts, est interviewé pour l'émission *la France défigurée*. Le jour de la diffusion de l'émission, le nom du professeur figure bien au générique, mais son interview-protestation y est mystérieusement escamotée. « *C'est normal*, note le professeur Jacquot, *l'Office national des forêts, qui est officiellement un organisme à caractère industriel et commercial, a entrepris à ce titre de tirer de la forêt française le plus d'argent possible.* » Et le plus rapidement possible, aussi, cela va de soi. Rentabiliser, fructifier, profiter, cela seul compte. On écoute les administrations, on écarte les protestations des biologistes. On cultive les sols libérés par l'abattage des arbres (c'est surtout vrai pour les pays en voie de sous-développement), on exploite le bois, on fait des coupes rases : « *C'est nécessaire, si l'on veut rénover des peuplements trop vieux, laissés à l'abandon depuis Colbert.* » Mauvaise excuse : l'Office national des forêts a calculé en fait qu'un hectare de forêt de feuillus médiocres ne rapporte que 35 F par an, alors que le même hectare planté d'épicéas rapporte 700 F. Cette opération fait la joie des propriétaires privés, surtout que les résineux produisent plus vite que les feuillus. Pour cette raison, l'Office envisage même d'enserrer prochainement plus de 100 000 hectares. Papetiers et hauts fonctionnaires de l'Office pratiquent la même politique économique à courte vue : on n'est même pas sûr d'avoir toujours besoin d'autant de pépinières pour obtenir du papier dans l'avenir, mais ça ne fait rien. On continue à massacrer les forêts, à planter de menus pins entre des chênes imposants. Il n'y a rien de pire que l'aveuglement naïf des technocrates. Pour comprendre leur orientation dans l'affaire, il faut se souvenir que l'idée d'un Office à caractère industriel et commercial a été lancée par le syndicat des ingénieurs des Eaux et Forêts. Là-dessus, les marchands de bois n'ont pas tardé à réagir. Favorablement. Dans les départements forestiers, en effet, les marchands de bois jouent souvent un rôle politique important. Il n'est pas rare que le patron de l'exploitation forestière d'une commune en soit aussi le maire. Ces

patrons forment un groupe imposant. En 1964, on les a vus faire les couloirs des assemblées parlementaires pour tenter d'exercer des pressions sur l'une ou sur l'autre. « *C'en était indécent* », se rappelle le sénateur Marcel Pellenc, alors rapporteur général du budget à la commission des Finances du Sénat.

L'Office national des forêts apparaît surtout, quant à lui, comme très préoccupé de ne pas mécontenter les exploitants forestiers. Il se garde bien de participer à la transformation des systèmes de production et de commercialisation des bois. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est de rendre encore plus rentable la forêt domaniale. Ce n'est plus d'une gestion qu'il s'agit, mais d'une gérance.

Pratiquant la saine politique du ras-le-bol, le syndicat national unifié des personnels techniques des forêts vient de publier un livre blanc à couverture verte, où se détache une forêt qui a l'air bien vivante. Le titre : *S.O.S. Forêt française*. C'est une condamnation sans appel des activités de l'O.N.F. « *Il n'y a plus d'administration forestière réelle en France* », dit en substance le texte de la brochure. Il faut rendre la forêt aux vrais forestiers pour qu'une surveillance intensive des forêts et espaces verts puisse avoir lieu, pour que les jeunes s'initient aux problèmes de la conservation de la nature. Autre idée, qui paraît simple : nécessité de l'acquisition, par l'Etat, des forêts privées et reconstitution de l'état boisé partout où cela est possible. « *Il faut refuser les clairières abritées par un fin rideau d'arbres, dit le syndicat, les aménagements touristiques ne suffisent plus.* » De toute façon, c'est un problème national. La Champagne se dénude, le littoral Provence-Côte-d'Azur perd chaque année 1 500 hectares de forêt, sans compter les incendies, plus nombreux dans cette région que dans le reste du pays. Incendies dus à des imprudences, à des accidents, mais aussi, assez fréquemment, incendies d'origine criminelle. But : provoquer la vente du bois sur pied, faire baisser le prix des terrains. Les pins brûlent, le tronc ne brûle pas. On est en pleine mafia. Et cette *Main basse sur la forêt* a d'autant plus de facilité à s'étendre que la protection contre ces mêmes incendies est en France très insuffisante. C'est normal : l'O.N.F. réinvestit seulement 13 % des revenus des forêts françaises dans les forêts dites non rentables, c'est-à-dire celles de nos

week-ends. La mise en place de Canadairs en nombre suffisant pour parer à tout incendie n'est pas pour demain : chacun coûte environ 7 millions d'anciens francs (c'est peu si l'on songe qu'un Mirage-IV vaut 11 milliards d'anciens francs).

Quand elle ne brûle pas, quand on ne la transforme pas en champ de manœuvres ou en champs de maïs, la forêt trouve le moyen de survivre. De vivre. Il est en effet prouvé que la forêt naturelle se régénère d'elle-même. Elle n'a donc que faire des sollicitudes extérieures : « *Ce qu'il faut bien voir*, affirme (faussement) un directeur de l'O.N.F., *c'est que, de toute façon, que l'on opère par coupes rases ou par coupes progressives, la régénération entraîne l'élimination TOTALE du vieux peuplement.* » Or, il a été prouvé que les Vosges ont produit d'elles-mêmes une série de protections naturelles : arbres morts et arbres nouveaux qui poussent sur les hauts versants protègent la forêt. Il suffit de supprimer cette protection pour que les bois descendent et aillent en diminuant. Et pour supprimer cette protection, c'est enfantin : trancher le milieu d'un bois par une autoroute (c'est le cas qui menace l'Ouest parisien) [1], en transformer d'autres en carrières de gravillons, ou en sablières (dans la vallée de l'Eure, des paysages sont ainsi massacrés). Un projet de loi sur la protection des espaces boisés a été



Une forêt entamée est une forêt qui entre en agonie

adopté par un récent Conseil des ministres. On en attend les suites avec impatience.

Pour l'instant, la forêt va à la dérive, parmi les différents services d'une administration kafkaïenne qui erre entre le ministère de l'Agriculture, où il n'y a qu'un très modeste service des eaux, l'Office national des forêts qui exécute les directives du ministère, l'école nationale du Génie rural et des Eaux et Forêts (qui ne remplace aucunement l'ancienne école), la recherche forestière, le ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature, dont dépendent chasse, aménagement cynégétique et parcs nationaux, et enfin, les 90 directions départementales de l'Agriculture. Il est clair que l'administration forestière doit changer. Aux Etats-Unis, on est certain que la révolution sera écologique ou ne sera pas. La formule est séduisante, mais elle cache un piège : à quoi servirait en effet de donner à la collectivité la propriété des moyens de production ou d'échange si l'on ne modifie pas le fonctionnement de ces moyens ?

En ce qui concerne la forêt française et les 11 560 000 hectares qu'elle occupe (encore), la lutte doit être menée contre les spéculateurs, promoteurs, lotisseurs qui pensent qu'une habitation en forêt, jouissant par conséquent d'un bon air et d'une belle vue, doit être louée ou vendue à un prix confortable. L'escroquerie consis-

tant à attirer le client dans la nature au moment même où cette nature va disparaître en partie à cause de lui. Et les promoteurs rachètent aux municipalités des surfaces boisées qui doivent être sous peu rasées. C'est ainsi que, sur les bords d'un lac des Landes, la valeur de 100 hectares est brusquement passée de 1 à 30 millions dès qu'on a su qu'il y avait possibilité de construire.

Construire sur du sable : une forêt entamée est une forêt qui entre en agonie. Celle des arbres centenaires est facile à voir arriver : les chênes âgés mettent près de quatre-vingts ans à mourir, et comme les hêtres, mettent deux à trois cents ans avant de devenir adultes. D'ici que les prochains atteignent cet âge-là, il risque bien de n'y avoir plus sur terre aucun arbre pour masquer aux destructeurs la forêt noire de leur dangereuse bêtise. Mais ce sera trop tard.

Michel GRISOLIA

(1) « La forêt domaniale est le lieu privilégié de passage des nouvelles voies, car l'affectation nouvelle des terrains forestiers peut être prononcée à titre gratuit et en réduisant au minimum les formalités administratives. Ainsi un tracé « optimal » d'autoroute traversera le plus possible de forêts domaniales. Telle est la raison du tracé de l'autoroute A86, que certains ont jugé aberrant. Ce tracé est parfaitement logique : il traverse les forêts domaniales de La Malmaison, de Fausse-Repose, de Meudon et de Versailles. » Jean-Marie Doublet.



Rapho

L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

page de publicité du Monde
du 27 octobre 1971

Carte d'identité de l'entreprise

EFFECTIFS

Ingénieurs du génie rural des Eaux et Forêts	208
Ingénieurs des travaux	308
Techniciens forestiers	318
Chefs de district	882
Agents techniques	3 708
Cadres et agents administratifs	1 153
<i>effectifs totaux</i>	<i>6 577</i>

SURFACES GERÉES (en hectares) Métropole :

Forêts domaniales	1 444 000
Terrains domaniaux sur lesquels l'Office assure seulement la mise en œuvre du régime forestier :	
a) séries de restauration des terrains	215 000
b) forêts affectées à divers départements ministériels	18 000
Forêts communales et sectionales	2 355 000
Forêts des autres collectivités	66 000
<i>superficie totale</i>	<i>4 098 000</i>

Départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion :

Forêts domaniales	600
Forêts des collectivités	132 000

VOLUME DE LA PRODUCTION DE BOIS EN 1970 (en millions de mètres cubes)

Forêts domaniales	5
Forêts communales	5,8

RECETTES EN 1970 (PRODUITS DE LA FORET) (en millions de francs)

Forêts domaniales	286
Forêts communales	308
<i>total</i>	<i>594</i>

TRAVAUX

Travaux d'entretien et d'exploitation en forêts domaniales en 1970	63,3
Travaux d'investissements en forêts domaniales	23,9
Travaux sur conventions régées en 1970	58,2

SOLDE CREDITEUR DU COMPTE D'EXPLOITATION BENEFICE APRES IMPOTS ET AVANT VERSEMENT A L'ETAT	121,2 46,4
--	---------------

LE MASSACRE DE CHATEAUNEUF



Ce qui reste de la forêt de Châteauneuf-en-Thymerais (E.-et-L.). Près du village de Criloup, 78 ha de pins furent coupés d'un seul tenant.



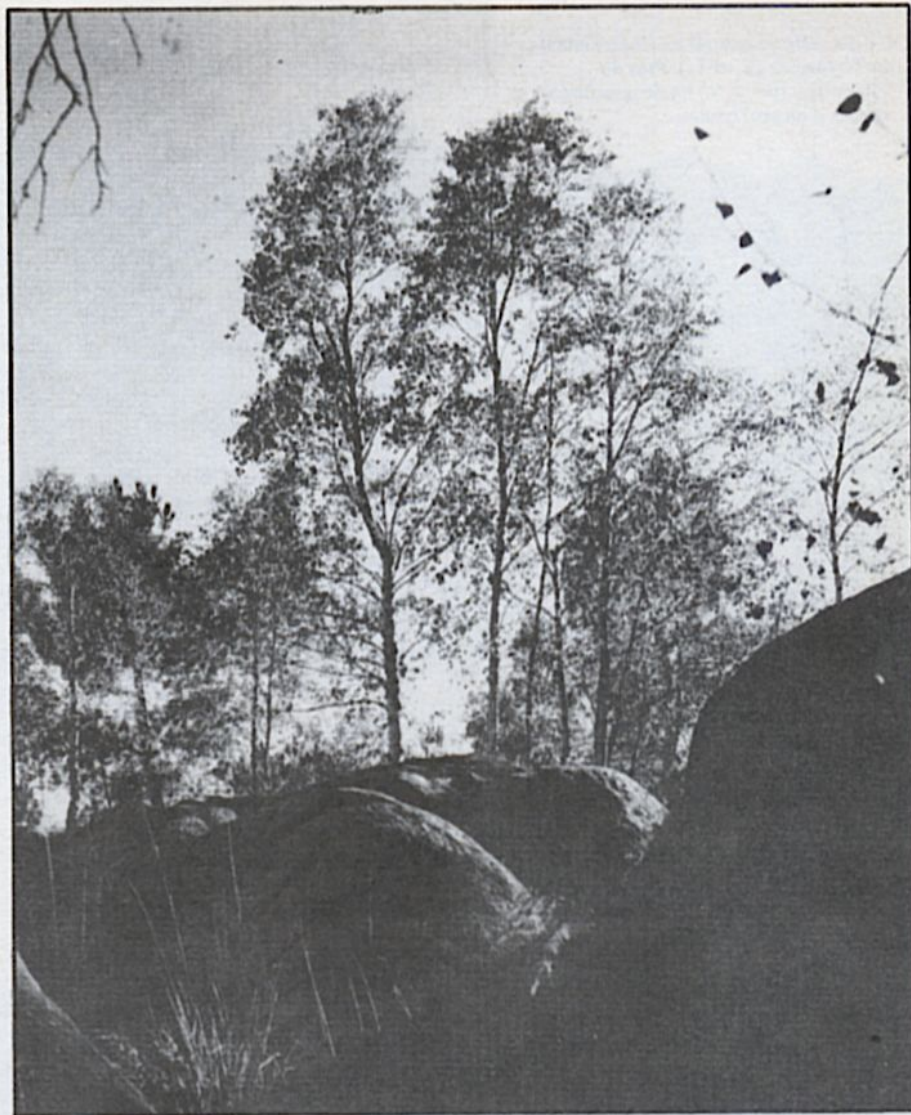
C'était des pins ! Pour justifier ces coupes, l'O.N.F. prétend que la régénération naturelle était impossible. Or, les jeunes pins ont été coupés avec les autres.



Photos Lucien Demesse.

Environs du village de Jaudrais : immense coupe rase d'une surface de 62 ha, exécutée en 1972-1973.





Pitch

LE CAS FONTAINEBLEAU

16 589 hectares, deux millions de visiteurs par an, un havre de paix menacé que frappent les couleurs de l'automne : la forêt domaniale de Fontainebleau. Des chênes majestueux, des hêtres géants, des charmes, des pins, adultes ou tout jeunes. Par terre, un tapis d'aiguilles recouvre le sable en certains endroits. Des chemins, bien entretenus, des panneaux indicateurs vissés au tronc des arbres, des zones de silence aussi, au Franchard ou aux Fays, qui sont réservées aux piétons et aux cavaliers.

En semaine, le chant des oiseaux s'égosille à suivre le rythme nasillard et lancinant des tronçonneuses qui hantent les bois depuis qu'en 1969, le conseil d'administration de l'O.N.F. a subitement déclaré : « Il faut d'urgence rajeunir la forêt de Fontainebleau. » Motif : cette forêt se dégraderait peu à peu par les soins excessifs apportés aux arbres trop vieux ; parce que, également, les coupes de régénération n'auraient pas été exécutées assez rapidement ; parce qu'enfin, la forêt de Fontainebleau serait entièrement artificielle et que depuis l'époque où elle a été plantée par Colbert, elle serait vouée au plus total abandon. Emoi dans la com-

mune, protestations, lettres ouvertes. Rien n'y fit. La cure a commencé par un replantage de 9 000 hectares de jeunes sujets, hêtres et chênes en ce qui concerne les parties calcaires de la forêt, résineux pour les secteurs pauvres. Par endroits, la forêt ressemble à une pinède du midi, clairsemée, avec des scies à la place des cigales.

Depuis longtemps, on demande que la forêt soit protégée par un classement. Le projet, adopté par le Parlement, devait aboutir lorsque éclata la Première Guerre mondiale. « Il en faudrait une troisième pour tout remettre en ordre », dit un vieux Bellifontain qui promène son corniaud. Disons que, par instants, on a l'impression que des chars d'assaut ont couché la forêt sur le flanc. Au Bas-Bréau, à La Tillaie, à La Vente-des-Charmes, c'est le désert. Les futaies ne demeurent que dans le souvenir des privilégiés. Aujourd'hui, en rang d'oignons, de chétives plantations de chênes montent une garde absurde : dans trois cents ans, ils seront grands et beaux, ou alors la terre sera comme dans les romans de science-fiction : plane, lisse, sinistre. Entre le Grand-Veneur et le car-

refour de l'Épine, une équipe de l'O.N.F. travaille. « On régénère. Ce sont les ordres. »

Refrain connu : je régénère, tu régénères, ça dégénère. Au croisement de la Route-Ronde et de la route de la Plaine de la Haute-Borne, il y avait un chêne immense et bien portant. Il a disparu. « Les chênes de plus de cent ans ne donnent plus de glands fertiles » affirme l'Office national. Encore un mensonge. Une triste vérité par contre : les centaines d'arbres débités en stères, alignés au cordeau qui viennent ajouter leurs cadavres immenses aux morts du week-end. Et sur les routes nationales qui trouent la forêt, l'essence a remplacé les essences forestières (alisiers, érables, génévriers).

Au carrefour du Cabinet-Monseigneur, des enfants s'amuse. Sur un terrain chauve que leurs parents ont connu hérissé de chênes. Le sol a l'air d'une peau arrachée. Un bulldozer s'y est fait les dents. Un de plus. Dans cinquante ans, on pourra organiser des courses de bulldozers, la place ne manquera pas. On formera des équipes : Fontainebleau d'un côté, Avon de l'autre. En effet, le projet d'un nouveau district pour Fontainebleau vient d'être lancé. Il grouperait Fontainebleau, Bois-le-Roi (dont la forêt semble elle aussi menacée), Samois, Samoreau, Vulaines. « Le but est de regrouper l'ensemble des communes situées dans la partie la plus touristique de la forêt de Fontainebleau », soutiennent les autorités. Comme trois communes sur sept ne sont pas concernées par la forêt, on pense tout de suite à d'autres raisons : des opérations immobilières par exemple. Le projet de zone de loisirs de Bois-le-Roi entraînerait la construction de six cents logements. « Il n'y a rien à craindre, on ne touchera pas les zones boisées. » On veut endormir les gens. Chloroforme contre chlorophylle. Le temps de l'éveil est venu, cependant. La forêt est un bien national, la pollution, un fléau qui l'est tout autant. Ne plus pouvoir oublier quelques instants la seconde dans la première serait intolérable. Comme des bêtes, les arbres, au Grand-Foutreau, portent déjà les marques de leur inéluctable abattage. Pour que le troupeau ne s'agrandisse pas, pour sauver les cerfs, les derniers sangliers, les oiseaux (au moment où les enfants creusent des abris pour les nids, les services forestiers détruisent par le feu les « chandelles » creuses des chênes), les quelque 5 500 espèces de plantes de la forêt de Fontainebleau, pour que la coupe à blanc cesse ses méfaits, des scientifiques et des spécialistes ont adressé au président de la République et au ministre de la Protection de la nature et de

l'Environnement un mémoire indigné. C'est en 1970, année consacrée, chacun le sait, à la protection de la nature française que l'extermination de la forêt de Fontainebleau a commencé, réduisant ainsi peu à peu à néant toutes les recherches, toutes les études entreprises dans le massif depuis l'an 1653 où le botaniste Morison établissait l'inventaire botanique de la forêt. On a d'un seul coup nié les plantations effectuées au début du XVIII^e siècle sur les terrains défavorables aux essences spontanées de la région (chênes, hêtres, charmes), et là où les terrains ne portaient que des formations très clairsemées : bouleaux épars (ils le sont de plus en plus, vers le carrefour de Diane, par exemple), jeunes chênes. Résultat : aujourd'hui, les coupes rases sur feuillus se révèlent désastreuses. « C'est une question de lumière », a expliqué le professeur Jacquot au cours d'une de ses conférences. Pendant les premières années de la pousse d'un chêne, observe-t-on dans la partie de la forêt de Fontainebleau où justement, on laisse les arbres pousser pour les observer, l'éclaircissement optimum doit varier entre 30 et 50 %. Sur les coupes rases, cet éclaircissement est de 100 % depuis le début. De plus, les arbres ainsi plantés sont trop distants les uns des autres. Ils s'élaguent mal et donnent des bois trop noueux. A l'est de la route de Sens, c'est flagrant. Lorsqu'on quitte les chemins de sable gris plantés de centaines de bouteilles en plastique abandonnées par des gens qui, sans doute,



Pitch

craignent la pollution comme tout le monde, la forêt est malingre, éparse. Elle a l'air de vouloir s'écarter. D'être elle-même son propre bourreau.

Bien sûr, la forêt de Fontainebleau, comme les autres, a une vocation technique. Mais elle en a d'autres, que l'O.N.F. s'ingénie à oublier par ses plantations mécaniques. « Pour gérer les parcs nationaux et régionaux » écrit l'ingénieur-chef A. K. Iablokoff, « il faut un corps spécial d'officiers forestiers comme en possédait l'Ecole nationale des eaux et forêts de Nancy. Les confier à un office du type de l'O.N.F. équivaut à faire gérer les monuments historiques par des carriers, ou de confier la garde d'un troupeau de brebis à des loups affamés (1). A Fontainebleau, les loups ont commencé à dévorer. Si l'on n'y met bon ordre, il ne restera plus de naturel dans la région que l'unique cygne du parc.

M. G. ▶

(1) L'entomologiste, juin 1972.



Pitch

BIBLIOGRAPHIE

Professeur Jacquot : l'Aveu, le Télégramme de Seine-et-Marne, septembre 1972 ; la Forêt massacrée, le Télégramme de Seine-et-Marne, novembre 1972.

S.O.S. Forêt française, livre blanc présenté par le syndicat national unifié des personnels techniques des forêts (C.F.D.T.). Adresses : S.N.U.P.T.E., 21380 Messigny, tél. : 36-87-11. 58, rue Calmette, Les Metz, 78350 Jouy-en-Josas, tél. : 946-26-14.

Politique-Hebdo, 21 décembre 1972.

J. Chassain et G. Ruter : l'Extermination de la forêt française : l'exemple de la forêt de Fontainebleau, l'Entomologiste (45 bis, rue Buffon, Paris) : n^{os} 1-2, mai 1972.

A. K. Iablokoff : les Réserves biologiques : un nouveau cri d'alarme, l'Entomologiste, n^o 3, juin 1972. — les Causes profondes de la désastreuse gestion des forêts françaises, le Télégramme de Seine-et-Marne, octobre 1972. — l'Assassinat de la forêt française : après les protestations, la colère, le Télégramme de Seine-et-Marne, février 1973.

L'O.N.F. EN ACCUSATION

Le défilé des témoins

« Les vraies causes de la désastreuse gestion des forêts de France se résument à deux phénomènes principaux :

- 1 - L'intervention des intérêts privés dans le domaine de l'Etat.
- 2 - L'enseignement absurde et criminel, dispensé aux futurs forestiers, enseignement qui n'est peut-être pas sans avoir subi des pressions extérieures. »

A. K. Iablokoff,
docteur de l'Université de Paris,
dans le *Télégramme de Seine-et-Marne*,
octobre 1972

« La politique actuelle de l'Office national des forêts n'est que l'application d'un plan de pillage du patrimoine forestier de la France, dont la réforme Pisani était la condition préalable. »

M. le professeur C. Jacquot,
conservateur des Eaux et Forêts,
membre de l'Académie d'agriculture
de France, dans le *Télégramme
de Seine-et-Marne*, septembre 1972

« La forêt est devenue un outil économique de la nation, ce qui implique qu'elle doit être gérée comme un champ de petits pois ou de tomates, à partir de cette certitude selon laquelle, si on investit en forêt, on peut y gagner de l'argent. »

M. Cointat, (alors)
ministre de l'Agriculture,
Nancy, le 16 juin 1972

« En défendant la nature, l'homme défend l'homme ; il satisfait à l'instinct de conservation de l'espèce. Les innombrables agressions dont il se rend coupable envers le milieu naturel — envers l'environnement — ne vont pas sans avoir des conséquences funestes pour sa santé et pour l'intégrité de son patrimoine héréditaire. »

Jean Rostand

L'Office est composé de 22 membres, de 2 représentants du ministre de l'Agriculture, des *financiers*, des *administrateurs*, des fonctionnaires. Une chance sur trois qu'il y ait un membre compétent en la matière à l'intérieur de l'Office.

Extrait de l'émission
Le Monde contemporain,
novembre 1972

« Toute forêt est un complexe biologique sans cesse à la recherche de son équilibre. Ce ne sont pas seulement des arbres, mais des plantes herbacées, des champignons, des bactéries, des animaux grands et petits, du cerf au plus minuscule coléoptère, le tout dépendant d'un sol et d'un sous-sol. »

Henri Viaux,
Touring Club de France
n° 841, octobre 1972

En forêt d'Armainvilliers (Seine-et-Marne), le baron Guy de Rothschild possède une propriété d'une superficie de 2 800 ha ; il veut garder son château, et, autour, 600 ha environ d'espaces boisés, le reste devant permettre de construire 6 200 logements.

L'Humanité du 25 juin 1971

A Plaisir (Yvelines), Péchiney et une autre société veulent construire des bureaux et 2 800 maisons individuelles sur le domaine de Pontchartrain et dans les bois de Sainte-Apolline.

L'Humanité du 25 juin 1971

« Les bois ne sont pas comme les autres héritages, car ils sont de droit public *sed juris publici* et les propriétaires ne peuvent en disposer au préjudice de l'intérêt commun. »

Gallon, juriste. 1725

PRIERE DE LA FORET, conte chinois
Homme !

Je suis la chaleur de ton foyer
par les froides nuits d'hiver, l'ombrage
ami lorsque brûle le soleil d'été,

Je suis la charpente de ta maison,
la planche de ta table,

Je suis le lit dans lequel tu dors
et le bois dont tu fais tes rames,

Je suis le manche de ta houe et la
porte de ton enclos,

Je suis le bois de ton berceau
et de ton cercueil.

Ecoute ma prière : ne me détruis
pas !

cité dans *l'Entomologiste*,
n° 1-2, 1972

« Je n'ai pas la manie des sites.
De tout temps, les hommes ont
recherché la compagnie des arbres.
C'est là qu'il faut construire. »

M. Albin Chalandon

« Puisque les coupes sont indispensables à la culture de la forêt, on ne voit pas pourquoi on n'en profiterait pas justement pour que leurs produits satisfassent les besoins des hommes ; et pourquoi on n'aménagerait pas cette récolte de façon à procurer à l'industrie nationale de quoi satisfaire sa demande. »

M. Delaballe,
directeur de l'O.N.F.,
dans *Politique-hebdo*,
21 décembre 1972

« L'Office national des forêts sera une usine à bois, alors que les Eaux et Forêts remplissent et doivent d'abord remplir des missions de service public. »

René Pléven,
S.O.S. Forêt française,
livre blanc présenté par le
syndicat national unifié des
personnels techniques des forêts
(C.F.D.T.)

Nous avons noué le dialogue avec M. Christian Delaballe, directeur général de l'Office national des Forêts. Se contentant aujourd'hui d'opposer certaines citations aux nôtres, il hésite visiblement à s'engager dans le débat.

Signalez-nous tous les déboisements anormaux que vous connaissez (avec preuves et photos à l'appui), nous publierons vos informations, nous les communiquerons à M. Delaballe... et nous attendrons ses réponses.

La réponse de son directeur général, Christian Delaballe

Le Sauvage a pris pour cible l'Office national des forêts en rassemblant tout ce qu'il a pu trouver pour faire croire que les forestiers, dont la vocation est de protéger et de sauver les forêts, les massacraient. A sa décharge, il faut rendre hommage à la courtoisie de *Le Sauvage* puisqu'il a eu l'attention d'adresser ce pamphlet avant sa publication au directeur général de l'Office et de lui offrir ses colonnes.

Le Sauvage, étayant ses développements de nombreuses citations, voici simplement, plutôt qu'une longue réponse, quelques autres citations. Certaines sont prises dans *le Sauvage* d'aujourd'hui même. Les autres sont des documents publiés bien antérieurement à la date où paraîtra le présent numéro. On ne pourra pas dire qu'ils ont été fabriqués pour les besoins de la cause... Merci donc au *Sauvage* d'accepter de les livrer à ses lecteurs.

Christian Delaballe,
directeur général de l'Office national des forêts

QUELQUES CITATIONS EN GUISE DE REPONSE

« La forêt comme une usine, à rendement immédiat, total, et surtout pas déficitaire... L'Office a entrepris de tirer de la forêt le plus d'argent possible. »

Le Sauvage,
octobre 1973.

« Retenir le profit comme critère de gestion dans un établissement public comme l'Office national des forêts conduirait sûrement à une dégradation du service public qui lui est confié. »

Déclaration du président
du conseil d'administration et du directeur
général de l'Office national des forêts.
Rapport au Parlement sur la gestion de 1969.

« Cadré par des aménagements qui n'ont qu'un seul but, celui de la pérennité et de l'avenir de la forêt, l'Office national des forêts est beaucoup plus soucieux de cet avenir, cela va de soi, que des ressources immédiates susceptibles d'être tirées de ce patrimoine. »

Présentation de l'activité
de l'Office en 1972.
Procès-verbal du conseil d'administration
du 26 juin 1973.

« On continue à massacrer les forêts, à planter de menus pins entre des chênes imposants. » (!)

Le Sauvage,
octobre 1973.

« Partout où le feuillu de qualité réussit, le maintenir. Partout où il peut réussir, l'établir. Un exemple : la forêt domaniale de la zone rouge de Verdun — 10 000 hectares, — actuellement peuplée de pins noirs, va être transformée en hêtre. Partout où le feuillu est un élément de paysage, lié à l'histoire, élément essentiel du capital touristique d'une région, même si techniquement et économiquement il devrait être condamné, il sera maintenu. »

Feuillus ou résineux... la réponse
de l'Office national des forêts.
Plaquette diffusée à tous les agents de l'Office
et au public, mars 1970.

« Le Syndicat national unifié des personnels techniques des forêts vient de publier un livre blanc... C'est la condamnation sans appel des activités de l'Office national des forêts. »

Le Sauvage,
octobre 1973.

« Nous ne pensons pas, quant à nous, que l'Office national des forêts a causé du tort à la forêt française. Nous avons bien cherché et n'avons trouvé aucune preuve valable de cette accusation. Par contre, nous avons vu, et nous l'avons vu avec une grande satisfaction, en dépit de la surcharge que cela nous apporte :
— des forêts enfin normalement en voie de renouvellement et d'enrênement ;
— des crédits d'entretien et d'investissement en forêt plus que triplés.

Et cela, nous ne l'avions jamais vu à ce degré. Nous n'avions jamais pu, auparavant, envisager des objectifs avec autant de chances de les atteindre. »

M. Deschaseaux, secrétaire général
du S.N.I.T.E.F., Unité forestière.
Organe officiel du groupement des syndicats
des personnels forestiers français,
n° 65, juin-juillet 1973.

« Pour la noyer (la forêt)... on l'étrille d'autoroutes. »

Le Sauvage,
octobre 1973.

« L'autoroute est comme un corps étranger introduit dans un organisme vivant. En France, le jour n'est pas encore venu — mais il viendra peut-être plus tôt que vous ne le pensez — où une telle création donnera lieu de la part des pouvoirs publics à un « phénomène de rejet automatique. »

« Nous pensons, nous les forestiers — par définition protecteurs de la forêt —, que nous devons, par notre attitude et notre détermination, hâter la venue d'un tel jour en ne ménageant rien pour qu'aucune atteinte ne soit portée à l'intégralité de la forêt. »

Philippe Hatt, directeur régional
de l'Office national des forêts ;
Louis Bourgenot, directeur technique
de l'Office national des forêts.
Bulletin d'information n° 25, janvier 1973.

SUR LA FORET DE FONTAINEBLEAU

« Pour vouloir trop conserver, on arrive à une ruine certaine. Il est vrai que la décrépitude d'une forêt marche lentement et que, lorsque la ruine apparaît, les imprévoyants amis d'aujourd'hui ne seront plus. »

Déclaration sur la forêt de Fontainebleau
faite à la Chambre des députés en 1877
par le directeur de l'administration
des Eaux et Forêts.

« On exploite aujourd'hui moins qu'hier en forêt de Fontainebleau. Pendant les quinze années précédant la création de l'Office national des forêts, soit de 1951 à 1965, la récolte moyenne a été de 55 000 mètres cubes. De 1966 à 1972, elle n'a été que de 42 500 mètres cubes. Elle tend même à décroître puisque les volumes mis en vente en 1971 et 1972 ont été de 32 500 mètres cubes chaque année. »

« Actuellement, les frais de reconstitution de la forêt de Fontainebleau, sans compter les frais de garderie et de gestion, coûtent à l'Office national des forêts un investissement annuel double du profit de la vente des arbres. Cette désastreuse opération financière est cependant acceptée par l'Office, car celui-ci a la conviction qu'il faillirait à sa tâche s'il léguait à ses successeurs une forêt complètement ruinée. »

M. Mangin d'Ouinice, ingénieur en chef
du Génie rural, des Eaux et des Forêts.
Le Courrier de la nature. Réponse à une
chronique noire, n° 25, 1^{er} trimestre 1965.

EN GUISE DE CONCLUSION

« Le public a besoin d'être informé, de telle sorte que la connaissance et la raison puissent remplacer l'émotivité et la méfiance... »

« Si les émotions prévalent, la forêt est appelée à disparaître. »

Congrès forestier mondial. Motion finale,
Buenos Aires, octobre 1972.

HISTOIRE D'UN ENFANT "DÉBILE"

Pas question de faire ici
le procès global des Instituts Médico-Psychiatriques
mais, par un exemple précis (et peut-être exceptionnel),
de mettre notre société au pied du mur :
nous avons créé cela, alors assumons nos responsabilités.
A l'heure actuelle, ce n'est pas le cas.

Lui, c'est Christian. Brun, les yeux noirs. A neuf ans, il en paraît douze. Pour l'Education nationale, il en a six. Puisqu'il ne sait toujours pas (ou ne veut pas ?) écrire. Impossible de le tolérer dans une classe normale où il empêche les autres de progresser. « *Il n'y a rien à en tirer, dit un jour, excédé, l'instituteur. C'est un instable, un paresseux. Et puis, il perturbe la classe : il se lève sans demander la permission, ou parle quand ce n'est pas son tour...* »

On l'a mis dans une classe de transition ; ce fourre-tout-enfant-à-problèmes, cette passerelle à sens unique... En « transition », l'institutrice a dix-neuf ans. Aucune qualification. Si elle ne réussit pas à imposer la discipline, elle sait qu'elle peut chercher un autre travail. Avec Christian, la tâche n'est pas facile. On lui demande d'écrire : il sort de classe. On l'oblige à rester : il gribouille des injures. Elle a donc préféré abandonner et rechercher auprès d'enfants moins rebelles son salut professionnel. Christian aurait végété là jusqu'à la fin de sa scolarité s'il n'avait eu de

surcroît un assez sale caractère...

Entre un père, petit employé mélancolique qui a plusieurs fois essayé de se trancher la gorge, et une mère, travailleuse, croyante, organisatrice opiniâtre du temps et des loisirs de son fils (musées, concert, théâtre classique, bibliothèque : gavage intellectuel permanent), Christian est plutôt renfermé. A l'école il se défoule : il se montre colérique et violent. Jusqu'au jour où il casse la figure du surveillant général... Mis au ban de l'école, le hors-la-loi en culottes courtes est signalé au dispensaire où il subit des tests psychologiques et psychiatriques. Le diagnostic vient éclairer le mystère de son insoumission : « enfant débile ».

L'estampille médicale l'ayant authentifié comme malade, Christian va dès lors être pris dans l'engrenage psychiatrique, celui de l'anormalité, du pathologique où tout va peu à peu concourir à « l'adapter à l'inadaptation ».

Première difficulté une fois sorti de l'école : trouver un établissement d'accueil approprié. Car les places sont rares — bien des centres ont cha-

que année 500 ou 600 dossiers en attente pour seulement quelques places disponibles ou chères : 900 F par mois de pension si l'établissement est privé. Encore faut-il aussi que l'enfant réponde aux critères d'admission. Après plusieurs mois d'attente à la maison, ponctués par quelques journées de cures ici ou là, Christian est finalement placé en observation dans un centre médico-psychopédagogique (C.M.P.P.) des environs de Paris. « Lieu de déchet », selon l'expression de Françoise Dolto, où se retrouvent unis dans une même ségrégation, délinquants, caractériels, débiles légers, arriérés profonds ou prostitués...

Le personnel y est très nombreux, fortement hiérarchisé : l'éducateur doit rendre compte de sa relation avec l'enfant à son supérieur : l'« éducateur-chef », qui en réfère, à son tour, au « super-éducateur » : le directeur de l'établissement. Médecins pédagogues... Christian se méfie : il les accuse d'être des « royalistes ». Et, alors que précédemment il s'exprimait facilement, il devient totalement

Un enfant des I.M.P.



taciturne. « Il n'est pas rare que ce soit le soignant qui, inconsciemment, bloque le mouvement dialectique qui s'amorce chez le patient, confirme Olivier G..., thérapeute. Puisque le médecin sait ce que le malade a, il n'a pas besoin d'entendre ce qui lui est dit... »

Les préoccupations du pédagogue ne trouvent pas non plus auprès de Christian les consolations souhaitées. Quand l'éducateur se demande quelle est la meilleure méthode pour lui apprendre à écrire et rassemble son arsenal de « trucs », de recettes éducatives, Christian répond par le refus de mettre les pieds dans une salle de classe. Mis en échec par l'enfant, la réplique du professionnel est péremptoire : « inéducable ». Il ne reste alors que deux solutions : l'hôpital de la Salpêtrière ou la maison de débiles. Par chance, entre l'internement officiel et l'internement déguisé, Christian pourra bénéficier du second : il est muté dans un institut médico-pédagogique près de Pontoise, réalisation de prestige créée pour des raisons d'opportunisme électoral.

Un établissement tranquille de réclusion et d'ordre. Principales exigences de la direction : « Que les enfants soient bien propres et bien sages. »

Dès huit heures, spécifie le règlement intérieur de la maison, il importe que le groupe soit correct et puisse être visité par n'importe qui. En conséquence, l'éducatrice est là pour veiller à la tenue des garçons, surveiller leur langage, éviter les cris, les grossièretés. C'est elle aussi qui « donne l'ordre » de commencer à manger, de se lever de table à la fin du repas ; et qui s'emploie à ce qu'il n'y ait pas de gaspillage de pain...

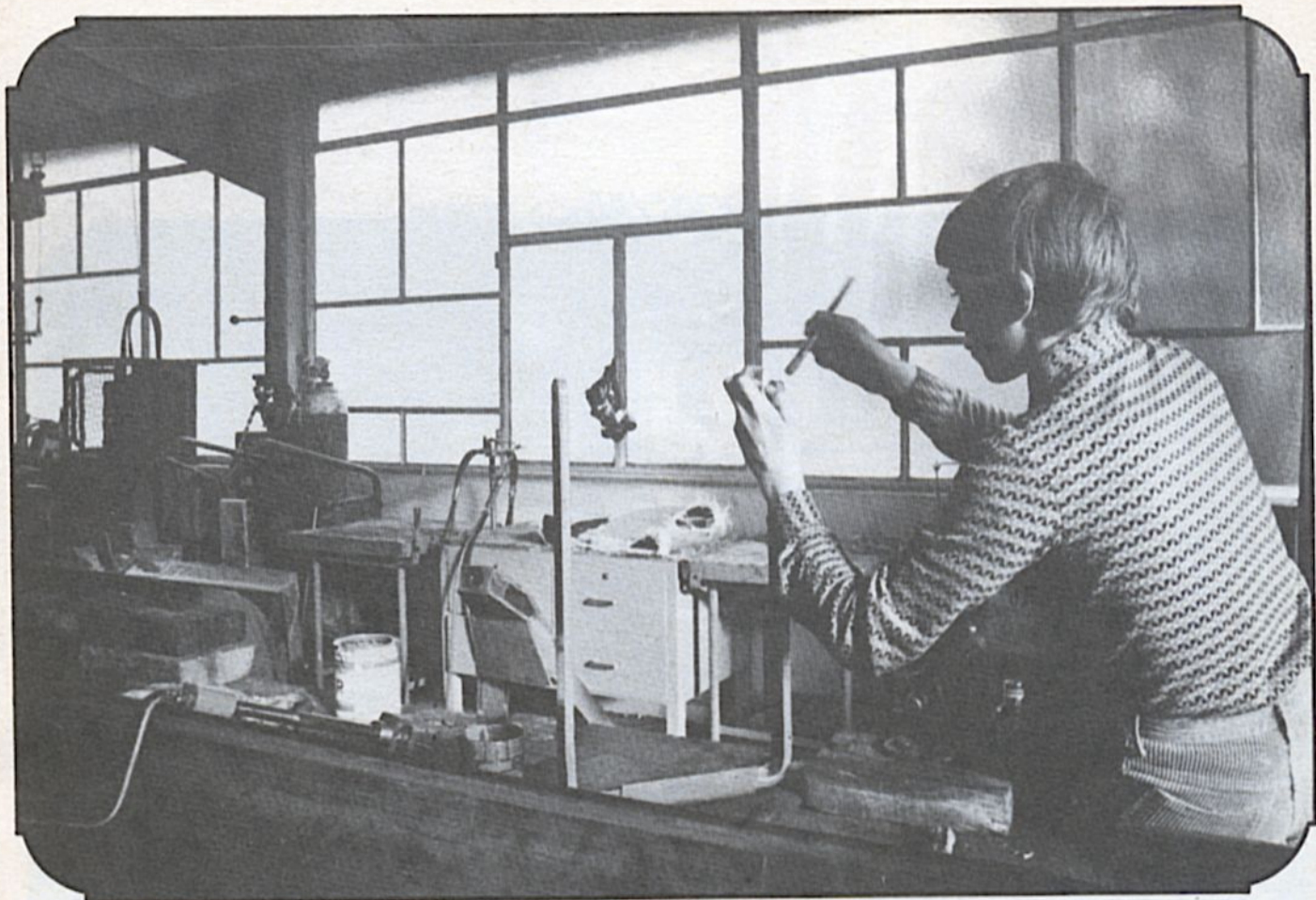
« Les enfants sont des taulards dont nous sommes les gardiens, se plaint Annick T..., trente-cinq ans, éducatrice spécialisée. Et notre rôle s'est même dégradé jusqu'à celui de flic. A aucun moment, les enfants ne peuvent trouver ce dont ils ont besoin : la stabilité et l'écoute qu'ils n'ont encore jamais eues et qui sont les premières raisons de leur placement. »

Plus question ici d'aider l'enfant à se restructurer. Les véritables soins sont délibérément sacrifiés à une

simple formation professionnelle, répressive en raison même de la nature des enfants qui s'y trouvent.

Ainsi les I.M.P. se transforment de plus en plus en sous-C.E.T. On y apprend à respecter les horaires et à suivre les cadences. Dans les ateliers de menuiserie, de métaux, d'horticulture, que les enfants fréquentent de cinq à six heures par jour, les progrès se mesurent à la rentabilité sociale, l'insertion professionnelle devient le critère thérapeutique. Comme si la mise au travail en tant que telle pouvait être considérée comme un succès médico-pédagogique...

C'est alors qu'un conflit très violent éclate entre le personnel éducatif et la direction de cet I.M.P., et entraîne de graves perturbations chez les enfants... « Ils étaient devenus de plus en plus agressifs vis-à-vis des adultes, raconte Marie-Thérèse B..., cinquante ans, psychiatre de l'établissement. Leur anxiété se traduisait par une détérioration physique, des bagarres, des vêtements déchirés, des cris et un refus continu des règles établies ►



L'atelier de peinture et de soudure



L'atelier de mécanique

Une observation sur la fiche médicale :

« Lit Sartre et Kafka »

pour le groupe. Jusqu'à ce qu'il soit finalement devenu impossible de communiquer avec eux... »

Finalement, l'institut de prestige doit être fermé. Christian retourne dans sa famille. Son état mental s'est considérablement détérioré...

A nouveau, l'attente d'un autre placement recommence, interrompue par les visites au dispensaire. C'est là que Jean-Pierre Chartier, trente ans, psychologue, le rencontre. Pourquoi Christian accroche-t-il avec ce nouveau « spécialiste » ? Point d'interrogation. L'enfant se laisse en tout cas facilement convaincre de participer à un « psychodrame analytique » que J.-P. Chartier organise avec une de ses collègues, Laetitia V..., psychiatre. Cela lui plaît de distribuer pour une fois les rôles aux adultes, et de faire jouer aux médecins une petite pièce de son invention. « Cette méthode de psychodrame permet souvent de mieux comprendre l'enfant puisqu'il va à coup sûr rejouer devant nous la situation de son rejet », explique Jean-Pierre Chartier.

C'est ainsi que Christian entraîne les médecins, médusés et complaisants, à jouer toute l'histoire de l'humanité, l'histoire de Pygmalion, d'Ulysse, de la descente aux Enfers, et de l'éternel retour. Il invente aussi des légendes prétendument hindouistes où l'homme est chargé d'une grande mission : le plus souvent la lutte contre le racisme, les injustices sociales... Avec stupéfaction, les médecins constatent qu'il a des connaissances, extraordinaires pour un enfant de douze ans, en géographie, histoire des civilisations, mythologie et science-fiction. Loin d'être débile, Christian apparaît brusquement plein de possibilités. Où a-t-il appris tout ce qu'il sait ? Sa fiche médicale mentionne comme « symptôme » : « Lit Sartre et Kafka. » Une année passe ainsi, partagée entre le dispensaire et sa famille dont le déséquilibre s'accroît au fur et à mesure de l'évolution du garçon. Jean-Pierre Chartier décide alors d'user de son influence pour le faire entrer dans un institut médico-pédagogique en Normandie où ses

colères et son mutisme pourraient être acceptés.

Là, on n'exige de lui aucun travail écrit. Il fait des exposés oraux sur lesquels il a été orienté, mais qu'il a choisis. Il s'y montre très brillant. Pendant deux ans, il travaille à son rythme dans une classe sans niveaux, comme les anciennes classes de village. Il n'est plus du tout question de sa débilite. Au contraire, on reconnaît ses qualités. Son ancienne peur des « spécialistes », — « ceux qui renvoient toujours ailleurs » — a disparu. Qu'il puisse vivre quelque part sans être rejeté le rassure et le tranquillise.

Au bout de deux ans, pour la première fois, il raconte un rêve important : « J'étais au fond d'un puits sans fond, je montais pour essayer de sortir et je rencontrais sur mon chemin des lettres et des chiffres énormes en spirales. Je me rapprochais, les lettres diminuaient, cela ressemblait à de l'écriture maya (qui n'existe pas...). Mais quand je crois que je vais en sortir, un vent glacial et une lumière violette me repoussent à l'intérieur. »

UN AUTRE STYLE : L'ECOLE DE BONNEUIL-SUR-MARNE

EDUCATION IMPOSSIBLE

par Maud Mannoni
Le Seuil, 310 p., 29 F.

L'école expérimentale de Bonneuil-sur-Marne est un lieu dit d'« anti-psychiatrie », c'est-à-dire que l'on y refuse de soigner les enfants selon les techniques en vigueur. La communauté est gérée par les enfants, comme à Summerhill ; elle accueille les débilés, psychotiques, mais aussi des « normaux » anorexiques scolaires, bref, ceux qui ont échoué dans le système éducatif officiel et qui n'ont pu s'adapter aux « soins » des organismes spécialisés.

« Ces enfants sont arrivés bavant dans leur camisole de force chimique, l'air hébété et idiot, faisant même des tentatives de suicide. » Pierre était classé bon pour l'asile, Jacques, considéré comme paranoïaque, Paul, comme débile, tous relégués en tant qu'« irrécupérables pour la société », soit inaptes à donner des citoyens bien dressés et parfaitement maniables (thème cher à Ivan Illich). A Bonneuil, la possibilité a été donnée à ces enfants de travailler dans le monde des adultes ; ils sont devenus intelligents et responsables, aptes à vivre en milieu « normal », efficaces

dans les travaux manuels. (Le garage chez lequel il travaillait était pour l'un d'eux le meilleur des psychanalystes.)

Les conversations de ces « inadaptés » sont étonnantes :

Guy : « Pourquoi les gens boivent ? »

Paul : « Parce qu'ils ont soif. »

Jacques : « Non, ils noient leurs problèmes dans l'alcool, comme d'autres dans le travail intellectuel. Ils noient leurs ennuis. »

Paul : « Si un enfant dit au visiteur :

« Vous êtes un imbécile », le visiteur dit :

« Il est dingue. »

Bonneuil est un peu à l'asile ce que Summerhill est à l'école. L'« institution éclatée » prône l'épanouissement de l'enfant en dehors de toute contrainte sociale ou morale. Dans notre société, au contraire « les adultes (parents, enseignants, médecins) ôtent à l'enfant jusqu'au droit de dire non ». L'enfant devient, dès sa naissance, un produit commercial (soins obligatoires) ; la psychiatrie ou l'école sont les gendarmes qui cherchent à tout prix à récupérer pour la société de production les éléments rebelles. Maud Mannoni ne le dit pas, mais l'antipédagogie, ou l'antipsychiatrie, conduisent à cette sorte d'anarchisme qu'on appelle « individualisme »... Mais l'administration veille : Bonneuil connaît toutes les difficultés

pour subsister, et la Sécurité sociale refuse d'immatriculer les enfants placés en apprentissage, car l'école ne répond pas aux normes exigées par la loi. Il faut une psychothérapie, des soignants, etc. En fait, il faut faire circuler le fric... Une fois de plus, on remarque que la France se distingue (Ça ne foire pas seulement dans le domaine écologique !) : en Angleterre, par exemple, il suffit d'être reconnu « malade mental » pour toucher soi-même une subvention. Le patient se fait ou non « soigner » dans un lieu de son choix. Une remarque intéressante : la communauté du village gardait naguère ses « fous » et ses « simples d'esprit ». La société moderne les rejette à l'asile ou en prison.

Les objectifs de l'« institution éclatée » sont définis ainsi : « On recherche la possibilité de créer une scène radicalement nouvelle, ne dépendant d'aucun pouvoir administratif — une scène qui permette une liberté dans le dire et l'agir, hors du poids des conventions et interdits sociaux. »

On recherche un style de vie qui ne soit plus fondé sur la compétition et l'avidité au gain, rendus responsables de la détérioration des rapports humains. »

Hubert SCHNECKENBURGER

A vingt ans, il rejoindra les rangs du sous-prolétariat



Photos de M. Morrester

Et je me dis que je ne connaîtrai la vérité qu'après ma mort. » Une autre fois, il dit : *« J'ai l'impression qu'il y a une question qui me concerne qui est le centre de tout, et dont la réponse éclairerait toutes les autres questions... »*

A la recherche de son identité, Christian va soudain prendre conscience de son unité. C'est ainsi qu'il raconte l'histoire de ces nombreux miroirs qu'il traverse et au bout desquels il finit par trouver des lignes, des traits, des points, autant d'éléments qui composent les lettres. Il continue à faire des exposés oraux d'une maturité très supérieure à son âge. Et puis, un jour : *« J'ai un peu peur de perdre mon temps, j'ai envie de noter les idées quand elles me traversent l'esprit... »* Et il s'est mis à écrire.

Christian a maintenant quatorze ans. Il n'écrit que sur les sujets qui l'intéressent. Ce qui n'entre pas dans le cadre scolaire habituel.

De plus, le retard scolaire qu'il a accumulé depuis cinq ans le condamne

à nouveau dans le système traditionnel à entrer en classe de transition. D'où il sortirait à seize ans sans aucune qualification. Mais puisqu'il se plaît dans cet I.M.P., on le gardera en essayant de lui donner les rudiments d'un travail manuel qui l'intéresse. Un sursis de quatre ans. Car à vingt ans, il rejoindra de toutes les façons sur le marché du travail les rangs du sous-prolétariat.

Rien d'étonnant si, une fois « lâchés », ces jeunes réadaptés deviennent des délinquants qui sortent de prison pour y retourner quelque temps après, à moins qu'on ne les retrouve comme malades mentaux dans les hôpitaux psychiatriques. A la charge de la société pour cinquante ou soixante ans. Puisqu'il n'existe actuellement aucun système de soins cohérent. L'avenir d'un enfant inadapté dépend donc de sa docilité à s'adapter aux normes imposées. Sinon, c'est l'asile : l'oubli.

Que la réinsertion sociale soit dans l'état actuel des choses la première

urgence justifie apparemment cette croisade d'adultes généreux qui veulent faire le bonheur de l'enfant malgré lui : la famille veut l'aimer, le médecin, le soigner, l'instituteur, l'éduquer, la société, l'utiliser et lui, ailleurs, s'évertue à dire autre chose autrement sans se faire entendre. Mais enfin, cette réinsertion, même quand elle se fait dans les meilleures conditions, est une réussite pour *qui* ?

Aujourd'hui, certains thérapeutes s'inquiètent : leur rôle n'est-il pas alors d'apporter leur caution scientifique (qui repose sur un savoir plus ou moins mythique) au « dressage » d'un certain nombre de gosses ?

Il y a actuellement en France 700 000 enfants inadaptés, et le nombre de ces marginaux augmente parce que les difficultés d'adaptation ne cessent de croître. En 1984, la frange des inadaptés, cette sous-humanité, deviendra une proportion si importante de la population qu'elle menacera l'équilibre de l'ensemble.

Frédérique LEBELLEY

L'AIR DE PARIS



UN MILLION DE TONNES DE POUSSIERE SUR LA FRANCE

Il faisait très chaud depuis dix jours. Il n'avait pas fait aussi chaud depuis trente ans, lisait-on dans les journaux. C'était la rentrée et on retrouvait la ville écrasée. Il faisait trente degrés à l'ombre. On ne pouvait plus s'asseoir à la terrasse des cafés. On cherchait la fraîcheur sous les feuillages poussiéreux des parcs. A proximité immédiate, l'énorme ronflement des automobiles avait repris. C'était la rentrée, on recommençait et, comme d'habitude, on disait, dans les conversations à l'épicerie, dans les taxis : « *Ce n'est plus possible.* » L'air était lourd et doré, il piquait les yeux et était désagréable à respirer. Mais on savait que ça allait quand même continuer. On était là parce qu'on ne pouvait pas être ailleurs. A la campagne, par exemple. On se souvenait encore de la fraîcheur de l'air là-bas et, si on le pouvait, on partait en week-end ; il y eut des gigantesques encombrements aux sorties de la ville. Tout le monde fuyait.

La chaleur était là. La ville résonnait d'énormes travaux : on creusait des tunnels, des parkings pour les automobiles, on terminait des tours de bureaux. Des dizaines de gens restaient le nez en l'air à regarder le haut des tours. Ils étaient encore bronzés et on se demandait quel rêve passait dans leurs têtes. L'air piquait les yeux. Chaque autobus ou camion laissait un sillage de fumée presque invisible, mais suffocante, et qui ne se dissipait pas. On buvait beaucoup, l'avant-bras posé sur la relative fraîcheur des zincs en plastique. Alors, on apprit que le choléra était apparu à Naples. Deux, huit, dix cas. Dix morts. Deux morts à Bari. Justement, on revenait de vacances de cette région de l'Italie. On se souvenait

encore de la laideur de la baie de Naples, interminable dépotoir industriel sillonné d'autoroutes surchargées. Puis il y eut dix-neuf morts. L'épidémie semblait hésiter, contenue, sinon

L'air en France

Depuis janvier 1972, un réseau homogène de détection des pollutions atmosphériques est mis en place autour des principaux complexes industriels et des grandes agglomérations urbaines. Les principaux polluants « repérés » actuellement sont les suivants :

Le *dioxyde de soufre*, 2 millions de tonnes par an sur la France. Il représente 0,7 % des produits de combustion du charbon, 0,6 % de ceux du fuel-oil domestique, et 3 % de ceux du fuel-oil lourd. La pollution par le fuel-oil domestique est particulièrement sensible dans les quartiers riches des villes à cause des installations de chauffage central au mazout. Pour cette raison, l'air du XVI^e arrondissement est le plus pollué de la capitale.

Le *monoxyde de carbone*, 5 millions de tonnes par an, est principalement produit par les automobiles.

Les *oxydes d'azote*, 900 000 tonnes par an, dont 400 000 sont émis par les automobiles ; les foyers de combustion à haute température, responsables de 500 000 tonnes, sont à l'origine des smogs atmosphériques.

Le *fluor*, le *chlore*, l'*hydrogène sulfuré*, les *mercaptans*, l'*oxyde de plomb*, qui résultent des mêmes phénomènes de combustion industrielle, domestique et automobile, ne sont pas encore systématiquement mesurés.

La *poussière d'amiante*, polluant typiquement urbain résultant de l'usure des plaquettes de freins automobiles, n'est pas non plus mesurée.

localisée ; le choléra voyageait au hasard des transports aériens. On regardait l'épaisseur de l'air et on se prenait à imaginer de grands désastres. Nos villes secouées par ces gigantesques diarrhées cholériques qui avaient autrefois tué la moitié de la population dans le sud de la France. Dans les journaux, on voyait quatre-vingt mille protestataires au Larzac qui, faute de formuler très précisément leurs griefs, semblaient refuser en bloc tous les choix de notre société. Etaient-ils isolés, ou bien l'avant-garde d'une troupe immense qui réclamerait une révolution de la vie ? Il n'y avait toujours pas un souffle d'air. Les villes pouaient et on préparait le Salon de l'automobile. Les constructeurs étaient satisfaits : dans les six premiers mois de 1973, ils avaient produit 1 700 000 voitures particulières, soit autant que pendant toute l'année 1965. Ça roulait mal, mais ça roulait plein. Les plans d'amélioration des transports en commun avaient dû être subtilisés sur le bureau des responsables. On n'en parlait plus. A Rome, on venait d'étendre la zone piétonnière à trente hectares. A Paris, on publiait un joli rapport vert tendre : *La Pollution de l'air en France*. On y apprenait qu'un million de tonnes de poussière tombent lentement sur la France au cours d'une année, accompagnées de monoxyde de carbone, d'oxyde d'azote et de gaz divers.

Le choléra semblait stabilisé. On en parlait de moins en moins dans les journaux. Il commençait à faire froid. On avait eu chaud. On reprenait la même vie. Ça roulait, mais on rêvait d'une autre vie.

ECOACTUALITES

L'ATOME FAIT SES DENTS

Suite de la page 33

Aux Etats-Unis, dix centrales nucléaires doivent réduire leurs activités. La décision vient de la Commission américaine de l'énergie atomique, elle est provoquée par les risques que fait courir le phénomène de densification.

Il s'agit du rétrécissement des particules d'uranium dans les barres de matières fissiles. En 1972, on découvre que l'uranium, en se contractant, se densifie et fait apparaître une région de vide dans la gaine qui l'entoure. Sous l'effet des pressions extérieures qui se produisent normalement dans la réaction, la gaine risque de se fendre, les produits radioactifs peuvent alors s'échapper, provoquant la radioactivité de l'eau de refroidissement. Les experts prétendent qu'il s'agit d'une « maladie de jeunesse » dont la guérison est probable dans un proche avenir...

NON A LA VOITURE

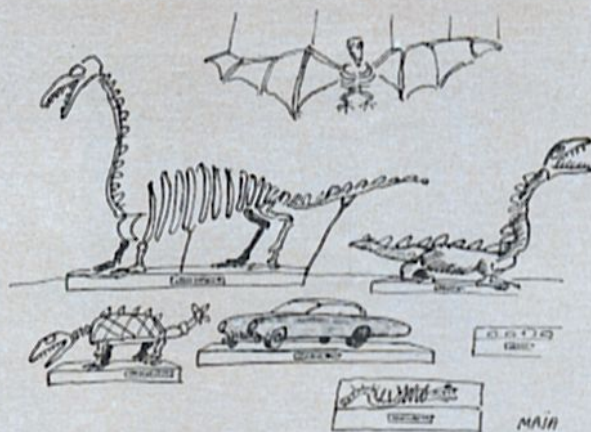
Les 130 participants du Congrès des associations de piétons, à La Haye, ont adopté les trois résolutions suivantes : 1°) La priorité de la circulation motorisée doit être abandonnée au profit des piétons et des cyclistes dans les zones habitées.

2°) Des pistes piétonnières sûres doivent être établies entre les écoles et les domiciles des écoliers, tandis que la protection aux carrefours proches des écoles doit être assurée par des patrouilles d'écoliers ou d'adultes qui auront reçu une formation sérieuse.

3°) Les infractions graves doivent être réprimées avec sévérité, la suppression temporaire ou définitive du permis de conduire étant la sanction la plus efficace.

OUI AU VELO

Faites du vélo, de la marche, du football, sautez à la corde. Faites n'importe quoi. Mais bougez, remuez. Vous allez mourir si vous restez assis derrière votre bureau, derrière



votre volant. Mourir d'athérosclérose coronarienne, d'artérite oblitérante. Ce sont les médecins réunis au 39^e Congrès français de médecine à Marseille qui le crient. Le corps humain est composé de 40 % de muscles, il faut les faire fonctionner. Les culs-de-jatte urbains que nous sommes créent leurs maladies à rester assis sur des chaises, le système nerveux surmené, l'appareil digestif bloqué, les muscles inertes, les articulations ankylosées. La vie urbaine est à elle seule une maladie, et une maladie qui tue jeune.

Un médecin américain, le Dr Debakay, qui pratiqua plusieurs greffes cardiaques, ordonne à ses malades victimes d'artérite des membres inférieurs de faire du vélo. Faire du vélo a un autre avantage, il diminue le nombre des automobilistes émettant des gaz d'échappement qui entraînent des cancers des poumons.

(Le texte des interventions de ce congrès sera publié chez Masson, 120, bd Saint-Germain, 75006 Paris.)

LU...

Alerte au rouge. Attention danger ! Evitez de consommer les produits agressivement rouges, colorés à l'amarante. Ils sont interdits en U.R.S.S. où une enquête a prouvé qu'ils étaient cancérigènes, révèle le n° 79 de *Que choisir*. En France, ce colorant est inutilement et dangereusement utilisé, pour faire joli, dans les bonbons, sirops de fruits, fruits en conserves, glaces, confitures, liqueurs, crevettes, croûtes de fromages, rouges à lèvres. Lisez soigneusement les étiquettes. Dans le même

numéro, seize haut-parleurs à monter soi-même et sept machines à écrire portatives. Une bonne machine non professionnelle est celle qui dure sans ennui, tape bien, est facile à utiliser et à transporter. Les deux gagnantes : Olympia et Adler.

Recyclage des fientes. Introduire de l'urée dans l'alimentation des ruminants (qui peuvent la convertir en matière protéique directement utilisable dans le métabolisme) : c'est la solution économique pour les agriculteurs confrontés à la conjoncture des prix de l'arachide et du soja. Deux risques graves si le seuil limite est dépassé, prévient l'*Avenir agricole de la Mayenne* (septembre 1973) : atteinte à la qualité du lait, intoxication grave des animaux. Si au contraire la limite est respectée, tout va bien.

Boycott du plastique. « *Boycottons au maximum les denrées sous emballage plastique...* » Numéro spécial de la *Vache enragée* consacré aux emballages perdus. Coûteux, inutiles, polluants et indestructibles. Un tract à diffuser, pour participer à la campagne de boycott des emballages plastiques. *La Vache enragée*, 137, bd de Magenta, 75010 Paris.

Manifeste humaniste. L'*Express* publie sur une page de larges extraits du *Manifeste humaniste* rédigé par 120 personnalités, parmi lesquelles le psychologue de Harvard, Burrhus Skinner, prix Nobel, le rabbin Mordechai Kaplan, Isaac Asimov et André Sakharov. Inquiétude et avertissement : « *Les dommages écologiques, l'épuisement des ressources et la croissance excessive de la population sont tous des problèmes qu'il*

convient de traiter par le truchement de la coopération internationale... Il nous faut apprendre à vivre en toute liberté les uns avec les autres, conclut le manifeste, sinon nous périrons ensemble. »

Moquettes et yaourts. Une enquête sur les prix des produits courants dans les grandes surfaces, dans les grands magasins, chez les petits commerçants, avec quelques conclusions précises : les grandes surfaces sont imbattables pour les conserves et l'épicerie sèche, très bien placées pour les eaux minérales et les vins courants, moins bien pour le beurre et les yaourts. Des détails intéressants sur les prix « fermes, mais non définitifs » des autos et les délais de livraison flottants. Des essais comparatifs sur les tapis et moquettes. Une enquête complète sur le prix de la rentrée des classes : obligatoire jusqu'à seize ans, l'école, mais pas gratuite. Le tout dans le n° 34 de *50 Millions de consommateurs*.

La sécheresse qui vient de la mer. La présence sur l'eau d'une couche de mazout ralentit l'évaporation, ce qui pourrait entraîner une modification des climats en favorisant la sécheresse... Elle peut être tenue pour responsable des phénomènes de sécheresse observés ces dernières années dans certaines régions, déclare le professeur genevois Adrien Grosrey. (*La Tribune de Genève*.)

... ET ENTENDU

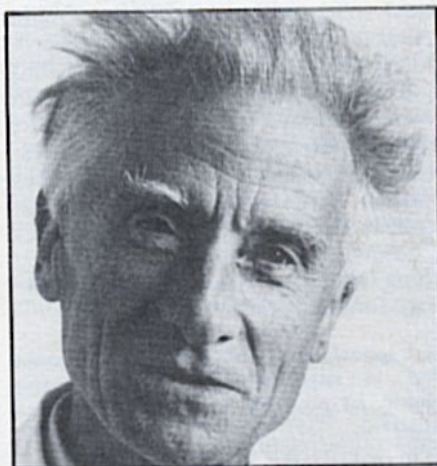
□ « *La Seine déverse chaque jour une quantité de pollution équivalente à celle déversée par une ville de 9 millions d'habitants. Le Rhône charrie chaque jour 20 tonnes d'hydrocarbures dans la mer.* » (Robert Poujade, ministre de l'Environnement, à la conférence de Paris sur la pollution des mers.)

□ « *Des millions de passagers, aériens sont sur le point de se voir imposer comme condition au droit de voyager d'être exposés à une nouvelle source potentielle de radiations.* » (Ralph Nader, à propos des détecteurs d'armes utilisés dans les aéroports.)

La rubrique ECOACTUALITES a été réalisée par Colette GUTMAN, France de NICOLAY et Michel DELAMAR.

..ET NOURRIR DE PLAISIR

Une interview du Professeur Trémolières



U. Guidotti/Elle-Scoop

Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, le professeur Trémolières est un spécialiste de renommée internationale dans le domaine de la nutrition. Ses travaux actuels concernent les rapports entre l'infarctus et le régime alimentaire. Ses ouvrages : « Nutrition, physiologie et comportement alimentaire » (Dunod, 1973), « Obésité » et « Infarctus et hypertension » (Editions Sociales Françaises).

Le Sauvage : Les moules et le choléra, le poisson au mercure, le veau aux hormones et aux antibiotiques, les agrumes au diphényl, les conserves prolongées, est-ce que nous, Occidentaux, mangeons plus mal qu'avant ?

Prof. Trémolières : Question troublante. Cela supposerait qu'il y a une bonne et une mauvaise façon de manger. Rien n'est bon dans l'absolu. Mais l'homme dépend profondément de ce qu'il mange. Il est ce qu'il mange. Ses facultés d'adaptation sont considérables. L'homme peut vivre en bonne santé à des niveaux qui varient de 1 à 2, voire de 1 à 3. Il peut vivre, comme les Asiatiques et les Chinois, à un niveau « bas », c'est-à-dire à 1 500 calories, ou comme les Occidentaux, à un niveau « élevé », soit 3 000 calories et plus. Nous n'obtenons dans les deux cas, ni le même

type d'homme, ni le même type de maladie. Il vaudrait donc mieux se demander quel type d'homme ou quel type de maladies correspond à nos habitudes alimentaires actuelles.

Une chose est certaine : il était bien plus dangereux de manger autrefois qu'aujourd'hui. Certes, les dégradations que vous venez d'énumérer sont réelles et nocives. Il est urgent de lutter contre chacune d'entre elles, d'établir des contrôles stricts, de développer la recherche dans le domaine de l'alimentation, de multiplier les associations de consommateurs. Mais notre peur va bien au-delà de ces inquiétudes justifiées. Et le sens de cette peur, c'est que l'homme, à travers ses aliments est mécontent du genre de vie qui les produit et de ce qu'ils font de lui.

On peut toutefois tenter de rassurer en donnant des réponses à des problèmes précis. Y a-t-il par exemple, un danger de carences graves dans les aliments qui nous sont proposés et que nous consommons quotidiennement ?

L'idée même de carences est pratiquement anachronique. Il y eut, autrefois, des béribéris, des scorbutis... Ces carences spécifiques n'existent plus. Si vous mangez une nourriture normalement diversifiée, et c'est généralement le cas, sans que vous soyez obligé de faire un effort particulier, vous n'avez pas besoin de vitamines additionnelles, à moins de vivre d'alcool, de graisse et de sucre.

Une femme enceinte, un enfant, un vieillard, n'ont pas besoin de ces petites pilules magiques vendues en pharmacies ?

Magique est le mot. C'est effectivement une attitude magique reposant sur une croyance ancienne, sur une idée fausse aujourd'hui. Les vitamines ? C'est tout ce que vous voulez : ►



« Notre grande maladie, c'est la frustration »

une mode, une exagération de notre société de consommation, une façon de se rassurer à bon marché. Tout, sauf un besoin ! Tout aliment végétal ou animal comporte naturellement les vitamines nécessaires.

En revanche, il est urgent de mettre en avant un autre problème. On sait désormais que les croissances accélérées, et, dans une certaine mesure, les surcharges vitaminiques pouvant provoquer une croissance accélérée, correspondent souvent à un raccourcissement de la vie. Des expériences sur les rats sont concluantes et il n'est pas impossible d'extrapoler à l'homme. Bref, il y aurait un sérieux danger de carence si nous consommions uniquement des aliments purifiés, du riz poli, de la margarine, des aliments conservés trop longtemps, mais tant que nous aurons à notre disposition ce que nous avons encore à profusion, à savoir la viande, les fruits, les laitages...

La viande, produite industriellement, est-elle dangereuse ?

Vous posez le problème de l'évolution de la production alimentaire. Il comporte bien des aspects, les additifs, les résidus, et la rentabilité, etc. Les additifs ? C'est toute la question de la toxicité des pesticides, pour les agrumes, et des antibiotiques pour la viande. Il faut traiter les fruits puisque, à l'époque de la floraison, les insectes vont proliférer et saccager une récolte énorme si l'on ne les détruit pas. Tous ces produits sont dangereux et exigent le contrôle le plus strict. Faute de recherches en toxicologie, en nutrition fondamentale, on ne sait pas généralement comment ces substances sont métabolisées. Je rappelle toutefois qu'il n'y a que 42 cas connus d'intoxication par le D.D.T. et je passe sur ses bienfaits...

Quant à la rentabilité de la production, qui nous condamne à manger des poulets trop jeunes, des fruits gonflés d'eau, faute d'avoir laissé les uns grandir huit jours de plus, les autres mûrir sans arrosage excessif, c'est le problème de notre civilisation même.

Quand le consommateur proteste, il crie contre la civilisation tout entière.

Seul le goût aurait donc changé ?

C'est cela, la matière vivante est une. La teneur en protéines reste la teneur de base. Comme le consommateur refuse la graisse, il a donc généralement son content en protéines. Quant au goût... Nous voudrions des produits d'art au prix de la série ! Plus que de dangers multiples, il vaudrait mieux parler de frustration ! Le consommateur est constamment mystifié sur la qualité, sur le goût des choses. Et il se défend mal. Si seulement les acheteurs boycottaient les produits gonflés, les emballages... Nous achetons des produits qui ne nous font pas plaisir.

Je suppose que tout acheteur naviguant dans un supermarché achète selon son plaisir. Et pourtant vous dites qu'il sera frustré...

D'abord, il sera irrésistiblement attiré par des apparences d'aliments. La petite cuiller de confiture dans le yaourt qui double son prix, la mousse au-dessus qui le triple, etc. On achète des choses qui ne correspondent pas à des services réellement rendus. Pensez qu'un soda quelconque, un Coca Cola, coûtent aussi cher qu'un litre de lait qui est tout de même d'une production plus délicate ! Mais les gens se rendent bien compte qu'ils achètent des emballages — difficiles à ouvrir de surcroît. Ils sont inquiets. Leur nourriture n'est plus dans les mains d'artisans de village, de fabricants, mais de banquiers, de publicistes manipulant des données dont ils nient la portée profondément humaine, affective. Nous sommes floués de tous côtés : nous travaillons chaque fois plus à produire des biens qui ne sont que des apparences.

Et si les emballages servaient à informer les acheteurs et pas seulement à les aguicher ?

Les Américains mettent sur pied un nouveau système d'étiquetage. Le consommateur pourra lire désormais sur les boîtes la composition chimique



« Nous consommons autant de symboles que d'aliments »

précise de ce qu'il achète, y compris la teneur en pesticides. A mon avis, c'est de l'escroquerie. Le seul résultat notable sera de faire fonctionner richement de nouveaux laboratoires d'analyses chimiques. En réalité, c'est ce que j'appelle de la fausse science ; d'une part, parce que nous ne connaissons les besoins vitaminiques de l'homme que dans une marge de un à dix. D'autre part, parce que nous ne comprendrons rien aux étiquettes, nous n'aurons que l'illusion d'être informés. En revanche, nous serons plus inquiets et, plutôt que de faire appel au bon sens afin de retrouver en nous les véritables besoins, nous disperserons nos regards sur des chiffres que nous ne comprenons pas.

La science ne peut-elle nous aider à connaître nos besoins ?

Je vous donnerai un exemple : lorsque le problème de l'alimentation des cosmonautes s'est posé, des essais ont été faits pour les nourrir uniquement avec des mélanges d'acides aminés. Ces essais ont tous échoué. Les hommes ne supportent pas une nourriture composée uniquement de mélanges chimiques et nos cosmonautes ont maigri ! En revanche, lorsque sir Edmund Hillary a entrepris l'ascension de l'Everest, il a demandé à ses coéquipiers de prévoir pour leur séjour, à six mille mètres d'altitude, la nourriture qui leur plaisait le plus. Il avait raison. L'aliment est certes destiné à nourrir, mais il est essentiel qu'il fasse plaisir. Sans cette composante émotive, il est mal digéré. Et même s'il est entièrement prédigéré, il n'est pas supporté par l'organisme. L'erreur des technocrates et des planificateurs est de croire qu'on peut avoir des relations objectives avec ses aliments. Le rapport d'un être avec ses aliments est un rapport sentimental. Et puisque vous parlez de besoins, et de science, savez-vous que nous n'arrivons pas à expliquer pourquoi les hommes recherchent la viande. Ils pensent vaguement que cela fortifie... En fait, l'Occidental consomme deux à trois fois plus de protéines

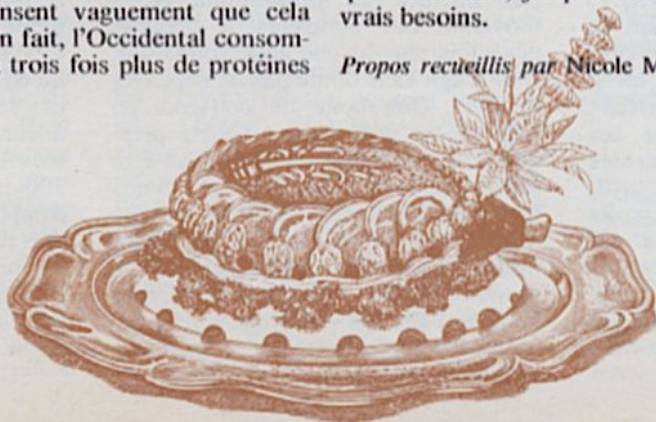
qu'il n'en a besoin. Pourquoi ? Physiologiquement, on ne le sait pas. Cliniquement, je pense que cette surconsommation élève le niveau d'activité. L'homme recherche dans les protéines une espèce de stimulation endocrinienne, une sorte de dopant. Etant donné le régime de vie actuel, l'homme a tendance à élever le taux de protéines. En outre, la viande pourrait facilement être remplacée par des fromages, mais ceux-ci ont moins de « prestige » et donneraient moins de « satisfaction ». Tout est là.

Un dopant qui serait la viande, un tranquillisant qui serait le vin : tout se passe comme si le sens même de l'alimentation avait changé.

C'est un peu cela. Manger dans une société d'affluence n'a plus la même signification. On ignore aujourd'hui les vrais besoins : « *Quand la soupe devient vraiment vie.* » Il faut être conscient du fait que cela nous supprime un plaisir extraordinaire : celui de se reconforter, de restaurer ses forces à l'aide des aliments. On mange aujourd'hui pour d'autres raisons. Essentiellement pour se détendre, faire une pause, pour se tranquilliser, éprouver des sensations agréables. Chose d'autant plus difficile que l'on n'a pas vraiment faim.

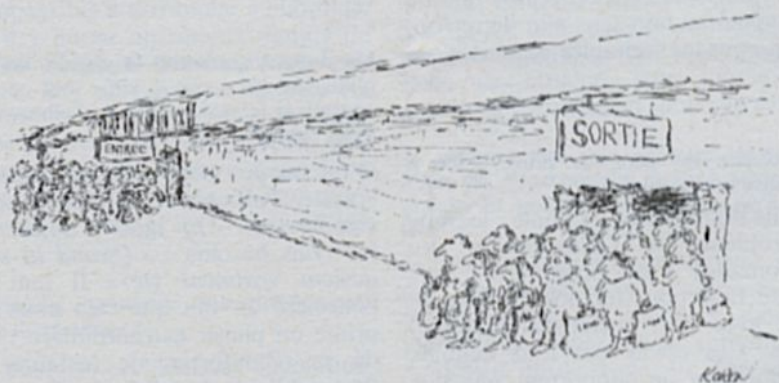
En outre, nous nous soucions tous exagérément de notre apparence. Se soucier trop de sa coquille amène à brutaliser son être. La première sagesse est de connaître non seulement ses besoins réels, mais ses désirs. L'adulte consomme autant de symboles que d'aliments. Comment penser que l'on puisse s'en remettre à la science — une science au demeurant tout approximative — pour régir notre alimentation, c'est-à-dire le type même d'être que nous voulons devenir ? Foin de cette mentalité d'écolière ! Il vaut mieux s'écouter soi-même suffisamment aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à retrouver nos vrais besoins.

Propos recueillis par Nicole MUCHNIK



LE GRAND RACOLAGE

Les supermarchés vendent moins cher. Mais ils vendent souvent inutile. Dominique Pons démonte le piège. A nous, désormais, de l'éviter.



Carrefour, l'empereur des grandes surfaces, n'a pas hésité à proclamer récemment en lettres géantes que 7 millions de Français étaient ses clients ; et rien ne permet de croire qu'il mente ; au contraire. Quant à ses concurrents, ils se portent bien. Et quand un nouvel hyper ouvre ses portes à Nantes, il y a 200 000 personnes dès les premières heures et il est contraint d'interdire son entrée pour éviter l'asphyxie. Bouleversant tout sur leur passage, les nouveaux géants du commerce ont fait une entrée fracassante en France.

Un supermarché, c'est un magasin dont la surface de vente ne dépasse pas 2 500 m², alors qu'un hyper, s'il commence à 2 500 m² peut aller jusqu'à 15 000 m² et plus ; super, dans ce cas-là, veut donc dire plus petit.

Naguère encore (enquête I.F.O.P. 1971), les consommateurs, jugeant les grandes surfaces, plaçaient en premier lieu parmi les raisons qui les y conduisaient les économies réalisées ; puis, la possibilité de grouper ses achats et la commodité représentée par ce genre de commerce. Ils critiquaient par contre la froideur de l'accueil et l'impersonnalité de ces magasins.

Les choses ont changé, nous en parlerons ; mais il reste vrai que les grandes surfaces vendent moins cher.

Une récente enquête de *50 Millions de consommateurs*, portant sur plus de 2 000 magasins et sur plus de 44 000 relevés de prix établit que les grandes surfaces vendent 10 % moins cher que les petits commerçants et les épiciers traditionnels. Ce n'est apparemment pas beaucoup, 10 % ; mais si l'on fait des comptes sérieux, cela représente une belle économie à la fin de l'année. Et cela suffit largement à justifier la réputation des grandes surfaces : elles sont bel et bien moins chères.

Les choses se compliquent un peu si l'on se réfère à une autre enquête, publiée en 1972 par l'Institut de recherches, sondages et études commerciales. Sa conclusion : « 55 % des achats faits dans les grandes surfaces sont des achats spontanés. » En clair, 55 % des dépenses effectuées n'étaient pas prévues au programme et la moyenne des acheteurs a dépensé deux fois plus qu'elle ne le souhaitait. Il ne s'agit sans doute pas de dépenses perdues. Une boîte de conserve en trop ou un petit gadget acheté presque à la sauvette, ça peut peut-être servir un jour, c'est vrai. A moins que cela n'aille rejoindre la longue cohorte des objets inutiles que notre monde s'est fait une spécialité de produire. N'empêche, c'est de l'argent fichu en l'air. Pas pour tout le monde ; le même Carrefour qui a reconnu

publiquement que son chiffre d'affaires avait été légèrement inférieur aux prévisions, a simultanément reconnu que son bénéfice escompté pour 1973 serait quand même confortable...

Car les hypers et les supers, ça rapporte. Ça rapporte même aux consommateurs, d'ailleurs, dans la mesure où, plus la surface de vente est grande, plus bas sont les prix. Mais profit d'abord. Ce n'est pas pour rien que ces véritables usines à vendre, beaux exemples de capitalisme triomphant, champions du prix écrasé et de l'affaire du siècle quotidienne, croissent et se multiplient à la satisfaction générale, illusion comprise ; il y en aura environ 300 en 1975. A moins que M. Royer ne leur coupe l'herbe sous les pieds ; ce qui serait absurde, car l'expérience prouve que les petits commerces, une fois la première phase de découragement passée, ont fort bien surmonté leur handicap et qu'en se spécialisant, en offrant des services et des produits de qualité à leurs clients, ils peuvent parfaitement tenir le coup.

300 hypers, donc, qui, tous, se battent d'abord sur l'alimentation. Selon notre confrère *Points de vente*, les supers et les hypers « distribuent plus du tiers des produits d'épicerie, près de 30 % des boissons, un quart de la crémierie, 20 % des fruits et lé-



gumes et de la volaille. Leur rôle reste faible pour la boucherie, poissonnerie et boulangerie : aux alentours de 12 % ».

Ça, ce sont les statistiques ; et, encore une fois, il n'y a guère à redire là-dessus. Tant que les consommateurs trouveront, à qualité égale, des produits moins chers, tout va bien. La philosophie passe souvent après le porte-monnaie quand il s'agit du bonheur des peuples.

Les choses se corsent quand on revient un peu sur les 55 % d'achats spontanés cités plus haut. Lequel d'entre nous n'a d'ailleurs jamais fait la grimace en réglant sa note à la caisse d'un grand magasin, se disant *in petto* : « Tiens, j'ai dépensé plus que je n'aurais voulu. »

Ces 55 % qui font la joie des *managers* et le désespoir des budgets les mieux organisés, ils sont obtenus à grands coups de *marketing* (1), de *merchandising* (2), de *franchising* (3), de *rack jobbing* (4) et autres belles sciences toutes neuves en-ing. Rien n'est laissé au hasard ; tout est, au contraire, parfaitement conçu pour que le client succombe aux pièges qu'on va lui tendre (il est vrai qu'il ne demande que ça)... Malheur d'ailleurs au directeur qui se laisse aller dans sa gestion, malheur à celui qui n'observe pas les règles féroces du commerce moderne ; la concurrence

est trop vive pour que les amateurs survivent dans ce monde de loups et quelques échecs cuisants sont là pour en témoigner.

Mais savez-vous par exemple, Mesdames, que vous avez toujours, tendance à tourner à droite quand vous entrez dans un magasin (à telle enseigne que l'on a vu, parfois, des barrières interdisant aux clients de partir vers la droite dans certaines grandes surfaces) ; savez-vous, Messieurs, que vous, par contre, vous penchez plutôt vers la gauche ? Or, un client des grandes surfaces sur quatre est du beau sexe. Il faudra donc tout faire pour la drainer doucement vers le fond et vers la gauche, afin qu'aucune partie du magasin ne « tourne à vide » et que, bon gré mal gré, elle ait tout « vu » sur son chemin. Parce que, lorsqu'on voit les choses, on a souvent envie d'acheter. Consciemment ou pas.

Les allées qui vous conduiront vers les « bons » rayons ne sont pas non plus faites n'importe comment ; elles doivent être larges au maximum de « 3 caddies » ; pas plus ; faute de voir l'attention se disperser ou se concentrer d'un seul côté.

D'ailleurs, vous n'irez pas au rayon alimentation comme ça. C'est le rayon roi. Il représente plus de 50 % du chiffre d'affaires des grandes surfaces. Donc il polarise beaucoup

d'attention. Donc on va toujours le placer en point de mire. Au fond du magasin et à gauche. Sur le chemin qui y mène, personne n'essaiera de vous retenir vraiment. Les Françaises qui « vont faire leurs courses, leur liste à la main » sont des ménagères sérieuses et il est difficile de les retenir vraiment quelque part avant qu'elles n'aient terminé leurs provisions. Tout au plus la disposition des gondoles (petits présentoirs verticaux) et celle des linéaires (longs meubles de présentation horizontale) peut-elle leur suggérer « qu'il faudra revenir voir ça tout à l'heure ».

Mais une fois le caddy rempli — attention, si le panier est trop plein, l'acheteuse va hésiter à le surcharger encore —, c'est la liberté. On peut flâner, se livrer à l'étourdissement de la musique et de la fête perpétuelle que veulent donner les grandes surfaces. A nous l'abondance, la facilité ; à nous les séductions. Certes, tout le monde sait bien que c'est un peu de ►

(1) Ensemble des techniques qui président à l'élaboration d'un produit.

(2) Art de présenter les produits et d'organiser un magasin.

(3) Concession à l'usage d'une marque commerciale. Exemple : Leclerc « loue » son nom à plusieurs magasins.

(4) Prise en charge totale d'un rayon par un fabricant ou un grossiste.

On se fait un peu rouler mais on passe un bon moment



la folie, mais quoi, c'est tellement tentant... Un petit peu de parfumerie par-ci, une chemisette pour le garçon par-là, un disque pour l'anniversaire de la fillette — même si cet anniversaire peut encore attendre plusieurs jours —, quelque nouveauté magique qui n'a souvent de magique que l'emballage, mais c'est si bien présenté, et hop! nous y voilà : 55 % d'achats spontanés...

D'autant que, durant cette flânerie, les clients vont se heurter à mille autres pièges tendus, non pas sous leurs pieds, ce serait la négation du bon *merchandising*, mais là, juste devant leur nez et leurs yeux. C'est ce que les professionnels appellent les *powers items*, les « articles puissants » ; il s'agit presque toujours de produits de grande consommation, apparemment bradés et placés stratégiquement dans le magasin. Très tentant. Mais parfois fallacieux. Il arrive que l'on rencontre tel article en « promotion exceptionnelle » dans tel magasin ; et que, simultanément, on trouve le même article, exactement, à son emplacement habituel, au même prix que celui qui est censé être « promu ». Ne demandez pas quel est celui qui se vendra le mieux.

Ça ne fait rien. Dès qu'un article est sorti de son rayon coutumier, il est valorisé. C'est la « vente complé-

mentaire ». Le jour où des pots de sauce tomate furent extraits de leur emplacement usuel pour être placés au milieu des pâtes, leur vente quadrupla. *Idem* quand on met des biscuits salés au milieu des apéritifs. Personne n'a, en vérité, un besoin impérieux de biscuits pour l'apéritif (ni d'apéritif, d'ailleurs), mais, dans ces cas-là, la « marchandise parle d'elle-même ». Et le consommateur comprend fort bien le langage de cette tentation.

A force de plaisanteries de ce genre, on finit par acheter un tas de choses dont personne n'a besoin. Mais ça ne fait rien ; les clients sortent contents de leurs magasins. Ils ont bien l'impression obscure de s'être fait un peu rouler, mais ils ont, simultanément, la certitude d'avoir passé un bon moment. Après tout, il est plus distrayant de passer deux heures dans un supermarché — même et surtout si l'on n'est venu y faire que quelques achats indispensables — que de s'ennuyer à la fenêtre de son H.L.M. en regardant la voisine battre ses tapis. Ça compte. Les bonnes consciences auront beau jeu de dire que c'est monstrueux et de dauber sur les civilisations qui ont les fêtes qu'elles méritent ; celle-ci existe ; ou, si elle n'existe pas pour de vrai, elle est ressentie néanmoins comme telle.

Pour les détails, tant pis.

Tant pis si, dans telle grande surface des Yvelines, deux demi-kilos de sucre coûtent moins cher qu'un kilo. Tant pis si, dans tel hyper de l'Ouest, on trouve le champagne Mercier affiché à 5 prix différents. Tant pis si, dans un autre magasin, un disque de Brassens est vendu 19,50 F alors que dans le même rayon, mais dix mètres plus loin, il est affiché 21,50 F. Pourquoi aussi peut-on voir dans une autre grande surface une boîte de Buitoni vendue 3,25 F et trouver une boîte strictement identique, dans le même magasin, à 4,60 F ? Pourquoi... pourquoi?... les questions ne manquent pas.

Pourquoi encore, dans un supermarché de la région parisienne, a-t-on vendu pendant longtemps les 4 yaourts Danone à un prix *x*, pour, tout d'un coup, sans tambour ni trompette, les faire passer à un prix plus élevé ? Tout simplement parce que les consommateurs avaient pris l'habitude de les trouver là et que, une fois cette accoutumance bien établie, il n'y avait plus qu'à l'exploiter. Sans que personne ne proteste. Les *managers* comptent d'ailleurs un peu là-dessus. Affronter tout seul la hargne des employés — ils sont trop peu payés pour faire en plus des relations publiques et, dans les grandes

Se débrouiller pour que le client ne puisse pas protester



Illustrations de Koren

surfaces, les manutentionnaires font rarement de longues carrières —, puis continuer, trouver un lointain chef de rayon, être suffisamment sûr de son coup pour réclamer, c'est tout un drame. Alors personne n'ose rien dire. Le monde des grandes surfaces porte un peu de magie et une petite dose de maléfices en lui ; cela fait partie du jeu. Il fascine, amuse, tente, vous perd, vous damne sous des flots de hauts-parleurs et c'est fini.

D'autant qu'il y a encore mille pièges dans les allées des supers et des hypers. Ceux du service après-vente dans l'électroménager, par exemple. Quelles que soient les précautions que prennent les grandes surfaces pour garantir à leur acheteurs des prestations convenables une fois l'achat effectué, il leur reste beaucoup à faire dans ce domaine. Il est vrai que, grâce au jeu des marques de distribution et à leur politique commerciale, elles parviennent parfois, pas toujours, à proposer des prix imbattables. Mais le service après-vente est rarement à la hauteur, alors qu'il est désormais presque plus important que la qualité du produit lui-même.

C'est ainsi que tel commerçant de l'Essonne pouvait dire benoîtement : « Je vends de l'électroménager pas loin d'un hyper qui m'a d'abord pris

un maximum de clientèle. Mais cette clientèle, je la retrouve par la suite. Elle revient chez moi parce que j'assure un service après-vente convenable que mon grand concurrent est incapable d'assurer. » Position exagérée ? Peut-être. Mais le cas s'est souvent présenté.

Sans ouvrir ici le débat entre grandes surfaces et petits commerces traditionnels, il est certain que les premières sont en train de changer complètement de politique. A la seule notion de « c'est moins cher », toujours valable et irrécusable, c'est important, elles tendent désormais à substituer des techniques de racolage plus sophistiquées. Les consommateurs tiennent, eux aussi, la notion de « moins cher » pour acquise et veulent davantage. On leur donne donc ce qu'ils veulent. Apparemment.

Dans ce royaume du *marketing* et du conditionnement psychologique, ils viennent de plus en plus pour se sentir libres et détendus. Ils ne savent pas toujours que tout est fait pour leur en donner au moins l'impression, sinon la certitude. Et même s'ils le savent, ils préfèrent fermer les yeux là-dessus.

L'inconvénient, c'est que tous les plaisirs se paient. Cher.

Dominique PONS

DIX CONSEILS

1. Etablissez la liste précise des achats que vous voulez effectuer.
2. Ne mettez dans votre portefeuille que la somme correspondant à cette liste, un billet de 100 F par exemple.
3. Méfiez-vous des articles « nouveaux ». Ce sont, la plupart du temps, de vieux produits dans un nouvel emballage.
4. Achetez de préférence au supermarché les produits alimentaires secs, c'est-à-dire conserves, épicerie, plutôt que les fruits frais.
5. Si possible, n'emprenez pas les enfants qui vont décider d'achats que vous n'auriez pas faits sans eux.
6. Méfiez-vous des promotions avec vendeurs et micros qui sont là pour forcer la vente de ce qui ne se vend pas naturellement.
7. Achetez de préférence les produits à la marque du supermarché, ils sont moins chers.
8. Achetez les produits simples plutôt que leur variante « améliorée », yaourt et yaourt aux fruits, par exemple.
9. Quand vous achetez un objet : tabouret en plastique, lampe de chevet, jouet, imaginez-vous qu'il vous encombrera, qu'il se défraichira rapidement. Posez-vous la question : en ai-je vraiment besoin ?
10. Imaginez-vous jetant à la poubelle d'ici quelques mois les objets que vous achetez aujourd'hui. Imaginez le temps que vous passez à travailler pour gagner la somme que vous consacrez à l'achat d'un objet inutile.

CONTRE-EXPERTISE

LE BEURRE

Quelles étiquettes ? Quelles qualités ?
 Quels dangers ? Quels avantages ?
 Quel prix ? Quel beurre ?

Le beurre ? Le beurre, ça fait grossir, ça fait mal au foie, ça donne du cholestérol ; le beurre, ça provoque des infarctus, c'est plein de pesticides, et puis ça rend les cheveux gras... Beuark ! Malgré ces accusations plus ou moins fondées, le Français n'a pas encore délaissé le beurre au profit des graisses synthétiques, comme l'Américain, par exemple, qui n'en consomme plus que 2,5 kg par an pour 15 kg de margarine. Avec 9 kg par an et par habitant, nous sommes les troisièmes plus gros mangeurs de beurre en Europe, derrière la Finlande, 14,8 kg, et l'Irlande, 12,4 kg.

Définition du beurre. Le beurre est le produit obtenu exclusivement par barattage, soit du lait, soit de la crème provenant du lait, soit encore de l'un et l'autre ensemble, avec ou sans sel, avec ou sans colorant. Il doit être suffisamment débarrassé de lait et d'eau par *malaxage* et *lavage* pour ne plus renfermer, par 100 gram-

mes, que 18 grammes maximum de matières non grasses, dont, au plus, 16 grammes d'eau. Les 2 % non définis par la loi peuvent être des résidus de ferments nécessaires pour développer le goût des matières sèches laitières.

Seuls *additifs* autorisés : un colorant naturel, le carotène, et un anti-oxygène, l'acide ascorbique, qui, du reste, n'est pratiquement jamais utilisé.

Vitamines. Le beurre contient naturellement de la vitamine A et de la vitamine D. Il y a 3 grands types de beurre qui répondent à des appellations contrôlées : le beurre *fermier*, le beurre *laitier* et le beurre *pasteurisé*. Toutes les autres dénominations, dont beaucoup sont fantaisistes et surtout révélatrices du sens commercial des producteurs (1^{er} cru, surfon, etc.), sont celles de beurres appartenant à l'une ou l'autre de ces trois catégories.

Le beurre fermier. Comme son nom l'indique, il est fabriqué uniquement à la ferme, selon des méthodes artisanales — écrémage naturel — et avec une crème qui n'est jamais pasteurisée : après un certain temps de conservation, il se forme à la surface du lait cru une crème que l'on écume avant de la baratter. Cette crème renferme des germes inoffensifs qui, en fermentant, donnent ce goût et cet arôme particuliers de beurre d'étable que nous recherchons aujourd'hui nostalgiquement. Mais souvent aussi on y trouve des germes pathogènes, ceux de la tuberculose bovine, par exemple, ou ceux qui proviennent d'un manque de propreté : matériel primitif qui n'est pas toujours bien lavé, non plus que les mains du fermier ou les pis de la vache, et crème du lait qui n'est pas rincée plusieurs fois à grande eau claire (cependant, on n'entend jamais parler d'accident et les risques sont minimes). Le beurre fermier est un beurre irrégulier, car



il dépend de la qualité du lait cru utilisé. Or deux fermes même voisines peuvent très bien, 1^o) avoir des vaches de races différentes ; 2^o) avoir des prairies qui diffèrent par la nature de leur sol, leur exposition, leur ensemencement, leur entretien ; 3^o) donner aux vaches, en dehors de l'herbe, une alimentation complémentaire différente ; 4^o) être tenues plus ou moins proprement. Mais s'il provient de régions privilégiées (Bretagne, Normandie) et de vaches saines, et si toutes les règles de l'hygiène ont été observées, le beurre fermier est un beurre excellent à tous les points de vue, et dont le goût peut difficilement, sinon jamais, être égalisé par les beurres pasteurisés. Malheureusement, il ne conserve toutes ses qualités que pendant vingt-quatre à trente-six heures. Au-delà, il rancit très vite. Le beurre fermier ne représente actuellement que 5 % environ de la production française — il n'y a encore que six ans, il représentait 20 % de cette production — et tend à disparaître. En 1972, la France a produit 513 000 tonnes de beurre, dont 30 000 seulement de beurre fermier. Où peut-on encore trouver du beurre fermier ? Dans les fermes, en Bretagne, ou en Normandie. A Paris, on n'en trouve plus nulle part. Son prix ? Il est libre et c'est souvent le plus cher — entre 3 et 4,40 F les 250 g. Cela tient à sa fabrication artisanale, qui est plus lente, et au fait qu'il est destiné à un type de clientèle décidé à payer le prix fort pour un beurre « naturel » au bon goût d'autrefois.

Le beurre laitier. Tout beurre laitier est fabriqué en usine laitière. Il peut être pasteurisé ou non. En fait, 95 % des beurres laitiers sont pasteurisés, mais beaucoup n'en portent pas la mention sur l'étiquette. La raison ? Certains producteurs veulent attirer les consommateurs tentés par le naturel et auprès desquels Pasteur et sa méthode ont mauvaise réputation. On met donc sur le marché de faux beurres fermiers présentés dans un enrobage primitif, façon artisanale (petits paniers à croisillons, etc.). Et celui qui n'est pas assez averti ou qui finalement ne demande qu'à acheter une illusion va payer plus cher un beurre qui a coûté à son producteur le même

prix que les autres. Un beurre laitier non pasteurisé est considéré actuellement comme la Rolls-Royce des beurres, c'est le beurre Eclairé.

Le beurre pasteurisé. Il est fabriqué dans des entreprises laitières ayant reçu l'agrément du ministère de l'Agriculture. Ce beurre doit notamment faire preuve d'une qualité bactériologique définie par la loi. Il doit contenir moins de 25 bactéries califormes endogènes par gramme, et avoir subi un examen organoleptique avec une note au moins égale à 16 sur 20 qui le classe en catégorie A, et une note de goût au moins égale à 8 sur 10. Il doit également avoir une réaction négative à l'épreuve de la phosphatase. Tous les beurres portant la mention « pasteurisé contrôlé » sont contrôlés effectivement au moins 12 fois par an, par les services vétérinaires. Les premiers contrôles de la pasteurisation du beurre datent de 1943, mais c'est la circulaire du 4 janvier 1955 qui définit ce qui peut être vendu sous l'appellation beurre « pasteurisé ».

Mais qu'est-ce que la pasteurisation ?

Tout d'abord, c'est la crème, et non le beurre, qui est pasteurisée. Avant d'être barattée, cette crème obtenue par écrémage industriel, est soumise à un traitement de chauffage qui détruit tous les germes pathogènes, mais, malheureusement, supprime en même temps tous les germes inoffensifs qui donnent du goût. Aussi est-il nécessaire, avant le barattage, de laisser « mûrir » la crème à laquelle on a ajouté des ferments lactiques, dans des « tanks » de fermentation. Même pasteurisée, la crème peut être de qualité irrégulière. Si elle est obtenue à partir de lait collecté en Normandie, elle a des chances d'être meilleure que si elle provient de lait de vaches nourries de feuilles de choux fermentées ou de feuilles de maïs. De même, on aura un beurre médiocre si la pasteurisation intervient alors que la fermentation est déjà trop avancée, le lait ayant été conservé trop longtemps dans des cuves non réfrigérées. Toutefois, les beurres pasteurisés et contrôlés offrent de bonnes garanties d'hygiène et sont toujours d'un goût « honnête ».

L'étiquette des beurres contrôlés doit mentionner le poids, la dénomination « beurre pasteurisé » ou « beurre de crème pasteurisée » (moins courante, mais plus logique), la mention « usine (ou atelier) agréée n°... », l'indication de la date du conditionnement définitif (172 = 172^e jour de l'année par exemple). Le prix de vente du beurre pasteurisé est libre tout comme celui du beurre fermier ou du beurre laitier.

Les autres mentions, telles que 1^{er} cru, extra-fin, garanti à l'eau de source, malaxé frais, etc., sont avant tout des arguments publicitaires et ne signifient pas grand-chose.

Le beurre à la motte. Il s'agit d'un beurre pasteurisé ayant toutes les caractéristiques de ce type de beurre jusqu'à ce qu'il soit sorti de son emballage pour être vendu « anonymement » et meilleur marché. A partir de ce moment, sa qualité dépend de l'hygiène du détaillant et de la propreté de son établissement. Certains marchands ont l'habitude de vendre le même beurre en deux mottes séparées, et à des prix différents. C'est toujours le plus cher qui se vend le mieux.

Beurre salé. On peut vendre sous le nom de beurre salé un beurre contenant de 5 à 10 g de sel, et sous le nom de beurre demi-sel, un beurre contenant moins de 5 g de sel.

Le beurre d'intervention. Il a été mis sur le marché l'hiver dernier dans un emballage de papier aluminium blanc barré d'une bande bleue, et à un prix modique. En fait, c'est le seul beurre dont le prix soit imposé. Il s'agit d'un beurre pasteurisé acheté par l'Etat aux producteurs afin de régulariser le cours des produits laitiers et d'éviter l'effondrement. Stocké dans des entrepôts où règne une température de -18 °C, sa remise sur le marché pour une période délimitée n'intervient qu'à la suite d'une décision de la Commission des communautés européennes de Bruxelles, et son prix est fixé également par Bruxelles. Il a été mis en vente vers le 15 décembre 1972, au prix, T.V.A. comprise, de 2,85 F la plaquette de 250 g et de 5,60 F la plaquette ou ▶



L'Etat impose une règle, mais les producteurs ne s'y conforment pas.

le rouleau de 500 g. Au moment de sa commercialisation, ce beurre est décongelé. Aussi est-il plus fragile, et il est bien de le consommer pendant les quinze jours qui suivent son achat. On ne trouve plus de beurre d'intervention en ce moment, mais il peut très bien faire sa réapparition dans quelques mois.

Le beurre et les pesticides. Une catégorie particulière de pesticides, les organochlorés (D.D.T., hexachlorohexane [H.C.H.], aldrin, dieldrine et heptachlore), est couramment utilisée en agriculture. Or ils ont la propriété de se dissoudre dans les graisses et de s'y accumuler. C'est pourquoi on en trouve des quantités sensibles dans le beurre. Les pesticides qui ne sont pas correctement éliminés se fixent dans les tissus graisseux du corps humain. A l'occasion d'un jeûne, d'un amaigrissement, ils peuvent être libérés dans le sang en quantité relativement importante, provoquant des empoisonnements. Plus grave, on les retrouve dans certaines cellules graisseuses du cerveau, du foie, de diverses glandes. Aux U.S.A., sous la pression des ligues de consommateurs, l'Etat a commencé par promulguer une réglementation sévère : aucune trace de pesticides organochlorés ne devait être décelée dans les produits laitiers. Mais les producteurs ont été incapables de se conformer à cette règle. En effet, il n'est guère pensable que l'on se prive, dans l'état actuel de l'agriculture, des avantages que présentent les pesticides. Et il est impossible d'éliminer totalement les traces de pesticides qui subsistent dans le lait et le beurre, à moins d'utiliser des procédés extrêmement coûteux. Le gouvernement américain a alors assoupli sa réglementation en tolérant des doses peu importantes : le taux maximal pour l'hexachlorohexane est fixé à 0,3 partie par million, soit 0,3 milligramme par kilo de matières grasses, ce qui correspond aux normes recommandées par l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture.

(F.A.O.). En France, une réglementation semblable n'a pas encore été édictée. Cependant, mille tonnes de fromages français à l'exportation ayant été refoulées aux frontières américaines, parce qu'ils ne répondaient pas à la réglementation, les pouvoirs publics et les agriculteurs ont dû prendre des mesures pour diminuer les quantités de pesticides dans les produits laitiers. Après une enquête qui a démontré que la désinfection des étables à l'aide, notamment, d'hexachlorohexane était responsable de la contamination du lait la plus importante et la plus durable, le ministre français de l'Agriculture prenait, le 15 octobre 1969, un arrêté interdisant l'emploi de pesticides organochlorés pour le nettoyage des étables. Cette décision semble avoir eu des effets bénéfiques, car, malgré la contamination par les pesticides contenus dans le foin et les aliments du bétail, le taux de pesticides dans le beurre a effectivement baissé de 50 % par rapport à celui de 1968. Mais est-ce suffisant ? Même absorbés à doses infimes, ces pesticides n'en continuent pas moins à s'accumuler progressivement dans le corps humain. Et peut-être ne fait-on que reculer de quelques dizaines d'années le moment où ces quantités devien-

dront dangereuses. Déjà, des analyses effectuées en Suisse ont démontré que le lait de femme contenait parfois une dose de pesticides 40 fois plus élevée que celle tolérée dans le lait de vache ! (Evidemment, il serait injuste de n'incriminer que la consommation de produits laitiers, la bombe insecticide pour se défendre des moustiques est certainement beaucoup plus coupable.) Enfin on ne sait toujours pas quelles sont les conséquences à long terme sur le plan génétique de la présence des pesticides dans le corps humain.

Le beurre et le cholestérol. On a longtemps accusé le beurre d'augmenter de façon alarmante le taux de cholestérol dans le sang et donc de provoquer des infarctus du myocarde. On est plus réservé aujourd'hui. Le cholestérol est une substance en partie synthétisée et sa présence dans le sang n'est pas directement tributaire de l'alimentation. Autrement dit, un individu qui a tendance à « avoir du cholestérol » et qui décide de ne plus manger de corps gras risque fort d'en synthétiser davantage et de se retrouver par conséquent avec le même taux de cholestérol. En revanche, s'il se met à consommer plus de cholestérol, son sang en

PETIT TABLEAU ECONOMIQUE

En 1972, la France a produit	513 000 t de beurre
— — — — a consommé	445 000 t —
La France est le 2 ^e producteur de beurre européen, après l'U.R.S.S. qui a produit	963 000 t —
avant l'Allemagne (R.F.A.)	491 000 t —
Le Français consomme par an	9 kg de beurre
Le Finlandais — — — —	14,8 —
L'Irlandais — — — —	12,4 —
Le Belge — — — —	8 —
L'Allemand — — — —	7,55 —
L'Italien — — — —	2,5 —
Le Hollandais — — — —	2,4 —

(mais 17 kg de margarine)

En 1972, l'U.R.S.S. a importé 200 000 tonnes de beurre, dont 110 000 tonnes françaises, au prix dérisoire de 1,93 F le kg, alors qu'il a coûté (fabrication et stockage) 12 F le kilo à la production !



Trop de lipides : attention à l'infarctus du myocarde !

contiendra tout de même davantage, mais pas beaucoup plus : « Le taux de cholestérol dans le sang n'est pas tout à fait indépendant de l'alimentation, mais pas très dépendant non plus ! » nous dit le docteur Georges Péquignot, de l'I.N.S.E.R.N.

Le beurre et les diététiciens. « Le beurre, comparé aux autres corps gras courants, a l'avantage d'être assez riche en vitamine A, d'où l'intérêt de consommer un peu de beurre cru chaque jour. Intérêt, mais non pas nécessité : on trouve de la vitamine A dans d'autres aliments », écrivent Jeannine Grinberg et Alain Gaussel, rédacteur du *Bulletin d'information* du laboratoire coopératif, dans leur livre *Je veux savoir ce que je mange* (voir notre rubrique *Eco-livres*).

Pour le Dr Grégoire Jauvais, membre de l'Académie des sciences de New York : « En raison de son point de fusion inférieur à la température du corps humain, le beurre cru, comme la crème crue dont il dérive (il parle donc du beurre non pasteurisé) est certes plus assimilable que la graisse animale, mais son coefficient de digestibilité n'est que de 45 %. Aussi pensons-nous que cela est une raison suffisante pour en limiter au maximum

sa consommation, voire le condamner sans appel, surtout s'il a été bouilli. » L'avis du docteur Péquignot est plus nuancé « Il est certain, dit-il, que les rations de matières grasses dans notre alimentation actuelle sont trop élevées. Nos besoins caloriques diminuent, tout au moins dans les villes, et nous avons effectivement diminué notre ration de calories. Malheureusement, pas de façon très rationnelle : nous mangeons moins de pain, de pâtes, de féculents et même de sucre, mais en revanche toujours autant de beurre et d'huile. Le Parisien qui n'absorbe en moyenne aujourd'hui que 2 000 calories au lieu de 3 000 a diminué sa ration de glucides de 40 % et celle de lipides de 20 % seulement. Son pourcentage de graisses absorbées, autrefois de 37 %, est passé à 44 %. Or on sait que c'est dans les pays où le pourcentage de lipides est le plus élevé dans l'alimentation — il serait souhaitable qu'il ne dépasse pas 30 % — qu'il y a le plus d'infarctus du myocarde. Mais, d'autre part, les gens obèses étant les plus sujets à l'infarctus, on a tendance à croire maintenant que... tout passe par l'obésité. Autrement dit, un pourcentage de 45 % de lipides avec une ration calorique de 3 000 calories serait beau-

coup plus dangereux qu'un même pourcentage de lipides, mais avec une ration de 2 000 calories seulement. »

Alternatives. Préférez le beurre fermier, souvent meilleur au goût et qui a l'avantage, selon les diététiciens, d'être un aliment « moins mort » puisque la crème n'a pas été pasteurisée. Malheureusement, vous en trouverez difficilement et il rancit très vite, aussi faut-il l'acheter en petites quantités. Attention aux faux beurres fermiers. Ne faites pas un détour pour acheter plus cher un beurre pasteurisé déguisé en beurre d'autrefois.

Méfiez-vous de la cuisine au beurre, elle est souvent indigeste. Évitez absolument les beurres noirs et, en général, tous les beurres cuits. Mangez le beurre cru et, pour la cuisson, utilisez les huiles vierges première pression à froid. Dans tous les cas, le beurre est préférable à la margarine sur laquelle nous publierons bientôt une fiche.

Enfin, si vous avez une tendance à l'obésité, supprimez carrément le beurre et tout ce qui est « au beurre » : cuisine, pâtisserie, croissants et « petits-beurres ».

Monique SOBIESKI

Dossier réalisé avec la participation du
Laboratoire coopératif

PRIX COMPARÉS DE BEURRES

	MAGASIN GRANDE SURFACE	FROMAGER	ÉPICERIE ORDINAIRE	ÉPICERIE FINE
Virlux ou similaire	Virlux, pasteurisé 1 ^{er} cru normand 3,80 F (250 g)	Virlux, pasteurisé 1 ^{er} cru normand 3,80 F (250 g)	Virlux-Noisy, goût de noisette, pasteurisé 3,33 F (250 g)	Bridel, pasteurisé extra fin 3,80 F (250 g)
Elle-et-Vire ou similaire	Elle-et-Vire pasteurisé 3,48 F (250 g)	Ligueil, extra fin, pasteurisé 3,60 F (250 g)	Elle-et-Vire, normand pasteurisé 3,50 F (250 g)	Elle-et-Vire pasteurisé 3,80 F (250 g)
Beurre breton	Amann Breiz demi-sel 3,44 F (250 g)	Mont-Saint-Michel demi-sel 7,20 F (500 g)	Breiz Izel demi-sel 3,65 F (250 g)	Beurre de Bretagne demi-sel, laiterie 3,70 F (roul. de 250 g)
Beurre laitier	Celles-sur-Belle beurre des Charentes 3,60 F (250 g)	Beurre des Charentes 3,55 F (250 g)	Laiterie coopérative de Saint-Loup dans les Deux-Sèvres 3,64 F (250 g)	Laiterie des Deux-Sèvres 3,80 F (250 g)
Beurre Echiré		4,15 F (250 g)		





ENERGIE ET EQUITE

par Ivan Illich

Le Seuil, 58 p., 6,50 F.

Si l'on veut choquer les économistes, les industriels, les capitalistes et les écologistes tout à la fois, il suffit d'écrire la phrase suivante : « *Même s'il s'avérait possible de produire une énergie non polluante et de la produire en quantité, l'usage massif d'énergie aurait toujours le même effet sur le corps social que l'intoxication par une drogue physiquement inoffensive, mais psychiquement asservissante.* » Son auteur : Illich, l'homme qui prend le contre-pied des propositions les plus communément admises du genre : l'alphabétisation et la scolarisation sont symboles et facteurs de progrès, la médecine moderne améliore les conditions sanitaires sur la planète.

De la même manière, tout le monde est bien d'accord pour admettre que les sources d'énergie classiques vont s'épuiser et que nous devons en inventer de nouvelles et, si possible, propres. Illich ignore le consensus général et affirme : « *L'exercice de la démocratie est indissociable de l'existence d'une technique à basse consommation d'énergie.* » Si Illich traite la crise de l'énergie de « soi-disant crise de l'énergie », il faut réfléchir avec lui.

En effet, nous aimerions croire qu'il suffira d'apporter ici et là quelques corrections et le tour serait joué, nous serions sauvés de la pollution par les techniques antipollution. Nous conjurerions l'empoisonnement automobile par la voiture électrique, nous résoudrions la crise de l'énergie par la construction de centrales

nucléaires à fission, mieux encore, à fusion, qui seraient non polluantes. Un « savant » soviétique serait venu en grand secret à Washington échanger le secret de la fusion domestique, qu'il vient de trouver, contre de gigantesques livraisons de produits agricoles dont l'U.R.S.S. a un besoin vital étant donné les résultats catastrophiques de sa politique agricole.

Et nous, gogos émerveillés, devant nos radios et téléviseurs, nous écoutons la berceuse des lendemains technologiques qui chantent. Autrement dit, nous croyons dur comme fer que la science nous sauvera des situations impossibles où nous nous trouvons.

Eh bien, c'est dommage, mais il ne faut pas y compter. L'insolent qui ose dire cela s'appelle Ivan Illich. Illich est un curieux personnage. Personne n'ose dire qu'il est fou, illuminé ou idiot, et pourtant, il dit exactement le contraire de ce que disent nos économistes, nos experts, nos scientifiques, nos universitaires, nos sages et nos mages.

Illich, comme l'enfant du conte, dit que le roi est nu. Il s'explique si clairement que ses textes pourraient et devraient être proposés à des enfants de dix ans.

Pour en revenir à la crise de l'énergie, c'est un lieu commun de dire que nous allons en manquer. Que nous allons devoir en consommer de plus en plus, ne serait-ce, dit-on généreusement à gauche, que pour permettre au tiers monde d'accéder au niveau de vie des nations développées. Illich démonte cette superbe logique en pièces. La course à l'énergie est une illusion ; l'accroissement de la production d'énergie crée davantage de problèmes qu'il n'en résout. Le passage le plus étonnant de sa démonstration est celui au cours duquel il compare la dépense d'énergie du piéton et celle de l'automobiliste américains. D'après Illich, pour parcourir 10 000 kilomètres, il lui faut 1 500 heures, soit une vitesse moyenne de 6 km/h, la même que celle du piéton.

Comment parvient-il à ces 1 500 heures ? De la manière suivante : « *il y est assis, en marche, à l'arrêt, il travaille pour la payer, payer l'essence, les pneus, l'assurance, les contraventions et les impôts.* Il faut y ajouter : « *le temps passé à l'hôpital, au tribunal ou au garage, à regarder à la télévision la publicité automobile, etc.* ». Conclusion : roulez à bicyclette. Après d'autres convertis récents, Illich chante à son tour les vertus du vélo. Lui seul semble permettre d'éviter les graves distorsions de la vie sociale inhérentes à la consommation d'énergie. En effet, tout processus qui nécessite une forte consommation d'énergie n'entraîne jamais d'effet d'égalisation ; voir, par exemple, la voiture ou l'avion. Selon Illich : « *on ne peut à la fois rechercher l'équité et consommer l'énergie à hautes doses.* »

LE SINGE OMNIVORE

par Lyall Watson

Stock, 228 p., 28 F.

« *La nourriture occupe une position centrale dans notre façon de considérer le monde. Et manger n'est pas du tout aussi simple qu'on pourrait le croire...* »

Le comportement de l'homme n'a pas fini d'inspirer les auteurs. Dans la lignée de Desmond Morris, Lyall Watson défriche un domaine familier et pourtant peu connu : la « bouffe » et tout ce qui s'y rapporte. L'homme est un mammifère arrivé et son régime n'est pas étranger à sa réussite exceptionnelle. Au commencement étaient des mammifères uniformément insectivores. Puis vint le « singe » qui enrichit son régime de feuilles et de fruits. Il descendit un jour de son arbre et eut à faire face à une plus âpre concurrence. Il dut se contenter de restes et se fit charognard. Petit à petit, il eut accès à la chair fraîche et devint carnivore. Enfin, il découvrit l'agriculture et il mangea les fruits de la terre. Bref, l'homme au terme de son évolution est un « omnivore total ». La phase carnivore a son importance : il fallut à l'homme (l'homme-singe ?) devenir plus rapide pour capturer sa proie ; il se dressa donc sur ses pattes de derrière. Il lui fallut des outils pour tuer. Sa faiblesse l'obligea à chasser en groupe : de la coopération naquirent les rudiments du langage. Il suivit sa proie dans ses déplacements et couvrit la surface de la Terre. Le singe, lui, est toujours dans son arbre : il y en a de moins en moins tandis que l'homme prolifère.

Pareille évolution a fortement marqué notre comportement alimentaire et social. Le « singe omnivore » se souvient de ce long et tumultueux passé. Dans les hypermarchés qui évoquent la forêt originelle, il déniche sa nourriture, l'identifie, la cueille ou la ramasse. Charognard nostalgique, il se délecte de fromages putrides et fait des collections. Le chasseur vif très fort en nous, le tueur aussi qui aime à découper son rôti avec un long couteau. Devenu cultivateur, l'homme eut plus de nourriture qu'il n'en pouvait consommer. Le travail de quelques-uns en vint peu à peu à assurer la subsistance de tous. Délivré de l'obsession de la faim, l'homme se fit artisan, commerçant, peintre ou bien cuisinier. Et pourtant, la nourriture continue d'occuper dans ses pensées une place de choix. En effet, le simple acte de manger s'est chargé de sens. La nourriture a une fonction sociale. Elle témoigne du standing de son consommateur et aide à la communication. Mieux, elle est réconfort, consolation. Et puis, elle a parfois une évidente connotation sexuelle. Bref, il en



Ivan Illich

L. Ruzicka (Aflap)

A. H.



est de la « bouffe » comme du sexe : en faisant l'amour, nous faisons bien plus que nous reproduire ; en mangeant, bien plus qu'assurer notre survie. Les gourmets et les libertins sont là pour l'attester. Tout cela ne doit pas nous faire oublier que deux hommes sur trois « restent sur leur faim ». Il ne faut pas espérer qu'ils demeurent indéfiniment à regarder les autres se gaver. D'ailleurs, ce festin auquel ils n'ont pas accès est empoisonné. Il va nous falloir de plus en plus sacrifier la qualité à la quantité et, au train où nous nous reproduisons, il n'est même pas sûr que nous puissions nous l'assurer. Nous ne serons pas la première espèce que sa réussite aura amené à disparaître. Demain, d'autres omnivores, les ours, les rats, ou les cochons... — B. P.

LES CALL-GIRLS

par Arthur Koestler
(traduit de l'anglais par Georges Fradier)

Calmann-Lévy, 280 p., 25 F.

Les amateurs de littérature érotique seront vastement déçus. Cependant, pour peu qu'ils lisent le prologue au titre significatif : *le Malentendu*, ils se hisseront sans peine au niveau de la tragédie et de l'interrogation métaphysique. A travers les doutes et les affres d'un Christ révolté — qui met son Père au pied du mur —, ce n'est pas à la mort de Dieu que nous sommes confrontés, mais au silence horrible, insupportable du Père éternel devant le crime des crimes, la mort du Fils, de l'innocent ; ce silence qui défie la raison fonde l'absurde de tous les temps.

Certes, si pour un esprit religieux, ce postulat du prologue est un insoutenable contresens, il n'en ouvre pas moins des perspectives de méditations sur la destinée terrestre de l'homme. Si on ne peut rien savoir de Dieu — ce contre quoi s'inscrivent en faux toutes les traditions religieuses de l'humanité — alors, il ne faut compter que sur la science et ses prophètes pour faire avancer notre espèce ou, plus impérieusement, la sauver du suicide collectif dont elle est aujourd'hui techniquement capable, le désastre écologique n'étant d'ailleurs qu'une forme plus lente et pernicieuse de cette inclination au suicide...

Mais les scientifiques sont-ils des sages ou des surhommes ? Il faut déchanter et peut-être s'en amuser (l'auteur ne s'en prive pas), ce ne sont que les « call-girls » du savoir, Nobels et autres toujours prêts à exhiber les mystères de leur cerveau à d'autres découvriraient leurs jambes... Appelées au chevet de l'humanité menacée d'une guerre apocalyptique, des scientifiques du monde entier, réunis dans un vil-

lage suisse pour une semaine, doivent formuler leur diagnostic et trouver un remède prompt et efficace à la folie suicidaire des hommes. Un prix Nobel de physique, Soloviev, Russe émigré aux U.S.A. et qui veut être, pour l'énergie atomique, l'anti-Einstein, mène le débat ; ce personnage, « hédoniste mélancolique » comme le baptise sa femme, semble exprimer les hantises personnelles de l'auteur et sa crainte encore plus grande d'une solution purement scientifique, celle qu'un neurochirurgien italien, spécialiste en tripatouillage du cerveau, laisse entrevoir par cette formule : « *Nous sommes une espèce horrible, qui vit à une époque horrible. Peut-être devrions-nous avoir le courage de songer à des remèdes horribles ?* » Physiciens, psychologues, cybernéticiens, zoologues, neurotechnologues, psychanalystes, philosophes, sous l'œil sceptique d'un religieux « copertinien », proposent, chacun selon sa spécialité, un remède souvent pire que les maux qu'ils veulent guérir. Après une semaine de débats — foire aux vanités personnelles — les call-girls de la science se quittent sur un constat d'impuissance. On comprend alors la dédicace du livre à la mémoire de MM. Bouvard et Pécuchet. Avec un sens d'observation et d'ironie très expérimenté, Koestler trace un tableau vivant de ces querelles personnelles et propos abstraits de spécialistes. Nationalités, âges, disciplines, caractères, ambitions, tout les oppose. Humour étayé par de solides connaissances scientifiques, fiction d'un futur probable, ce conte philosophique pose la question : la science pourra-t-elle sauver la science d'elle-même ? — R. P.

JE VEUX SAVOIR CE QUE JE MANGE

par Alain Gaussel et Jeannine Grinberg

Le Pavillon, Roger Maria, 252 p., 10,50 F.

« Pourquoi les boîtes de conserves sont-elles marquées en code secret au lieu de donner les dates en clair ? Nous vous proposons deux réponses au choix :

1^o parce que les conserveurs considèrent les consommateurs comme de petits enfants incapables de se servir à bon escient du renseignement qu'on leur donnerait ainsi,

2^o parce que les conserveurs n'ont pas confiance dans l'affirmation de leur propre publicité suivant laquelle les conserves se conserveraient indéfiniment. »

Ce petit livre rassemble les articles pratiques parus régulièrement dans le journal *le Coopérateur de France* qu'édite le Laboratoire coopératif (1). Il s'agit d'aider le consommateur en lui apprenant, de manière simple et précise, la teneur en vitamines, en calories, en glucides, protides et autres éléments indispensables à une alimentation équilibrée, contenue dans ses aliments. C'est aux ménagères que ce livre s'adresse résolument, puisque c'est à elles qu'incombe encore l'entière responsabilité du délicat dosage nutritif qui fera de votre époux un homme équilibré et épanoui et de vos enfants, au choix, des gaillards pleins de vie ou de malheureux rachitiques. Savez-vous donc, Madame, comment disposer et stocker les aliments dans votre réfrigérateur ? comment choisir la viande ? comment faire du yaourt ? Savez-vous que la lumière a un rôle défavorable sur la qualité de l'aliment ? que les légumes secs ont pratiquement la même richesse nutritive que la viande ? que les œufs, très frais, n'ont aucun inconvénient pour le foie ? que le coca-cola contient de la caféine ? s'il faut manger les arêtes des sardines ? Sait-on, plus généralement (et l'on va entendre gronder les adeptes des aliments na-tu-rels), que la valeur alimentaire du pain fait avec de la levure normale est la même que celle du pain au levain ?

Il ne s'agit pas, pour les auteurs, d'indiquer des aliments parfaits et, souvent, introuvables. La pollution de l'alimentation n'est pratiquement pas évoquée, peut-être parce que la plupart des articles datent de plusieurs années. Il s'agit, et c'est important, d'aider la consommatrice à démêler ce qui est bon pour elle de ce qui ne l'est pas, à l'épicerie, la boucherie de son quartier.

M. L.

VOUS N'ALLEZ PAS AVALER ÇA ! LE TOUR DE FRANCE DES POLLUES

par Fanny Deschamps

Coll. « J'ai lu », 185 p., 3,30 F.

La réédition en poche des reportages au vitriol de Fanny Deschamps à travers la France. Ce n'est pas le genre d'ouvrage dont la promotion sera assurée par l'Office français du tourisme. La France sale, laide, empoisonnée par les centrales nucléaires, le remembrement, les coupes rases de l'Office national des forêts, les retombées des usines de Péchiney, les promoteurs, l'armée, etc. On pourrait en vomir, mais, grâce à Fanny Deschamps, on peut encore en rire. C'est le genre de petit bouquin pas cher à offrir par dizaines à ceux qui en sont encore au point zéro de leur prise de conscience écologique. — A. H.

(1) Laboratoire coopératif, 14 avenue Louis-Roche, 92320 Gennevilliers.



LA POLLUTION ET L'ENVIRONNEMENT

par Liliane Elsen

Collection Tout savoir, Filipacchi, 6 F.

« Chaque matin, dans la forêt amazonienne, les singes hurleurs se rassemblent en bandes à la limite de leur « territoire » et hurlent pendant quelques minutes pour « saluer » la bande voisine. Après quoi, ils repartent, sûrs de leur existence et de leur appartenance à la communauté. »

Entre une couverture de Folon et un poème japonais, l'histoire et la géographie de la pollution. Comment naît le mot, en 1962, avec la publication d'un livre lourd de malaises, *le Printemps silencieux*, de Rachel Carson ; l'histoire très bête d'un village américain où soudain poissons et oiseaux se mettent à mourir. Pesticides. Depuis, le mot et la chose ont fait du chemin.

Distanciation et regard froid en livre de poche : patiemment, Liliane Elsen dresse un inventaire que tout le monde croit connaître, mais qui a le mérite d'être rassemblé en un manuel précis et complet. Pollution de l'eau, pollution de l'atmosphère, bruit, pollution chimique, pollution atomique. Le tout relevé d'étranges histoires, comme celle qui relate la vie secrète du strontium 90, l'un des éléments des retombées radioactives qui, arrivé au sol, se met à suivre docilement le cycle du calcium. D'abord, il se concentre dans les végétaux. Puis dans le lait. Enfin, dans les os des êtres vivants. Là, il s'installe pour engendrer à la longue cancers et leucémies.

Des chiffres durs, précis, sur les millions de tonnes de plomb, de manganèse, mercure, cadmium, etc., déversés chaque année dans les mers par les cours d'eau. Le mercure, justement, tout le monde connaît. Dans les thermomètres, pas dans le thon — lorsqu'il a avalé des milliers de petits poissons, eux-mêmes empoisonnés par le plancton, lui-même imprégné de mercure. La fameuse chaîne. L'écologie, précise Liliane Elsen, a montré que faune et flore d'un même milieu constituent un ensemble biologique équilibré, mais dont l'équilibre peut être perturbé par la modification d'un ou plusieurs facteurs. Au risque de se répéter, les écologistes n'envisagent jamais assez la possibilité d'un monde qui manquerait d'oxygène ; un Boeing en brûle 600 tonnes entre Paris et New York, et les automobiles en consomment autant que l'ensemble de la population humaine. En même temps, le taux de gaz carbonique augmente, tandis que les grandes

forêts, réservoirs d'oxygène, disparaissent peu à peu.

On peut toujours fréquenter les magasins biologiques pour y acheter des poireaux non traités aux pesticides et plus chers que nature. Mais, pour Liliane Elsen, la solution est bien politique. Il s'agit de choix, de lois, et vite. — C.G.

LA VILLE EST UN ÉCHIQUIER

par John Brunnet

Calmann-Lévy, 409 p., 29 F.

Les hasards de la traduction font que *La ville est un échiquier* paraît après *Tous à Zanzibar*, l'un des romans les plus riches, les plus complexes de ces dernières années, et qui fait littéralement éclater le cadre de la science-fiction. Mais déjà dans *La ville est un échiquier*, qui fut écrit en 1960, John Brunnet, s'intéressant à l'évolution du milieu urbain, aux relations de l'homme avec son environnement (naturel, social, politique) pratiquait essentiellement la politique-fiction.

La ville est un échiquier — dont la version française est, hélas, entachée de nombreuses coquilles — peut se lire à plusieurs niveaux : comme un roman policier d'une espèce singulière et dont les protagonistes seraient des policiers, des politiciens, des hommes d'affaires ; comme un extraordinaire exercice logique construit sur le modèle d'une partie d'échecs célèbre qui fut réellement jouée en 1892 par Steinitz et Tchigorin ; comme une parabole politique sur la dictature, l'art de la propagande et le maniement des foules. Mais à tous les niveaux, une ville est présente, la capitale ultra-moderne, conçue par les meilleurs urbanistes de la république d'Aguazul. Ainsi Ciudad de Vados est le décor d'étranges faits divers : meurtres, suicides, bagarres, et opérations de police non moins bizarres ; ses quartiers représentent les cases d'une vaste partie d'échecs dont les enjeux sont la liberté des citoyens et l'unité du pays ; enfin, surgit du désert, image parfaite de la ville future, la capitale symbolise le pouvoir, la volonté d'un homme, le président Vados.

Pourtant, le livre commence comme un roman de science-fiction avec l'arrivée dans la ville d'un hyper-spécialiste, Bob Hakluyt (le narrateur), régulateur de trafic chargé d'améliorer la circulation dans une ville qui ignore les embouteillages. Le réseau des rues, avenues, autoroutes, bretelles et échangeurs ne serait-il pas parfait ? Bien vite, le narrateur comprend qu'on l'a fait venir non pour résoudre un problème réel, mais pour donner les apparences d'une solution technique à un problème humain et politique, celui des

bidonvilles et marchés populaires, installés, ouverts, non seulement à la périphérie ou le long des voies d'accès, mais jusqu'au cœur même de la cité radieuse, par des paysans, des Indiens qui ont fui une campagne devenue aride depuis que l'eau des sources a été captée pour l'alimentation de la ville.

A travers un récit foisonnant, subtil, John Brunnet nous rappelle entre autres choses qu'on ne peut construire une ville pour une seule catégorie d'habitants (ici les citoyens de Vados, fonctionnaires, commerçants, membres des professions libérales) ni imposer à ses habitants un style de vie déterminé, fût-ce en utilisant les méthodes de propagande les plus raffinées, mais qu'une ville est un corps vivant, regroupant toutes les activités sociales, et qui ne se développe bien qu'en harmonie avec l'ensemble d'une région, d'un pays. Sous peine d'échec, la ville ne peut être un échiquier ni ses habitants de simples pions. — B.D.

MARXISME ET ENVIRONNEMENT

par Guy Biolat

Editions sociales, 190 p., 9 F.

Il semble que le propos du camarade Biolat ne soit pas de nous parler d'environnement, mais bien de faire le procès du capitalisme et l'éloge du socialisme à la Marchais. Le contraire, à vrai dire, serait étonnant pour une publication des Editions Sociales.

« Deux systèmes existent : capitaliste et socialiste. Ils sont qualitativement différents dans la mesure où les rapports entre les hommes sont modifiés, donc sont modifiés aussi les relations des hommes avec la nature. » Nous voilà fixés. Cela signifie que « seul le socialisme permet d'harmoniser les rapports de l'homme avec la nature » et que « le matérialisme dialectique et historique est l'outil qui permet d'aborder clairement les problèmes de l'environnement. »

Mais qui en douterait ? L'ouvrage, par ailleurs fort bien documenté, regorge d'exemples accablants pour les gouvernements capitalistes de la France et des Etats-Unis, mais aussi, vous me voyez venir, de faits glorifiant la politique écologique de l'Union soviétique. Le capitalisme est une source majeure de pollution, personne n'en doute, pas même les capitalistes eux-mêmes, mais chercher à nous faire croire que tout est pour le mieux dans les pays socialistes, paradis des prolétaires, des purges et des autocritiques simulées, non ! Faut pas nous prendre pour des niais, camarade Biolat ! Et pour en savoir plus long sur l'« écologie

humaine » des socialistes, nous irons la demander aux intellectuels soviétiques !

L'auteur éveille certes notre assentiment lorsqu'il déclare : « La poursuite de la politique de l'U.D.R. et de ses alliés est une nuisance », mais il devient soupe-audit avant la fin de sa phrase : « Alors que le changement proposé par le programme commun est le moyen de la supprimer. » On sent là un peu de propagande...

Quant aux revues écologiques de tous bords, elles sont plutôt malmenées : « Une certaine littérature à sensation foisonne dans la dernière période : Mieux vivre ; pollustop ; Ecologie libertaire ; la Gueule ouverte ; Survivre et vivre ; le Sauvage... Ces publications nous présentent d'un seul tenant, de manière apparemment désordonnée, tout un fatras idéologique bourgeois qui, partant des problèmes réels que les masses subissent du fait de la politique du capitalisme monopoliste d'Etat, en reste aux effets sans jamais situer les causes. Le résultat ne peut être que de tenter de détourner le mécontentement et la volonté de lutte dans des voies de garage. »

Bien sûr ; à part l'Humanité, aucun journal n'est apte à parler d'écologie. Et le camarade Biolat est sincère. Grâce à son parti, tout va changer : « Mais il ne s'agit pas de s'attaquer aux centrales nucléaires, et ainsi de se tromper de cible, il faut organiser une lutte de masse pour exiger des pouvoirs publics que le rôle de ces entreprises ne passe pas entre les mains du secteur privé qui n'offre aucune garantie du point de vue de la protection. »

Le livre est agrémenté de citations de spécialistes comme Lénine, Marx, Engels, Waldeck Rochet, Duclos, Thorez, mais pas de cet autre communiste, Paul Lafargue, gendre de Marx et auteur du *Droit à la paresse*, qui réclamait, lui, la journée de travail de trois heures, seule solution pour en finir avec les pollutions. — H. S.

CROISADE POUR LA MER

par Marcel Clébat
Stock, 296 p., 28 F.

« Si la pollution n'est en définitive que l'œuvre de quelques-uns, leur défaite nécessite la mobilisation et la vigilance de tous. Ce combat, c'est le combat contre le fascisme des nuisances, contre la dictature d'une minorité de privilégiés qui impose sa loi à la majorité. L'avenir du monde est en jeu, et avec lui bien plus de vies humaines que toutes les guerres de ce siècle n'en ont anéanties. »

La pollution des mers et ses répercussions sur la vie nous sont des sujets d'inquiétude familiers. Mais il n'en allait pas de même

quand Marcel Clébat, journaliste à *Femmes d'aujourd'hui*, qui n'avait pas vu la mer avant vingt-six ans, lança un jeu de plage un peu moins banal que les autres ; on jeta à la mer des bouteilles porteuses de messages rédigés par des petits enfants. Les bouteilles allèrent loin... L'intérêt scientifique incontestable de l'expérience, l'appui inconditionnel de *Femmes d'aujourd'hui* et le prodigieux dynamisme de notre auteur-animateur firent de ce petit jeu l'Opération mondiale message à la mer... Aux bouteilles se substituèrent de petites enveloppes de plastique bleu dont l'odyssée fournit de précieuses indications sur la dérive des courants de surface, ceux-là mêmes qui charrient les pollutions. C'est là que réside l'intérêt essentiel de cette croisade.

Pourtant, disons-le tout net ; le livre exaspère. On ricane au récit des immersions des messages, si chères à l'auteur qu'il ne nous épargne pas un détail : lancement aux mousquets, fanfares, feux d'artifice, discours innombrables, présence de personnalités, Marcellin, Haïlé Sélassié, d'Alteses, Paola ou les princes de Monaco, gestes spectaculaires... Bref, on trouve douteuse cette opération de promotion écologique. Il serait donc abusif de voir en Marcel Clébat un digne précurseur de la lutte antipollution officielle... Il y croit, il est sincère, il est même efficace. Dommage qu'il soit si peu subversif. B. P.

JURA VIVANT

Œuvre collective

Editions S.A.E.P. (Société alsacienne d'expansion photographique), Colmar-Ingersheim, 230 p. 48 F.

« S'il était possible que dans dix mille ans un paléontologiste recherche les traces d'aujourd'hui, il trouverait de l'homme, encore de l'homme, toujours de l'homme : de mammifères, presque point ! Toute la grande faune a disparu. »

La nature ayant doté les animaux de l'intelligence suffisante pour qu'ils veillent à leur propre et mutuelle conservation, il semblerait — et tout rapport écologique sérieux l'établit — que l'erreur n'est qu'humaine. Quel vice, alors, dans la conduite de notre existence peut expliquer pareil sinistre ? Nous étant spécifique, la crainte de la mort (la nôtre !) ne nous suggérerait-elle pas une croyance instinctive en la primauté et la pérennité du genre humain, autorisant ainsi les crimes les plus ignobles ?

La lecture d'ouvrages tels que *Jura vivant*

nous est plus que jamais nécessaire. Est-il normal de consentir à l'extinction de la merveilleuse faune jurassienne et à la mise en valeur de ce livre à titre de dernier témoignage d'un monde exterminé ? Pourquoi ne pas plutôt y puiser l'enthousiasme et la connaissance qui, seuls, peuvent garantir l'efficacité d'une révolte ?

Cette œuvre collective s'adresse à ceux qui s'intéressent à la vie sauvage, non pas dans le cadre d'une mode, « toujours dangereuse », disent les auteurs, mais avec une grande ouverture d'esprit et une humilité sincère.

La biosphère (couche vivante) du Jura est complexe et remarquable, tant par la diversité de ses formes et de ses types d'existence que par sa cohésion. L'environnement « sauvage » est la perfection même ; mais un rien suffit à l'altérer. Quoi de plus fragile qu'une biche ou qu'une mésange ? Encore faut-il, il est vrai, apprendre à les connaître. Ce livre nous y aide par la grande précision de l'étude et la passion qui a tenu les auteurs au vif de leur sujet. Sa rigueur nous permet de saisir et d'apprécier, sans les figer, les caractères de ce monde mobile. — P. M.

RIEN QUE LA GUERRE

par Philippe Ganier Raymond
André Baland, 280 p., 29 F.

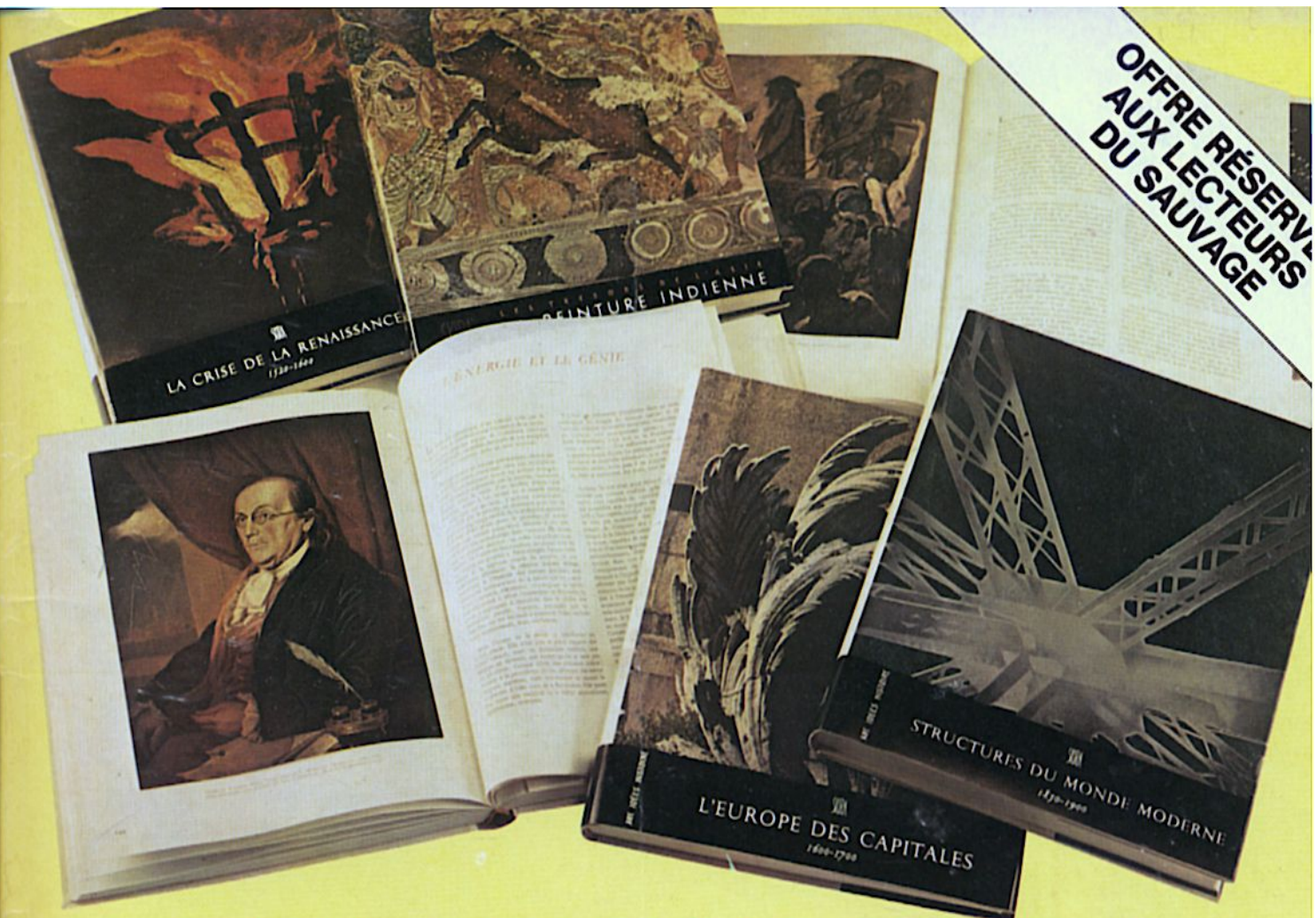
Journaliste et pamphlétaire, Philippe Ganier Raymond vient de publier un roman qui, par un biais curieux, aborde, en sa dernière partie, le problème de la survie dans un monde livré au totalitarisme de la marchandise.

Difficile, hautain, admirablement écrit, le texte de Ganier Raymond pose, en termes de fable — une fable dont les personnages, merveilleux, se nomment Doublenain père et fils, Huchepet Karl, ou Cœur-de-Loup, baron de Fleur —, les deux ou trois questions fondamentales de notre temps : « Peut-on survivre au sein d'un monde clos ? Peut-on accepter que ceux à qui profite le crime fassent la loi qui le réprime ? Peut-on admettre la destruction, sans recours, de la vie réelle ? » Philippe Ganier Raymond nous laisse le soin de répondre et, sans doute, de refuser le désespoir. Dans l'action. Et même si son livre s'achève de façon tragique.

F. I.

La rubrique *Ecolivres* a été réalisée par Bernard Domeyrat, Colette Gutman, Alain Hervé, Maryse Laperge, François Loubet, Paul Memmi, Brigitte Pacquement, Robert Perez, Hubert Schneckenburger.

OFFRE RÉSERVÉE
AUX LECTEURS
DU SAUVAGE



EDITES PAR SKIRA

Les plus beaux ouvrages d'art avec 30% de réduction

L'OCCIDENT ROMANTIQUE :

La chute de l'ancien régime, la révolution industrielle. Les répercussions et les mutations profondes qui annoncent les temps nouveaux.

ADOLESCENCE DE LA CHRÉTIENNE OCCIDENTALE :

Les modifications de la création artistique après 980. L'influence de l'abbaye de Cluny et des monastères qui se regroupent autour d'elle. L'établissement d'une nouvelle structure politico-sociale : la féodalité.

FONDEMENT D'UN NOUVEL HUMANISME :

Le changement dans les intentions et le langage de l'œuvre d'art au XIV^e siècle, ravagé par la peste. La rupture entre l'art et le clergé.

L'EUROPE DES CAPITALES

L'Europe au XVIII^e siècle : un système d'états nationaux à la recherche de son équilibre politique et économique. Siècle des monarchies absolues, il est aussi celui du déclin des grandes familles féodales et de l'ascension de la bourgeoisie commerciale et industrielle. La ville-capitale devient la structure de cette nouvelle société.

LA PEINTURE DE L'ASIE CENTRALE ET LA PEINTURE INDIENNE :

Souvent méconnues, les grandes tendances de ces deux courants artistiques sont analysés ici de façon précise et présentée sous une forme extrêmement riche et documentée.

LES TRÉSORS DE L'ESPAGNE

En partant de l'Espagne "au seuil de

l'art", nous assistons tour à tour au triomphe de l'Orient en Occident, et à l'intégration de la péninsule ibérique à l'Europe. Le faste des conquérants se déroule sous nos yeux, et nous amène au siècle d'or, puis à l'âge d'argent. Riche-ment illustrés, ces deux volumes se divisent en chapitres passionnants : l'universalisme de Grenade - le rigorisme de Trente - Pour le Peuple et sans le Peuple PISSARO

Une série de dessins pratiquement inconnus, accompagnés de textes manuscrits, nous font découvrir un côté nouveau de la personnalité de ce grand peintre. Présenté dans un luxueux coffret avec des fac-similés de manuscrits d'époque, c'est un ouvrage rare et de valeur.

BON DE COMMANDE

Je désire profiter de votre offre exceptionnelle, veuillez me faire parvenir les volumes suivants : cochez la ou les cases de votre choix

<input type="checkbox"/> La peinture espagnole : Fresques de Goya	125 F	87,50 F
<input type="checkbox"/> L'Europe des capitales	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> Turpitudes sociales Pissaro	490 F	343,00 F
<input type="checkbox"/> L'occident romantique	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> Adolescence de la chrétienté occidentale	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> La crise de la renaissance	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> Fondement d'un nouvel humanisme	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> L'invention de la liberté	160 F	112,00 F
<input type="checkbox"/> Structures du monde moderne	160 F	112,00 F

ATTENTION CETTE OFFRE EST LIMITEE !

Nom
 prénom
 n° rue
 code postal ville
 signature :

Ci-joint le montant de mon règlement } par chèque bancaire } à l'ordre de
 mandat-lettre } Club de l'OBS
 chèque postal 3 volets }

DECOUPEZ ET RETOURNEZ, DES AUJOURD'HUI CE BON A : Club de l'OBS, 12, rue du Mail 75002 PARIS, en joignant votre règlement

r.c. seine 71 B

CINEMATOGRAPHE

la revue de l'actualité cinématographique



Tendre, grinçant, tonitruant, pétillant d'esprit et de malice, le cinéma est un héros, un ami, un complice ou... une détente. Cette merveilleuse forme artistique, capable de faire jaillir en chacun des sentiments aussi divers, nous avons voulu la retrouver aujourd'hui avec un œil neuf, sans intellectualisme mais toujours avec passion. Nous voulons tout voir, tout savoir, tout dire. Devant ou derrière l'écran, acteurs, réalisateurs, producteurs, spectateurs, nous recherchons avant tout l'essentiel du cinéma : la vie. Car le phénomène "cinéma" n'est pas seulement un reflet de ce qui se passe chaque jour au tour de nous mais une réalité qui a une existence propre, avec toutes les évolutions que cela comporte. Cette réalité nous avons voulu la découvrir à travers l'ensemble de la production... Voilà pourquoi nous avons créé CINEMATOGRAPHE.

